

M'SILA : UN SEMI-REMORQUE FONCE SUR UN CENTRE DE FORMATION, 3 STAGIAIRES TUÉES P. 5

Publicité

بنك التنمية المحلية
BANQUE DE DÉVELOPPEMENT LOCAL

BDL
Finance la PME

BDL
une banque qui se modernise
pour mieux vous servir

Centre d'appels: 021 64 16 16 www.bdl.dz

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

ACTUALITÉ
AUTREMENT VUE

P. 7 à 15

Le Quotidien organise
une conférence-débat
sous le thème :

**EMERGENCE
D'UN ÉTAT MODERNE**

Avec
Mouloud HAMROUCHE
ancien Chef du gouvernement



Le samedi 24 mai 2014 à 10h
à l'hôtel Liberté
(Zone des sièges, USTO-Oran)

CONSTITUTION OU STATUT ?

EL YAZID DIB

Révision constitutionnelle

LE SYNDROME AFRICAÏN !

CHERIF ALI

■ «Entre présidentialisme
parlementaire
et parlementarisme
présidentiel»
BOUDJEMAË HAICHOUR

■ La règle de trois
et la quête de sens
AKRAM BELKAÏD

■ Cet Occident qui
prostitue ses valeurs
OMAR MERZOUG

■ De la cour des grands
au coin du préau !
ABDELKADER KHELIL

■ Sanguine fiction !
B. AHCENE-DJABALLAH

■ Brésil : la coupe
est déjà pleine
ABDELKADER DJEBBAR



LE TEMPS
DES POUVOIRS
ET LE POUVOIR
DU TEMPS
LOUHIBI MOHAMED BACHIR

SEPT RAISONS
POUR ZAPPER
LA NOUVELLE
CONSTITUTION

ABED CHAREF

BIEN TRISTE,
TOUT ÇA !

BOUCHAN HADJ CHIKH

Consultations sur la révision
constitutionnelleBenflis répond
à Ouyahia

R. N.

Destinataire d'un document portant «propositions de révision constitutionnelle», l'ancien chef du gouvernement et ex-candidat à la présidentielle, Ali Benflis, estime, dans une lettre adressée à Ahmed Ouyahia, en tant que ministre d'Etat et directeur de Cabinet de la présidence de la République, que cette révision constitutionnelle «occulte plus cette crise qu'elle ne la traite», qu'elle «contourne ses exigences plus qu'elle ne les assume pleinement et entièrement» et qu'elle «permet de perdurer plus qu'elle ne rapproche son issue».

Expliquant les raisons de sa décision de rendre publique cette lettre, Benflis estime que c'est par souci «de permettre aux citoyens d'exercer leur droit à l'information».

Après un «examen approfondi, scrupuleux et responsable» des propositions de révision constitutionnelle», Ali Benflis juge qu'elles «ne sont pas une réponse à l'aspiration démocratique», qu'elles «ne vont pas dans le sens de l'édification d'un Etat de droit» et qu'elles «ne s'assignent pas l'objectif d'élargissement des espaces de droits et de libertés». «Et, par-dessus tout, elles éludent la crise de régime véritable à laquelle le pays est confronté», lit-on dans la lettre adressée à Ouyahia.

Pour Ali Benflis, les propositions «sont loin de revêtir la même importance ou le même degré d'urgence que les données et les réalités constitutives de cette crise de régime». «Le moment ne me semble pas être celui de l'évitement de la nature et des causes véritables de cette crise au moyen d'artifices constitutionnels qui seront sans effet sur elle. De toute évidence ce à quoi le pays fait face n'est pas

une crise constitutionnelle mais bien la crise d'un régime politique», ajoute l'ancien chef du gouvernement.

Il affirme avoir «la profonde certitude qu'un diagnostic erroné ne peut produire qu'une médication elle-même aussi erronée». «Dans de telles conditions, ma contribution manquerait de sincérité et de franchise si elle devait s'inscrire dans une perspective dont je ne partage ni les analyses, ni les méthodes, ni les buts.»

Pour Benflis, «le manque de légitimité est source de crise d'autorité et de confiance». «De la base au sommet les institutions républicaines accusent un manque de légitimité irrécusable. Ces mêmes institutions sont frappées d'immobilisme pour une raison connue de tous».

Il ajoute que des «institutions nationales à l'arrêt induisent une accumulation des retards politiques, économiques et sociaux». «Alors que «dans nos deux environnements régionaux et mondiaux les mutations s'accroissent, nous stagnons. Alors que tout autour de nous, le choix démocratique fait l'ample démonstration de sa rectitude et de sa justesse, il demeure chez nous l'objet de bien de contrariétés et d'entraves. Alors que partout dans le monde les droits et les libertés naturellement attachés à la citoyenneté sont entourés de toutes les sollicitudes, dans notre pays, ils demeurent le domaine de prédilection des négations et des dénis.»

Partant de ces constats, l'ancien candidat à la présidentielle 2014 décline l'invitation d'Ouyahia. «Je suis donc, Monsieur le Ministre d'Etat, au regret de vous informer de l'impossibilité politique dans laquelle je me trouve de répondre favorablement à votre aimable invitation».

Bouteflika lui réitère sa confiance

Sellal, pour présider les réunions
du gouvernement

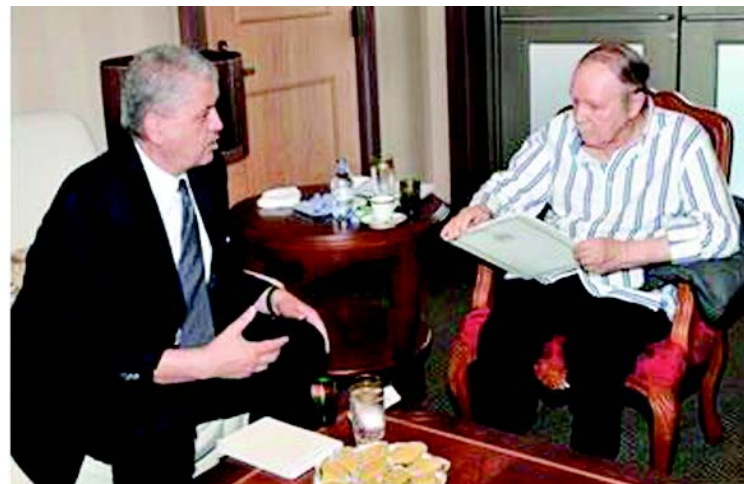
Moncef Wafi

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a délégué son Premier ministre Abdelmalek Sellal, pour présider les réunions du gouvernement, à travers le décret présidentiel n°14-156 du 8 mai 2014, soit une journée, après avoir, lui-même, présidé son premier conseil des ministres, depuis sa réélection, le 17 avril dernier. Cette délégation témoigne de la confiance placée, par Bouteflika, dans son directeur de campagne intronisé Premier ministre, le 3 septembre 2012, en remplacement de Ahmed Ouyahia.

Rappelons qu'un décret présidentiel n° 12-327, promulgué le 4 septembre 2012, avait, déjà, donné la «délégation au Premier ministre, à l'effet de présider les réunions du gouvernement, conformément aux dispositions des articles de la Constitution».

Sellal jouit, donc, d'une liberté d'action que n'a pas eu son prédécesseur qui devait, pour une simple réunion du Conseil de gouvernement, avoir l'autorisation du chef de l'Etat. Bouteflika, à la faveur d'un amendement de la Constitution de 2008, devenait l'unique chef de l'Exécutif et le Premier ministre ne pouvait, théoriquement, pas convoquer une réunion de son staff si le président ne le lui demande pas.

Le Premier ministre est chargé, selon l'article 85 de la Constitution, de répartir les attributions entre les membres du gouvernement, de veiller à l'exécution des lois et règle-



ments, de signer les décrets exécutifs, après approbation du président de la République et de veiller au bon fonctionnement de l'Administration publique et à l'application des lois. Sellal, et en vertu de ce décret, peut réunir ses ministres, à tout moment, et sans attendre le feu vert du palais d'El-Mouradia.

Manière comme une autre de suppléer les absences de Bouteflika, pour cause d'un état de santé fragile et pour suivre de près l'évolution des dossiers et des projets confiés à ses ministres. Par ailleurs, le Premier ministre a signé, de son côté, un décret permettant aux membres du gouvernement de donner, par arrêté, une délégation aux fonctionnaires de leurs administrations centrales, exerçant, au moins, les fonctions de directeur, pour signer tous actes individuels et réglementaires. Les fonctionnaires de leurs administra-

tions centrales, exerçant, au moins, les fonctions de sous-directeur, peuvent signer les ordonnances de paiement, de virement et de délégation de crédits, les lettres d'avis d'ordonnances, les pièces justificatives de dépenses et les ordres de recettes ainsi que les décisions, entrant dans le cadre des attributions organiques des sous-directions qui leur sont, régulièrement, confiées, à l'exclusion des décisions prises, sous forme d'arrêtés.

Le décret précise, dans son article 3, que l'arrêté de délégation doit être nominatif et énumérer les matières qui en font l'objet, sans que celles-ci ne puissent excéder les limites des attributions, confiées aux fonctionnaires de l'Administration centrale.

La délégation prend, automatiquement, fin, en même temps que prennent fin les pouvoirs du ministre ou les fonctions du délégataire.

ANALYSE

Kharroubi Habib

Des consultations
pouvoir-clientèles

Aune ou deux exceptions près, les membres du «pôle des forces du changement «qui s'est constitué autour de la candidature d'Ali Benflis ont opté pour le refus de participer aux consultations autour de la révision constitutionnelle auxquelles ils ont été conviés par Ahmed Ouyahia, en charge de l'opération. Leur refus, s'ajoutant à ceux des membres de la Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique (CNLT) et de partis et personnalités ayant opté pour la même position sans référence à un quelconque regroupement politique, laisse clairement entrevoir que le directeur de cabinet de Bouteflika n'aura finalement en face de lui que des interlocuteurs dont il n'a pas à attendre qu'ils lui présenteront des contributions dont les propositions contraindront le pouvoir à réviser fondamentalement la copie de son projet de révision qu'il leur a soumis à réflexion. Le boycott auquel se heurte Ouyahia dans sa tentative d'ama-
douer le spectre le plus étendu de la classe politique et de la représentation de la société civile s'avère plus large que celui auquel a été confrontée la commission Bensalah qui a eu à mener précédemment une opération de même nature. C'est en partie à cause du sort réservé par le pouvoir à la collecte faite par cette commission des avis et propositions de ces invités qui ont accepté de la rencontrer que le boycott de la tentative d'Ouyahia est ample et va réduire les consultations qu'elle aura lancées à une concertation exclusive entre le pouvoir et ses clientèles politiques et sociales. Des ténors de l'opposition avaient accepté de participer aux consultations confiées à la commission Bensalah au principe que, tout en étant sceptiques sur les intentions du pou-

voir ayant trait à la révision constitutionnelle, ils ont estimé que la politique de la chaise vide n'était pas alors la solution et qu'ils se devaient, par con-

séquent, de lui faire connaître ce qui était attendu selon eux de ce projet. Beaucoup de ceux qui ont répondu positivement à l'invitation de la commission Bensalah sont depuis dans l'hostilité déclarée à la réédition du scénario, car s'étant rendu compte que le pouvoir les avaient menés en bateau en ne tenant nullement compte des avis et propositions qui lui ont été soumis par le biais de la commission Bensalah et qu'il s'était servi de leur participation à titre de propagande mettant en exergue sa pseudo volonté d'ouverture à l'endroit de la classe politique et de la société civile. Ils ont été d'autant catégoriques dans le refus de se prêter à la récidive de la « mascarade » depuis que le pouvoir fait cyniquement la démonstration qu'il n'a nulle intention de s'amender et encore moins d'être accessible à l'option d'un changement pacifique négocié avec l'ensemble des forces vives de la nation. Il ne faut pas s'étonner par conséquent que même des partis et personnalités politiques qui ne sont pas irrédutiblement dans l'opposition au système et au pouvoir qui en est l'émanation, ont cette fois repoussé l'invitation à prendre part aux consultations. Ce qui sonne à l'évidence le glas de la tentative caressée par Bouteflika d'opérer un semblant de consensus national autour de son projet de révision constitutionnelle. Donnera-t-il de sa propre initiative à ce projet le contenu qui lui vaudra après coup le titre de « consensus national » ? L'homme étant si imprévisible et se trouvant dans un contexte et une situation en mesure de lui inspirer le meilleur comme le pire, si bien qu'il ne faut pas évacuer cette possibilité.

Tirage du N°5926
119.681 exemp.Le Quotidien
D'ORANEdition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DAPrésident
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOUDirection - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.32.63.09
32.72.78 / 32.91.34
32.86.66 / 32.86.67 / 32.86.68Fax Pub: 041.32.69.06
Fax et Rédaction
041.32.51.36 / 32.69.06Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Ouargla : S.I.A.INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.frRédaction Algéroise
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub
Tél. : 021. 64.96.44Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.64.19.81 - Fax : 031.64.19.80
Diffusion : Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52
Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

Le ministre de la Communication expose sa feuille de route L'Autorité de régulation de l'Audiovisuel installée, dans les prochains jours

El-Houari Dilmî

La communication n'a jamais été le fort des Algériens, ausi bien pour ce qui est des relations publiques que pour le lobbying, dans le plus grand pays d'Afrique qui dispose d'atouts majeurs que nous n'avons jamais su faire valoir», a indiqué, hier, mercredi, le ministre de la Communication, Hamid Grine, en préambule de son intervention, sur les ondes de la Chaîne 3, de la Radio nationale. «L'Algérie est un pays qui n'est pas très audible, sur le plan de la communication, dans son acception globale, d'où l'urgence d'une réorientation de notre politique pour conjurer de l'influence des médias étrangers, dans notre pays», a-t-il expliqué. «Mes priorités sont celles contenues dans le message du président de la République, adressé à la presse, le 3 mai dernier, à l'occasion de la Journée internationale de la liberté de la presse», a indiqué, hier, mercredi, le ministre de la Communication, Hamid Grine, au micro de la Chaîne 3, de la Radio nationale.

En effet, intervenant à l'émission «L'invité de la rédaction», de la Chaîne 3, Hamid Grine, fraîchement installé à la tête du ministère de la Communication, a indiqué que la « professionnalisation du secteur, essentiellement mais pas seulement, par la mise en place des organes de régulation, quatre grands chantiers en tout, que constituent, l'installation de l'Autorité de régulation de l'activité audiovisuelle, celle de l'Autorité de la presse écrite, la délivrance, par la commission provisoire de la presse écrite, de la carte nationale de journaliste professionnel, et enfin la mise en œuvre du Conseil de l'éthique et de la déontologie, le tout adossé à un vaste programme de formation.

«Je vais me battre pour installer, rapidement, les organes de régulation du champ médiatique et poser, ainsi, des garde-fous, à même de protéger le pays contre toutes les dérives», a affirmé l'invité de la radio, ajoutant qu'il faisait, personnellement, «le distinguo entre une information exacte et une information objective». Au sujet de la commission provisoire de la presse écrite, quatorze (14) membres sont, déjà, désignés parmi «les professionnels», essentiellement des cadres du ministère de la Communication et ceux du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. Le siège de ladite commission a été choisi à la Maison de la presse. Cette commission aura pour mission, dans un premier temps, de délivrer la carte nationale du journaliste professionnel, sur des critères clairs (dont le décret est paru, hier, au Journal officiel), avant de procéder, par la suite, à des élections devant donner lieu à l'Autorité de régulation de la presse écrite. Le ministre indiquera que l'installation de la commission pro-



visoire est une question de «deux à trois semaines, quatre, tout au plus, avec une échéance légale d'une année». Au sujet de l'Autorité de régulation de la presse écrite, elle sera, aussi, composée de 14 membres (7 élus et 7 désignés). Parmi les membres désignés, 3 le seront par le président de la République, 2 non parlementaires par le président du Sénat et 2 non parlementaires par le président de l'APN.

Quant à l'Autorité de régulation de l'activité audiovisuelle, qui sera installée dans «quelques jours», elle sera composée de 9 membres (5 désignés par le président de la République, 2 non parlementaires désignés par le président du Sénat et 2 non parlementaires désignés par le président de l'APN). «L'Algérie étant devenue, aujourd'hui, une voix puissante sur les plans diplomatique et politique, elle a, donc, besoin, en appoint, d'une nouvelle stratégie de communication institutionnelle, avec un secteur public dynamique, ouvert, dans ce sens que les médias publics ne sont plus des officines du pouvoir, mais doivent assurer une mission de service public, en droite ligne des orientations du chef de l'Etat», a encore expliqué Hamid Grine. «Il n'y a pas de censure, en Algérie, mais plutôt une autocensure», a estimé le ministre de la Communication, plaidant pour «l'instauration, au plus tôt, d'une culture du mérite, dans le champ médiatique national». «Certaines télévisions privées seront agréées et d'autres pas», a encore indiqué Hamid Grine, ajoutant que du «nouveau sera annoncé, dans les prochaines semaines». D'autres aspects, non moins importants, ont été, également, abordés, lors de cette interview, à savoir, l'accès à l'information, ajoutant qu'une réflexion est engagée pour la création de nouvelles structures qui auront pour mission la promotion de l'image de l'Algérie, à l'étranger. D'autres thèmes comme l'ouverture du secteur et la place de la presse privée, la manne publicitaire et la gestion de l'Anep ont, également, été abordés par Hamid Grine.

Une fois les Algériens rapatriés «Air Algérie» suspendra ses vols sur la Libye

La compagnie 'Air Algérie' va suspendre, pour des raisons de sécurité, ses vols sur la Libye, une fois le rapatriement des Algériens terminé, a indiqué, hier, à l'AFP, un responsable de la compagnie. «Les vols sur la Libye seront maintenus jusqu'à la fin du rapatriement des Algériens qui sont en Libye, mais la décision de suspendre les vols, après, a été prise», a déclaré cette source qui a requis l'anonymat. «Les pilotes de la compagnie ont demandé à la direction de suspendre le vol hebdomadaire, sur la Libye», a affirmé un pilote qui a précisé qu'ils ne veulent plus travailler sur cette ligne, surtout depuis le rapatriement des di-

plomates algériens», en poste dans ce pays. Vendredi, le ministère des Affaires étrangères avait annoncé la fermeture de l'ambassade et du consulat général algériens, à Tripoli, en raison d'une «menace réelle et imminente», visant ses diplomates.

Dimanche, ce fut le tour du groupe Sonatrach de prendre la décision de rapatrier ses employés de Libye. «Il s'agit d'une mesure préventive qui ne découle d'aucune menace», avait déclaré, à l'AFP, une source ministérielle, alors qu'une cinquantaine d'employés, principalement des ingénieurs, travaillent sur deux sites d'exploration, en Libye.

Conseil des ministres

Le service national réduit à un an et feu vert pour le gaz de schiste

Le Conseil des ministres réuni hier sous la direction du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a adopté un projet de loi relatif à l'état civil. Ce projet de loi vise à «adapter la législation relative à l'état civil aux divers changements introduits dans des lois ayant un lien avec son objet» et à «consacrer l'utilisation des procédés numériques dans son champ d'application», a indiqué le communiqué de la présidence de la République. Le texte approuvé modifie et complète l'ordonnance n°70-20 du 19 février 1970 relative à l'état civil, a souligné le communiqué. Le projet de loi propose des allègements de procédures et des innovations au bénéfice des administrés notamment l'institution d'un registre national d'état civil informatisé et relié à toutes les communes et à tous les consulats d'Algérie. Cette nouvelle procédure, selon la même source, permettra au citoyen de «se faire délivrer ses documents d'état civil dans sa circonscription de résidence en Algérie ou à l'étranger». Le texte préconise également «l'extension de la qualité d'officier d'état civil aux délégués communaux et au secrétaire général de la commune» pour diligenter le service de l'état civil au profit des citoyens et l'extension à dix années la durée de validité de l'extrait d'acte de naissance, sauf changement dans l'état civil de la personne concernée. Pour mettre la législation sur l'état civil en concordance avec le Code civil, le document prévoit aussi le «relèvement à 19 ans l'âge de la majorité». Le Conseil des ministres a également approuvé un projet de loi relatif au service national et réduisant sa durée à une année. Le

projet de loi propose notamment la réduction de la durée du service national de 18 à 12 mois et la prise en considération de la période de service national comme expérience professionnelle pour les jeunes en quête d'emploi, indique le communiqué du Conseil des ministres rendu public par la présidence de la République. Il propose également l'inclusion de la durée du service national dans le calcul des années d'activités pour la retraite future du jeune conscrit.

Le plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du programme présidentiel a été également adopté lors de la réunion du Conseil des ministres.

Le plan d'action se décline en objectifs et programmes, les engagements contenus dans le programme électoral du chef de l'Etat et s'articule autour de différents axes, a expliqué le même communiqué. Il s'agit du renforcement de la cohésion nationale, de la poursuite et la dynamisation de la moralisation de la vie publique et l'enracinement de la culture de la citoyenneté, la promotion du développement humain. Le développement de la sphère productive est l'autre principal axe de la feuille de route de l'exécutif. «Cette démarche sera appuyée par la poursuite de l'amélioration et de la modernisation des activités bancaires et financières qui constitueront l'un des principaux leviers pour concrétiser les objectifs de développement économique et social tracés», a précisé le communiqué du Conseil des ministres.

La poursuite de la réalisation des infrastructures de base et le rapprochement de l'administration territoriale des citoyens et la promotion d'un service public de

qualité sont également inscrites comme principaux axes du plan d'action du gouvernement. Le gouvernement a, par ailleurs, inscrit la prise en charge «appropriée» et «diligente» des attentes de la population, notamment en matière de logement, d'emploi, de santé, de la qualité de vie, ainsi que le renforcement de la politique de solidarité nationale comme axes prioritaires de son action.

Par ailleurs, le chef de l'Etat «a chargé le gouvernement de préparer minutieusement le projet de programme d'investissements publics pour les années 2015 à 2019 qui, à l'issue du programme quinquennal en cours d'exécution, définira les ressources financières nécessaires à l'exécution du plan d'action du gouvernement», a indiqué le communiqué du Conseil.

Le Conseil des ministres a, par la suite, entendu et approuvé une communication du ministre de l'Energie par laquelle il a sollicité l'accord pour l'exploitation des formations argileuses et schisteuses. Le Conseil a donné ainsi son accord pour le lancement des procédures requises en direction des partenaires étrangers. «Les projets d'accords pour entamer les prospections seront soumis le moment venu à la décision du Conseil des ministres», a souligné la même source. Selon le communiqué, les premières indications disponibles laissent entrevoir des capacités nationales «appréciables» en gaz et huile de schiste ainsi que des perspectives «prometteuses» en termes de quantités récupérables. Pour confirmer le potentiel commercial de ces ressources, l'Algérie a besoin de mener un programme de forage de 11 puits étalé sur une période de 7 à 13 ans.

Raïna
Raïkoum

Kamel Daoud

Oui, il faut changer le peuple !

C'est ce que pense le chroniqueur : il faut changer le peuple avant de changer le régime. Cela heurte, apparemment, l'angélisme ambiant qui place le peuple sur un piédestal tout en refusant de lui serrer la main ou en

l'insultant quand il grille le feu rouge et jette ses ordures par les balcons d'immeubles. Le «peuple» est victime, enseigne le manuel de l'opposition en vrac. Le «peuple» est spolié, digne, héroïque et glorieux. Oui, parfois, pas souvent. Un peuple, pense le chroniqueur, n'existe pas toujours. De temps à autre. Temps de volonté suivi d'époques d'affaissement. La grande conclusion du chroniqueur après ces dernières présidentielles semble avoir choqué et heurté des romantismes généreux mais naïfs. On lui a rappelé la profession de foi de l'Opposant Typique, on a parlé de mépris et de choix de lâcheté, on a évoqué avec romantisme ce peuple trahi par ses élites. Autant de vieux clichés fatigants, qui jamais n'ont apporté démocratie et bonheur, n'ont jamais dérangé le régime qui sait les ignorer et qui jamais ne changeront le pays ni le mèneront vers la lucidité et la responsabilité.

La liberté de critiquer et de penser et de se révolter, on vous l'accorde quand vous parlez de régime et des Bouteflika (s), mais pas quand vous tournez votre droit d'exigence vers votre personne, les vôtres et les gens autour de vous. Là, limite. La dictature de la bienséance interdit que l'on dise que les Algériens sont responsables de leur sort, de leur saleté, de leur environnement dégradé, de leurs actes d'incivisme et d'intolérance. Là, non. L'ancienne tradition de gauche et le populisme émotionnel interdisent que l'on parle des Algériens et de leur responsabilité individuelle. La règle est de parler de ces abstractions commodes que sont le régime et le peuple. L'un voleur, l'autre victime tendre et malheureuse, portrait de la veuve, qu'il s'agit de défendre. Et l'église du romantisme opposant en Algérie est sans appel : si vous critiquez les gens, vous êtes pour le régime, la France, la trahison ou le sang bleu. Absoudre les gens de leur responsabilité individuelle semble être un confort que l'on défend âprement. Et critiquer

le régime abstrait, comme s'il est né sur la lune, est un exercice audacieux. Misères et myopie des temps modernes.

Pour le chroniqueur, si le régime tient jusqu'à aujourd'hui, gagne des élections par procuration, c'est parce qu'il est voté, élu et soutenu malgré les fraudes. C'est parce que les gens, beaucoup, s'accommodent non seulement de l'argent qu'il donne, mais du confort qu'il apporte. Beaucoup, trop, d'Algériens pensent que le régime est nécessaire, qu'il a raison, qu'il est l'ordre. Beaucoup trouvent leur bonheur dans la soumission, dans la dévotion et dans la corruption. Rares ceux qui pensent aux générations de demain ou à l'intérêt collectif. C'est cette équation qu'il faut changer, cette responsabilité qu'il faut assumer et démontrer. Continuer à parler de peuple victime et d'intellectuel traître est une facilité désormais agaçante. Ce qu'il faut changer, c'est ce peuple, ces gens. Expliquer qu'est-ce qu'une démission et qu'est-ce qu'une constitution. Démontrer que créer de l'emploi est mieux que de multiplier les mosquées. Que travailler est un devoir. Que l'effort est une gloire. Que le civisme n'est pas une naïveté. Ce que je peux changer, je le vois autour de moi et pas seulement dans le portrait de Bouteflika et sans frères et leurs serviteurs. Ce régime ne tient debout, même assis, que parce que les gens autour de chacun ne sont pas conscients, sont démissionnaires ou sont égoïstes.

Faire tomber un régime ? Oui. Mais je préfère élever un peuple, si je le peux, vers ses idéaux. Lui proposer mes mots et ma voix et mon témoignage, pas ma complicité obséquieuse.

Fatigué donc que l'on me parle de peuple. Moi, je ne vois que des Algériens. Enfants du régime et ses géniteurs. Oui ! D'ailleurs, un régime n'est que le produit dérivé d'un peuple. Quand un peuple est assis, son Président peut être roi même en chaise roulante.

L'issue est dans la responsabilité et la lucidité. Il faut d'abord l'humilité de s'avouer vaincu et de s'interroger pourquoi et de regarder ce qu'il y a autour de soi et pas seulement autour de sa tête.



Nouveau FORD CARGO 1843T XHR Tracteur Routier 4X2

Photo non contractuelle



PUISSANT
430 CV
1 900 NM de couple
de 1 050 à 1 550 TR/MN

EFFICIENT
Performant et économique
au sommet de sa catégorie

CONFORTABLE
Comme dans un véhicule particulier

DURABLE
Testé sur plus de 1 350 000 Km



Go Further

Présent du 20 au 24 mai au Salon «OUEST VUVI 2014», Centre des Conventions- Oran.

Elsecom Motors & Réseau de distribution

Service Commercial FORD TRUCKS :

Tél. et Fax: 021 510 420 - Portable : 07 70 91 77 68 - 07 70 65 94 10 - 07 70 26 37 87 - 07 70 32 66 86

Service Après-ventes FORD TRUCKS :

07 70 97 23 20 - 07 70 97 25 63 - 07 70 14 16 95 - 07 70 97 25 63

www.elsecom-motors.com



SALON
DES ÉTUDES
À L'ÉTRANGER

Salon des Etudes à l'Etranger

Jeudi 22 Mai
au Samedi 24 Mai 2014,
à l'esplanade de l'hôtel
Sofitel el Hamma, Alger
de 9h à 19h.

Inscrivez-vous sur ce lien pour confirmer votre présence :
www.educationfair2014.com/

Tél: 00213 21 54 85 31
E-mail : admissions.alg@ef.com
www.facebook.com/EFAlgerie
www.ef.com



Accredited by the
BRITISH COUNCIL
for the teaching
of English



Nos Partenaires

condor



L'Algérie et la France pour une éradication du terrorisme sous toutes ses formes

Le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a affirmé mardi soir à Alger que sur «les fondamentaux», l'Algérie et la France avaient des accords «très clairs» pour éradiquer le terrorisme sous toutes ses formes.

R. N.

«Je constate, avec intérêt, que sur les fondamentaux, nous avons des accords très clairs pour éradiquer le terrorisme, sous toutes ses formes, qui sévit dans cette grande région et gangrène les Etats», a indiqué, à l'APS, M. Le Drian, au terme de ses entretiens avec le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra. Le ministre français de la Défense a, dans ce contexte, affirmé que l'éradication du terrorisme nécessitait «une grande coordination» entre l'Algérie et la France. «Il faut, pour cela, une grande confiance, entre l'Algérie et la France, et une grande coordination de nos outils, à la fois, de renseignement mais, aussi, de nos outils diplomatiques», a-t-il précisé.

Concernant ses entretiens avec M. Lamamra, le ministre français a dit: «Nous avons eu des entretiens fructueux, ce midi et ce soir, sur l'ensemble des questions de sécurité concernant, à la fois les pays de la sous-région. Je pense, singulièrement, au Mali mais aussi aux pays environnants.» «Nous avons eu, aussi, a-t-il poursuivi, une discussion approfondie sur la Libye». «Les échanges que j'ai pu avoir me font penser que les intérêts communs sont patents et la venue prochaine du ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, (en Algérie) pourra compléter ces entretiens, déjà très fructueux», a conclu M. Le Drian.

Plus tôt et à l'issue de l'audience que lui avait accordée le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, le ministre français de la Défense avait déclaré que le terrorisme est «un ennemi commun» et son «éradication» concerne, aussi bien, les

Etats de la sous-région que la France et l'Europe. «Nous avons évoqué la situation sécuritaire, dans l'ensemble de la sous-région, convenant ensemble, que nous avons un ennemi commun qui était le terrorisme et qu'il fallait, tout mettre en œuvre, pour l'éradiquer, là où il se trouvait», a déclaré M. Le Drian. Le ministre français de la Défense a expliqué qu'il «s'agissait, à la fois, de la sécurité des Etats concernés que ce soit le Mali, le Niger ou l'Algérie et de celle de la France et de l'Europe».

«C'est le même combat et les mêmes intérêts», a-t-il souligné, ajoutant qu'un tour d'horizon, sur la question, a été fait d'«une manière très sereine et très déterminée».

Sur le plan de la coopération bilatérale, le ministre de la Défense français a indiqué qu'il a évoqué, avec le président de la République, «la mise en œuvre de l'Accord de défense, entre les deux pays, qui fonctionne depuis le 1^{er} février». «Nous avons évoqué la coopération, globalement, à la fois, en termes militaires et en matière d'armement parce que ce sont mes responsabilités», a-t-il précisé.

M. Jean-Yves Le Drian a saisi l'occasion pour transmettre les félicitations du Président François Hollande au chef de l'Etat, suite à sa réélection à la présidence de la République.

«Le président de la République me m'a fait l'honneur de me recevoir, j'ai d'abord transmis au président la considération et l'amitié ainsi que les félicitations du Président Hollande, qui tenait beaucoup à ce que des déplacements de ministres puissent avoir lieu après l'élection du Président Bouteflika», a ajouté M. Le Drian.

Un excédent commercial de 3,3 milliards de dollars en 4 mois

L'Algérie a enregistré un excédent commercial de près de 3,31 milliards de dollars (mds usd), durant les 4 premiers mois de 2014 contre 3,14 mds usd, à la même période, en 2013, en hausse de 5,41%, a-t-on appris mercredi auprès des Douanes algériennes.

Selon le Centre national de l'informatique et des statistiques des Douanes (Cnis), les exportations de l'Algérie ont atteint 22,03 mds usd, durant les 4 premiers mois de l'année, en cours, contre 22,69 mds usd à la même période, en 2013, en baisse de 2,91%, due, essentiellement, à un recul de 3,8% des exportations des hydrocarbures. Les importations algériennes ont

également reculé de 4,21% pour totaliser 18,72 mds usd, contre 19,55 mds usd, durant la même période de comparaison, a précisé le Cnis.

Le taux de couverture des importations par les exportations a atteint 118% contre 116%, durant la même période de référence, a-t-il encore ajouté.

Les exportations des hydrocarbures, qui continuent à représenter l'essentiel des ventes algériennes, à l'étranger, avec 95,58% du volume global des exportations algériennes, sont estimées à 21,06 mds usd durant les 4 premiers mois de 2014 contre 21,90 mds usd, à la même période de 2013, en baisse de 3,83%.

Tramways et métro d'Alger Une nouvelle grille des tarifs dimanche



Une nouvelle grille des tarifs du métro d'Alger et des tramways d'Alger, Oran et Constantine sera lancée dimanche prochain, ont annoncé les sociétés de gestion et d'exploitation, la RATP-El Djazaïr et la Setram. La Société d'exploitation des tramways d'Algérie (Setram) annonce que la nouvelle gamme tarifaire pour les tramways d'Alger, Oran et Constantine est constituée de deux nouveaux abonnements : l'abonnement Tawassol Junior pour les moins de 25 ans à 990 dinars par mois (-34%) et l'abonnement Tawassol Senior pour les 60 ans et plus à 830 dinars, soit une réduction de 45% sur le plein tarif. Pour le Tramway d'Alger, la Setram précise qu'une nouvelle tarification «plus simple et plus adaptée» sera effective à partir du dimanche 25 mai. Elle consiste en

l'unification du prix du ticket unitaire sur toute la ligne (de Ruisseau à Café Chergui) à 40 DA contre 50 DA auparavant et la suppression du système zonal. La même offre prévoit également la mise en place d'un carnet de dix voyages à 320 DA composé de 10 tickets pour les déplacements en groupe en «bénéficiant de 20% de réduction en remplacement du ticket 10 voyages à 400 DA», ajoute la même source. Les produits déjà commercialisés comme l'abonnement Tawassol Classic, ainsi que le ticket (un) voyage et (10) voyages sont maintenus. Pour le métro d'Alger, les nouvelles offres tarifaires décidées par la RATP-El Djazaïr portent sur la création d'un abonnement mensuel pour les moins de 25 ans à 1200 DA, soit une réduction de 34% par rapport à l'abonnement mensuel

plein tarif actuel. Pour les seniors, il y aura également une offre tarifaire d'un abonnement mensuel pour les 60 ans et plus à 1.000 DA (-45%). En outre, des réductions sont prévues sur le prix du ticket de métro pour des voyages illimités durant la même journée avec le ticket «journée plein tarif à 150 DA». Les mêmes offres portent également sur des réductions pour les carnets 10 voyages dorénavant cédés à 400 DA (-20% par rapport au ticket plein tarif), un carnet de 20 voyages à 700 DA (-30%), une troisième offre de 30 voyages à 1020 DA et une quatrième offre de 40 voyages à 1320 DA. Le prix actuel d'un ticket de métro est de 50 DA par voyage, indépendamment du nombre de stations (10) parcourues. Le métro d'Alger a été ouvert au public le 2 novembre 2011, rappelle-t-on.

M'sila

Un semi-remorque fonce sur un centre de formation: 3 stagiaires tués

Trois jeunes stagiaires ont été tués et deux autres blessés par un camion semi-remorque qui a percuté, à pleine vitesse, hier, une classe d'un centre de formation professionnelle, dans la commune de Soumaâ (M'sila), apprend-on, auprès de la Protection civile.

Outre les trois stagiaires tués, quatre occupants du poids lourd ont été blessés et évacués par la Protection civile, à la polyclinique de Ouled Derradj. Une enquête a, aussitôt, été diligentée par les services concernés, afin de déterminer les circonstances exactes de l'accident.

Constantine

Cinq morts et 31 blessés dans 3 accidents de la route

Cinq personnes ont trouvé la mort et 31 autres ont été blessées, dans 3 accidents de la circulation, survenus mercredi, dans la wilaya de Constantine, a-t-on appris auprès de la Protection civile. L'accident le plus grave s'est produit vers 7h15, sur la RN 3 (Constantine-Skikda), au lieu-dit 'Bourourou', dans la commune de Zighoud Youcef, lorsqu'un bus, assurant la liaison Didouche Mourad-Zighoud Youcef a percuté 3 véhicules de tourisme et un camion, provoquant la mort, sur le coup, de 2 personnes âgées de 31 et 33 ans, a

précisé, à l'APS, le lieutenant Samir Benharzallah, chargé de la communication et de l'information à la Protection civile.

L'accident a, également, causé des blessures de divers degrés de gravité à 26 autres personnes, âgées entre 26 et 60 ans, parmi les passagers du bus, selon le même responsable.

Le second accident, un carambolage, impliquant 3 véhicules, a eu lieu, un peu plus d'une heure, plus tard, sur la RN 27, reliant les wilayas de Constantine et Mila, au lieu-dit 'Ain Hamra', dans la commune de Beni H'midè-

ne, selon le même officier qui a souligné que ce sinistre a provoqué la mort de 2 personnes âgées de 45 et 79 ans et occasionné des blessures à 2 autres de 21 et 50 ans.

La commune d'Ibn Ziad a, également, été le théâtre, en milieu de journée, d'un troisième accident, une violente collision entre 2 voitures de tourisme, coûtant la vie d'une personne et blessant 3 autres, selon la même source ; qui a fait savoir que des enquêtes ont été ouvertes par les services compétents pour établir les circonstances de ces accidents.

Skikda

1 mort et 1 blessé dans un incendie

Un grave incendie dont l'origine n'a pas, encore, été déterminée, s'est déclaré, hier, à 5h, dans une étable située à Hamadi Krouma, à environ 4 km, du chef-lieu de wilaya. On a enregistré le décès d'une personne dont le corps a été, complètement, carbonisé et un blessé por-

tant des brûlures au second degré, admis aux urgences de l'hôpital de Skikda.

Par ailleurs, on signale, également, la perte de 3 têtes de bovin et 300 bottes de paille, brûlées dans l'incendie.

A. Boudrouma

El Tarf et Annaba

74.000 comprimés psychotropes saisis

A. Ouelaa

Les éléments de la Gendarmerie de la brigade de Dréan, dans la wilaya d'El Tarf, ont opéré un véritable coup de filet, en parvenant à mettre, hors d'état de nuire, un réseau composé de 7 personnes dont, un pharmacien établi à El Bouni, dans la wilaya de Annaba, après une enquête et des investigations qui ont duré plusieurs jours.

En effet, exploitant des informations fiables qui leur sont parvenues sur 2 personnes, à Ain Allem, localité distante de 3 km, du chef-lieu de la

commune Dréan, les gendarmes ont opéré une perquisition de leurs domiciles, qui a permis de mettre la main sur une importante quantité de comprimés de psychotropes. Avec l'élargissement des compétences des enquêteurs par le procureur de la République du Tribunal de Dréan, 5 autres personnes seront, à leur tour, interpellées à Annaba, respectivement à Sidi Harb et El Bouni.

La saisie de psychotropes fut des plus spectaculaires, et constitue un record à l'échelle des wilayas de l'est du pays puisque, 74.000 comprimés de psychotropes furent saisis repré-

sentant 93 marques fabriquées dans des unités de produits pharmaceutiques algériens comme l'Atalyne, le Tégrétol, le Rispal, l'Atarax, l'Anafril et autres. A cela s'ajoutent 450 flacons, psychotropes en gouttes, le tout d'une valeur marchande, sur le marché noir, de l'ordre de 05 milliards de centimes. Deux véhicules, une quinzaine de portables et une somme d'argent de plus de 40 millions de centimes ont été également saisis.

Les mis en cause seront présentés, demain, devant le Tribunal de Dréan, selon le chef de la compagnie de la Gendarmerie de Dréan.

L'Ecole des Arts et Métiers «Femina» Agréée par l'Etat depuis 1997



Vous offre des formations en apprentissage

- Longue durée ou accélérée
- Apprentissage * Spécial Vacances à des prix compétitifs.

Dans ? la Coupe et Couture - Prêt-à-porter

- Couture traditionnelle et orientale
- Salon oriental - coupe et couture
- Décoration florale et intérieure
- Pâtisserie Viennoiserie
- Gâteaux orientaux
- Cuisine occidentale et orientale

Programme Spécial Ramadhan

Ecole Femina - 45, Rue Larbi Ben M'hidi - ORAN

Mobile : 0771 84 52 82

Fixe : 041 33 62 68 - www.feminaschool.com

شركة التحويل و قلد الصاب وهران
Trefilor
Société de Transformation et de Treillage des Aciers D'ORAN
Filiale Du Groupe TPL
Société par action au capital de 754.300.000 DA
19, Rue MEKKI KHELIFA BP 1005 EL MENAOUER ORAN ALGERIE
ART : 3157677241 NIF : 099931010369785 RC : B990103697
Direction Générale Tél : 00 213 41 35 19 17 Dpt Commercial Tél : 00 213 41 32 59 09
Fax : 00213 41 34 71 41 Fax : 00 213 41 32 59 09
E-mail : trefilor@tpl-algeria.com

CONDOLEANCES

Le Directeur Général, le Conseil d'Administration, les Cadres, le Partenaire Social et l'ensemble des Travailleurs de Trefilor très affectés

par le décès de **Monsieur SENOUCI Mohamed**

Beau-père de notre frère et collègue

Monsieur AKLI Med-Abbès

Directeur des Finances & Comptabilité du Groupe TPL

En cette pénible circonstance lui présentent ainsi qu'à la famille du défunt leurs sincères condoléances et prient Dieu Le Tout-puissant de l'accueillir dans Son Vaste Paradis.

« A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons ».

INSTITUT DATA
1er Etablissement Privé de Formation & Perfectionnement
Agréé Constructeurs Informatiques Apple, HP, Compaq, Atco...
Formations : MASTERS, T.S., TECHNICIENS
BUREAUTIQUE :
- Cycle Infographie
- Cycle Secrétariat
- Cycle Maintenance
- Cycle Web Design
Visual Studio, CISCO, ORACLE, Linux, Joomla!, PHP
21 Rue ex. Lamartine (Prox. Consulat USA) ORAN institutdatadz@yahoo.fr
Tél./Fax: 041 33 21 57 Mob.: 07 96 99 78 96 & 05 40 26 15 32 & 06 582 88598

Loue pour Entreprise algérienne ou étrangère :
Villa de 400 m² dans un quartier résidentiel avec jardin, 4 niveaux (de 300 m²/niveau) avec une grande cave (Loft) avec entrée indépendante, bien éclairée et bien chauffée, garage automatisé, 4 salles de bains, grand hall, 10 grandes pièces. A l'étage supérieur un Appartement indépendant avec terrasse. Chauffage central, Caméra de surveillance avec système de surveillance à distance, Système d'alarme, téléphone, internet et Gardien avec sa loge à l'extérieur.
Prix : 40 U/mois
Tél : 0555 29 35 44
Rq : Possibilité de louer longue durée.

Entreprise privée spécialisée dans la vente de meubles de haute gamme recrute :

- Commercial-e H/F véhiculé-e
- Vendeuse

Exigences :

Maîtrise de l'outil informatique.

Bonne conduite.

Maîtrise des langues : Arabe et Français.

Bonne présentation.

Envoyer CV à l'adresse suivante :

maisontravauxdz@gmail.com

Important laboratoire pharmaceutique

Recrute

Visiteur Médical :
Région d'Oran et Alger

- Médecin, pharmacien, biologiste, vétérinaire ou chirurgien-dentiste ;
- Age de 24 à 35 ans ;
- Autonome et facilité d'adaptation, possédant de réelles qualités de communication et apprécié (e) pour la qualité de ses résultats ;
- Dynamique, esprit d'initiative, rigoureux et sens de l'organisation.

Transmettre CV, photo et lettre de motivation avec numéro de téléphone par email à :
labo.job2013@yahoo.fr

OFFICE PUBLIC Maître : MOSTEFA HANCHOUR MOSTEFA
Commissaire-priseur près le Tribunal de Mostaganem
BT 18 (B) N° 202 CIA MOSTAGANEM -
Tél : (045) 30-82-21 / Mobile : 0770.56.74.77

AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

Le Commissaire-priseur porte à la connaissance du public qu'il sera procédé à la vente aux Enchères Publiques de matériels entreposés au « DOCKS DE L' OUEST » Mostaganem.

Le 28/05/2014 à 09 H30 :

N°	Désignation	Matricule	Année
01	Chargeur 2320 ENMTP	042-1285-27	1996
02	Cocotte à ciment 40 tonnes état neuf	07755-811-27	2011
03	Porte engin 54 tonnes	02715-809-27	2009

Le Commissaire-priseur

Importance Société privée recherche des candidats répondant aux profils suivants :

- Des pharmaciens
- Expérience souhaitée dans l'industrie pharmaceutique.
- (H/F) moins de (35) ans.
- Gestionnaire de stock
- (H), 10 ans d'expérience.
- Magasinier
- (H) 05 ans d'expérience.
- Des Chimistes
- Expérience souhaitée dans l'industrie pharmaceutique
- (H/F) moins de (35) ans.

Envoyez vos CV avec photo sur :
Recrutement2016@gmail.com

SARL CAPSULE COURONNE BOUKLI
Fabrication de bouchons

couronne métallique et plastique, fabrication de Gaz carbonique (CO²).

Informe ses clientèles de sa nouvelle numérotation téléphonique.

Tél : 041.51.51.43 * 041.51.51.44

Mobile : 0672.41.39.56

Télécopie : 041.51.52.04

Site Web : www.ccboukli.com

Adresse Electronique : contact@ccboukli.com

Entreprise de Travaux Publics
Recrute :

- 10 Chauffeurs poids lourds et semi-remorques Résident à : El-Kerma - Es-Senia - Misserghine - Tafraoui - Mers El Kebir.
- 02 Ingénieurs Travaux Publics
- 02 Topographes
- 02 Conducteurs d'engins polyvalents
- 02 Mécaniciens spécialité : Engins

* Les Chauffeurs se présenter à la base de vie sise à Ain Khidja - Mers El Kebir - Oran.

MAIL : pdg@injazeldjazair.com
recrut-injaz@hotmail.com

VACANCES D'ETE 2014

Pour profiter des tarifs intéressants, notre agence vous conseille de réserver vos vacances d'été dès maintenant sur toutes les destinations.

Contactez-nous aux

SVL SIDI EL HOUARI VOYAGES :
3, Place Adda Benaouda.
Plateau. Oran

TEL : 041 41 59 24 / FAX : 041 41 10 57
MOBILE : 0791 83 28 84

LE CENTRE D'IMAGERIE MEDICALE NUMERISEE
DR. M. FEROUANI

ANNONCE LA MISE EN SERVICE

DE L'IMAGERIE PAR RESONANCE MAGNETIQUE
(I.R.M. 1,5 TESLA 16 CANAUX)

Demandez conseil à votre médecin

Adresse : 1, cour de la culture ancienne gare routière ouest Mostaganem

Tél : 045 30 75 36 / Fax : 045 30 75 86

E.P.E. S.P.A. E.CO.ME.GE AIN SEFRA - WILAYA DE NAAMA
2ème MISE EN DEMEURE

Entreprise des Travaux de Bâtiment MRINE MOHAMED, domiciliée à DJENIEN BOUREZG Titulaire du marché N° : 02/2013 du 23/05/2013 relatif à la réalisation du lot : Administration + Parking, de l'opération : Extension siège ECOMERGE Aïn-Sefra W. NAAMA, est mise en Demeure :

- De reprendre les travaux,
- De renforcer le chantier en moyens humains,
- De rattraper les retards,

Dans un délai de 08 jours à partir de la date de parution de la présente mise en demeure dans la Presse nationale ; Passé ce délai, des mesures coercitives et réglementaires seront appliquées à son encontre.

2014 عمرة
Départ tous les lundis :
ORAN – MEDDINE
NIHEL VOYAGES
31, AVENUE VICTOR HUGO –
BASTIE – ORAN
041 456 866 – 041 456 729
BENSMAIL VOYAGES
10, AVENUE OULED KABLIA
SALEHA - GAMBETTA
0770 106 766 – 0770 787 809 -
0770.787.810
1 / HOTELS entre 250 et 300 m
2 / HOTELS à 70 m
du HARAM

Importante Entreprise
recrute :

Lieu de travail Oran

- 1- Responsable de l'administration générale
- 2- Gestionnaire chargé du suivi des achats (relation finance et comptabilité)
- 3- Chargé de la gestion des stocks
- 4- Assistante de direction
- 5- Chargé de la facturation

Profil pour les postes :

- Diplôme dans la filière
 - Bonne compréhension de la langue française
 - Maîtrise parfait outil informatique
 - Expérience minimum 5 ans dans un poste similaire
 - Agé de plus de 35 ans
- Avantage :**
- Poste stable (carrière)
 - Salaire selon compétence
 - Transport assuré

Envoyer CV à :

recrutement31oran@gmail.com

SOMEX INTERNATIONAL ORGANISE



8ème SALON DU SERVICE APRES VENTE, MAINTENANCE, CONTRÔLE, PIÈCES DE RECHANGE ET EQUIPEMENTS DE GARAGE

7ème SALON DU VEHICULE UTILITAIRE ET INDUSTRIEL DE L'OUEST

du 20 au 24 Mai 2014 au Centre des Conventions "Hôtel le Méridien" Hai El Akid Lotfi - Oran

SOMEX INTERNATIONAL
Tél.: 021-86-87-56
Fax: 021 86 76 48
E-mail: aeksomex@yahoo.fr

EVENEMENT
Organisé par



Quel régime constitutionnel pour le futur ? «Entre présidentielisme parlementaire et parlementarisme présidentiel»

Par Boudjemaâ Haichour*

B brillantissime Enarque, Diplomate grand Commis de l'Etat connu par sa rigueur et le sens des équilibres politiques et institutionnels pour avoir géré la Primature et le Ministère de la Justice dans les moments les plus contraignants dans la suite du programme d'ajustement structurel du FMI. Monsieur Ahmed Ouyahia, est-il à la rencontre de son destin ? Quelque soit l'appréciation que lui portent les uns et les autres, il est de ceux des ministres au long parcours au service de l'Etat qui est remis aux avant-postes de la Gouvernance. Il a dirigé les discussions du dialogue national durant les années 90 sous l'autorité du Président Zéroual.

Serviteur de la République durant les deux périodes décennales passées, il revient jouissant de son talent de négociateur et de la confiance renouvelée du Président pour accomplir cette mission. Charismatique personnalité, sa notoriété dépasse donc les limites géographiques de son pays et le respect dont il jouit sur le plan international le placent parmi les hommes de réflexion et d'action les plus portés à saisir les nuances des doctrines institutionnelles de ce XXI siècle.

C'est sous sa houlette que vont dès le mois de juin commencer les Consultations. Cent cinquante partis, personnalités et société civile ont été conviés à la table de discussions. L'Opposition se prépare à réunir une Conférence sur la transition démocratique. La Coordination et le pôle pour le changement vont-ils trouver le SMIG nécessaire pour peser sur les débats et trouver le consensus nécessaire pour rédiger des propositions pouvant aboutir en concertation avec le Pouvoir à une « Constitution dite consensuelle ». La main tendue du système en place serait-elle celle d'une réconciliation excluant tous préjugés et appréciations de nature à rejeter l'autre ?

Si les résultats du premier round des concertations menées sous la responsabilité de Monsieur Abdelkader Bensalah, entouré du Général major Med Touati et de Ali Boughazi entamées dès le discours du 15 Avril 2011 de Monsieur le Président Abdellaziz Bouteflika, ont été la base de travail du Groupe d'experts conduit par Monsieur Azouz Kerdoun sont ceux du document transmis par la Présidence aux intéressés qui vont juger si leur teneur répond dans une large mesure à leurs préoccupations politiques et institutionnelles.

POUR UNE PLATE-FORME CONSENSUELLE DE DISCUSSIONS

Faut-il se poser la question de l'utilité de tels textes au regard des évolutions du débat politique où de nouvelles approches nées des élections présidentielles du 17 Avril 2014 ont surgi dans la trame des discours de campagne des différents candidats ? L'avant-projet de plate-forme consensuelle montre déjà les contours de la nouvelle architecture. Reflète-il la substance des diverses contributions des premières consultations ?

CONSTITUTIONNALISATION DEL'ALTERNANCE

Pour ce qui est du Préambule, il est inscrit la constitutionnalisation de l'alternance démocratique dans la prise du pouvoir. Il s'agit ni plus ni moins de revenir à la limitation des mandats présidentiels. Dans ce cas de figure deux variantes se présentent à mon avis : soit de s'auto-suffire d'un seul mandat de sept ans non renouvelable ou d'aller dans le sens de l'article 94 de la Constitution de 1996 c'est-à-dire la durée du mandat présidentiel de cinq ans. Le Président de la République ne peut être rééligible qu'une seule fois.

Afin de parer à toutes situations de blocage des institutions, la mouture proposée exclut du corpus toute idée de création de vice-président de la République. Mais telle qu'elle est énoncée dans le projet de texte, le Président peut déléguer certains pouvoirs à son Premier ministre. Dans l'actuelle Constitution (2008), dans l'article 77alinéa 6, « Sous réserve des dispositions de l'article 87 de la Constitution, le Président de la République peut déléguer une partie de ses prérogatives au Premier ministre à l'effet de présider les réunions du Gouvernement ».

En cas de vacance définitive et l'impossibilité totale d'exercer ses fonctions pour les raisons évoquées dans l'article 88 de la Constitution, le Premier Ministre démissionnerait s'il ambitionne de se présenter à l'élection présidentielle. La nomination du nouveau 1^{er} Ministre par le Chef d'Etat reviendrait-il automatiquement au premier vice 1^{er} Ministre ? Il en serait de même pour les Ministres d'Etat se pouvoir solliciter la candidature ainsi que pour tout ministre du Gouvernement ou personnalités répondant aux articles de la Constitution en la matière.

UNE DELEGATION DES POUVOIRS AU PREMIER MINISTRE

Si dans l'article 81 bis proposé dans l'amendement de l'article 85 : « Le Premier ministre peut recevoir du Président de la République, dans les limites fixées par la Constitution, une délégation du pouvoir réglementaire ». Cette disposition nous la retrouvons dans l'article 85 alinéa 3 où « le 1^{er} Ministre peut signer les décrets exécutifs, après approbation du Président de la République ». La seule nuance réside dans la suppression de l'approbation au Président de la République pour les aspects réglementaires. Le 1^{er} Ministre selon l'amendement de l'article 85 alinéa 3 « peut signer des décrets exécutifs par délégation du Président de la République ».

DES PREROGATIVES DE LEGIFERER POUR LE CONSEIL DE LA NATION

L'Avant-projet renforce le droit au Conseil de la Nation de légiférer dans le domaine de l'organisation locale de par la composition de « ses deux tiers élus par le suffrage indirect issues d'assemblées locales (APC/APW).Quant au tiers présidentiel désigné il restera comme « tiers bloquant »

Pour ce qui est de la mobilité des parlementaires dans l'exercice de leur mandat, cette clause doit être conforme aux respect des libertés telles stipulées dans la Constitution et de ce fait leur déchéance serait anti constitutionnelle. Le nomadisme politique semble être une sorte de transhumance à la recherche d'un climat politique plus clément.

UN CONSEIL CONSTITUTIONNEL REQUILIBRE

Pour ce qui est du Conseil constitutionnel l'article 164 propose 12 membres au lieu de 9, ce qui permet de donner à la fois cohérence et équilibre dans cette institution-clé. Quatre désignés par le Président de la République dont le Président du Conseil constitutionnel et son vice Président. L'observation porterait sur l'utilité de nomination de ce dernier.

Quant à la durée du mandat il serait souhaitable de le limiter à 6 ans pour le Président et pour les membres la même durée renouvelable de moitié chaque 3 ans. Le reste sans changement. La saisine du Conseil constitutionnel s'élargit pour permettre au 1^{er} Ministre et aux sensibilités évoluant dans l'enceinte du Parlement d'engager l'initiative. Il serait souhaitable de porter le nombre des députés à 50 au lieu de 70 et des Sénateurs à 30 au lieu de 40. Il serait de même pour les chefs de groupes parlementaires d'avoir l'initiative de saisine.

MODALITES D'ADOPTION DE LA REVISION CONSTITUTIONNELLE

Dans l'esprit et la lettre de la Constitution amendée le 7 Novembre 2008, la révision constitutionnelle est décidée à l'initiative du Président de la République. Elle est votée en termes identiques par l'APN et le Conseil de la Nation dans les mêmes conditions qu'un texte législatif. Les ¾ des deux chambres du Parlement réunis ensemble, peuvent proposer une révision constitutionnelle et la présenter au Président qui peut la soumettre à référendum. Si son approbation est obtenue, elle est promulguée.

Est-ce que l'option de la soumettre à référendum est retenue dans la démarche du Président ? L'art 176 est clair qui stipule :

«Lorsque de l'avis motivé du Conseil constitutionnel, un projet de révision constitutionnelle ne porte aucunement atteinte aux principes généraux régissant la société algérienne, aux droits et libertés de l'homme et du citoyen, ni n'affecte d'aucune manière les équilibres fondamentaux des pouvoirs et des institutions, le Président de la République peut directement promulguer la loi portant révision constitutionnelle sans la soumettre à référendum populaire si elle a obtenu les ¾ des voix des membres des deux chambres du Parlement. »

Nous sommes loin de la Constitution-programme du 22 Novembre 1976 considérée plus idéologique puisque le Socialisme faisait partie des choses intouchables. Il était stipulé dans l'art 195 alinéa3 qu'aucun projet de révision constitutionnelle ne peut porter atteinte à l'option socialiste. Le Pouvoir était sous-tendu par des fonctions: politique, exécutive, législative, judiciaire, contrôle, constituante. Par contre celle du 23 Février 1989 elle traduit le principe de la séparation des pouvoir tout en accordant au Chef de l'Etat des pouvoirs exorbitants qui instaure un régime de présidentielisme parlementaire. Cette situation a créé un bicéphalisme au sommet de l'exécutif puisque les prérogatives du Chef du Gouvernement sont confirmées. Il faut se rappeler le conflit de compétences entre le Président Chadli et son Chef du Gouvernement Kasdi Merbah. Le Président de la République préside le Conseil des ministres, à l'initiative des lois et le Chef du Gouvernement préside le Conseil du Gouvernement. Il faut signaler que le pouvoir exécutif est exercé par le Gouvernement sous la présidence du Chef de l'Etat. Dans toute situation de crise et de divergence, le Chef du Gouvernement est sur un fauteuil éjectable. Il est selon l'expression usitée considéré comme fusible.

LE PEUPLE EST LA SOURCE DU POUVOIR

La source du pouvoir dans ce monde se caractérise par les deux versants; l'un virtuel, l'autre réel et ce, quelle que soit l'option démocratique. Le contexte mondial de notre temps nous donne l'ordre d'avancer dans ce vaste mouvement de réformes politiques, économiques et institutionnelles. Dans le cadre des options prises lors de sa campagne, c'est sans doute la continuité des réformes annoncées le 15 Avril 2011 notamment celle de l'architecture des institutions et des fondements constitutionnels qui les sous-tendent. L'actuelle Loi fondamentale va faire l'objet de larges concertations avec la classe politique et la société civile dont l'adoption passera à travers l'adoption par les deux chambres du Parlement ou un référendum en septembre prochain si la question est tranchée par le Président.

Le choix porté sur Ahmed Ouyahia et sa désignation par le Président de la République, témoignent de cette confiance entre les deux hommes de deux générations complémentaires, apportera-t-il au regard des exigences d'un siècle de transmutations systémiques et d'une société en pleine évolution les réponses aux attentes du peuple ? La feuille de route annoncée lors du Conseil des Ministres du 7 Mai 2014 énonce les grandes tendances des réponses aux promesses de campagne du

Président lors de son quatrième mandat. C'est dans cet esprit, que j'ai voulu apporter quelques éléments d'analyse sur la configuration systémique, sur les mécanismes, les champs de compétences et la cohésion dans les attributions relevant des instances dirigeantes dans le cadre d'un modèle de gouvernance qui s'adapte aux évolutions des théories en la matière.

UNE CONSTITUTION QUI REGULE ET PROTEGE

Est-ce que le Président Bouteflika ira dans le sens de réviser totalement la Constitution? Si tel est le cas, la démarche attendue serait que ce projet de Loi fondamentale passerait inévitablement par le Référendum probablement durant le mois de Septembre 2014. Malgré les amendements apportés par le Parlement en 2008, l'actuelle Constitution présente à ses yeux, des dysfonctionnements dans les champs de compétences, ne serait-ce qu'au sommet de l'Exécutif. Posons-nous d'abord la question de savoir si l'opposition serait réceptive à la démarche proposée ? Serait-elle différente que celle qu'avait menée Abdelkader Bensalah ? Le système politique algérien diffère dans sa structure des autres pays, qu'ils soient à régime présidentiel, parlementaire ou de monarchie constitutionnelle ?

Depuis l'indépendance notre pays inscrit dans sa doctrine de base « la restauration de l'Etat algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques », se dotait dans chaque Constitution de cette référence en concordance avec la réalité politique de son temps dans des situations normale, de crise ou transitoire. On peut les classer en Constitutions- programmes notamment celles de 1963, 1976 et en Constitutions-lois de 1989 et 1996. Les amendements apportés en 2002 pour la constitutionnalité de la langue Tamazigh et en 2008 pour l'introduction des faits de l'histoire, de la place de la femme dans les assemblées élues et de l'ouverture des mandats.

Il est évident que la source du pouvoir dans le monde se caractérise par les deux versants, l'un virtuel, l'autre réel et ce, quelle que soit l'option démocratique. A quelque époque que ce soit, le besoin national d'une juridiction codifiée, unifiée et cohérente appelle un sens aigu de la notion de gouvernance dans le strict respect de la philosophie du droit. Visiblement, les constitutionnalistes essaient de construire un édifice qui réponde aux idées d'un projet de société dans l'esprit du temps et des réformes nécessaires loin des querelles partisans afin de s'inscrire dans la perspective mondialiste des droits de l'Homme et des libertés fondamentales d'un Etat de droit.

RESTAURER L'AUTORITE DE L'ETAT ET JUSTICE SOCIALE

Dans le Mémoire de Hardenberg dans la formation de la Prusse contemporaine, il est dit que «L'Etat qui réussit à concevoir l'esprit responsable du siècle, qui parviendra à se faire sa place tranquillement, sans secousse violente, par la sagesse de son gouvernement, dans ce plan providentiel, acquerra par là même d'immenses avantages, et ses habitants pourront bénir ceux à la sagesse desquels ils devront ces bienfaits.»

Ainsi, les impulsions violentes du dedans ou du dehors ne peuvent construire un Etat de droit et les tentatives de réorganisation des missions de l'Etat doivent discerner avec clarté les principes généraux de régénération pour restaurer l'autorité d'un Etat de justice loin des favoritismes, des passe-droits, des attitudes bureaucratiques d'une administration mue par les réflexes d'un service public au-dessus de tout soupçon.

La pensée politique en ce siècle doit être plus lucide car rejetant toute platitude de nature à rendre ambigus les textes de loi régissant l'ordre d'un système à la fois dans ses mécanismes et les rapports de gouvernance. La démocratie n'est pas chose abstraite. La démocratie est vivante. Elle ne tolère pas les étranges impuretés.

GOUVERNER LE PAYS EST LE PROPRE DE L'ELITE

L'idée la plus appropriée en ce siècle dans toute révision constitutionnelle est que toute autorité qu'elle parte d'un monarque ou du peuple, doit être limitée, quelles que soient les conceptions libérales modernes dans l'élaboration d'une Constitution. En fait, gouverner un pays est le propre de l'élite. Depuis l'Indépendance, la prise en main des affaires de l'Etat et la gestion de ses structures n'ont pas été indemnes d'interférences. Le climat d'ensemble du fonctionnement de l'administration a été chahuté quels que fussent les différents régimes ou gouvernements qui ont succédés, provoquant des conflits de compétences et des litiges politiques, juridiques qui ont altéré les rouages internes et externes de l'Etat. Personne, aujourd'hui, ne peut s'imaginer que le sentiment populaire est indifférent vis-à-vis de la chose publique, parce que aigri par les dérives bureaucratiques d'une administration qui n'a pas réalisé sa mue.

RENOUVELEMENT DES GENERATIONS ET MODERNISATION INSTITUTIONNELLE

Le besoin vital pour lui de se renouveler, de se moderniser en vue d'être au diapason des évolutions d'une bonne gouvernance implique un nouveau regard sur les pratiques dans les relations gouvernants-gouvernés. On accuse souvent la forme concrète de la démocratie dans un système parlementaire ou présidentiel.

Les partis politiques naissent et disparaissent parfois par manque d'imagination. Dans le cas de survie, ils se laissent gérer administrativement sans impact sur l'électorat. Ils deviennent de véritables appareils ou des organismes de dépôt de candidatures à chaque échéance électorale. La voie de la démocratie passe évidemment entre deux écueils à savoir l'ostracisme et le

charisme. Si la politique pouvait être l'art de gouverner, la science de prévoir l'évolution des événements, le choix entre les possibilités d'évolution que présente la réalité collective serait le pouvoir d'influencer le développement des institutions. Définir la politique, c'est également expliquer les structures mouvantes du phénomène de l'Etat au point de vue juridique, historique et sociologique.

UNE ARCHITECTURE CONSTITUTIONNELLE MOINS AMBIGUE

Dans tout Etat, on trouve un certain nombre de dispositions réglementant l'organisation et les rapports des pouvoirs publics et fixant, par ailleurs, les relations de principe entre la puissance publique et les citoyens. Et comme disait le général de Gaulle: «Une Constitution c'est un esprit, des institutions, une pratique.» Dans l'actuelle Constitution, n'avons-nous pas vécu un moment de polémique dans l'appréciation de l'article 181 entre les deux premières personnalités de la République?

Depuis l'Indépendance, le Président de la République est élu au suffrage universel, direct et secret. Il est chef de l'Etat et incarne l'unité de la nation. Mais le choix du candidat à la présidence a été, de tout temps, la convergence des forces en présence.

L'ANP AU CŒUR DE LA REGULATION SYSTEMIQUE

De ces forces politiques, l'institution militaire, dont l'ALN puis l'ANP, a joué un rôle de premier plan dans le maintien de l'unité et la cohésion nationale. Elle demeure une des sources sinon la principale qui régule le jeu croisé des ambitions des côtés des partis politiques et de la société civile. L'Etat « civil »dont on parle a toujours inclus l'ANP comme institution républicaine au service de la Nation. Il s'agit de dire que des courants politiques, qui déterminent l'établissement, arrivent par un savant compromis de faire émerger l'élément le plus apte au sens des équilibres du pouvoir à réaliser une certaine cohésion dans l'édifice institutionnel par rapport aux hommes et aux structures.

Le quinquennat présidentiel 2014/2019 est un tournant pour permettre à la Génération-post indépendance de prendre le relais. La future Constitution doit mettre les mécanismes permettant un véritable contre-pouvoir pour éviter toutes dérives dans la République. Ce qui donne une vie politique plus dense en associant l'opposition forte et non caricaturale.

Le Président jouit des pouvoirs et prérogatives qui le mettent à l'aise pour mener la politique qu'il s'est engagée à appliquer. Mais dans la pratique, le sens des responsabilités se mesure dans la forme et dans le fond à la manière d'assurer sans heurt le fonctionnement des rouages. L'essentiel reste le choix des femmes et hommes appelés à gouverner.

DEMARCHE INTELLIGENTE ENTRE PRESIDENCE ET ARMEE

Si le Président est le chef suprême de toutes forces armées de la République et responsable de la défense nationale, la Constitution prochaine aura toute sa signification si la possibilité de nommer un civil au poste de ministre de la défense. Et de ce fait notre pays accède à un style nouveau de gouvernance en ce siècle. Cette donne, nous la retrouvons d'une manière implicite dans toutes les armées du monde.

Le génie de tout chef d'Etat est de savoir imprimer plus que par le passé une démarche intelligente dans ce domaine où l'Armée se professionnalise. Il y a donc intérêt à tracer clairement la ligne frontalière entre ce que l'on peut considérer comme une pratique modifiant valablement la Constitution écrite et sa violation. Lorsqu'il convient d'établir une Constitution nouvelle, le problème se pose de savoir quel organe qualifié peut accomplir cette tâche, c'est-à-dire celui qui est détenteur de la souveraineté dans l'Etat. Si la souveraineté appartient à la nation, on s'oriente alors vers le système de l'Assemblée constituante, complété ou non par le procédé du référendum constituant. Loin du procédé de la Convention de type américain, la Constitution élaborée et votée par une Assemblée constituante est soumise à ratification du peuple par référendum. C'est le cas d'une démocratie semi-directe. Ainsi, l'utilisation du référendum permet d'obtenir directement la ratification d'un texte élaboré par le gouvernement qui confère à ce dernier la réalité de pouvoir constitutionnel.

Mais la révision des lois constitutionnelles ne pose pas les mêmes problèmes que leur établissement. Ce n'est pas une sorte d'opération de fondation. Le projet de révision constitutionnelle n'est pas présenté au référendum lorsque le Président de la République décide de le soumettre au Parlement réuni en congrès et que ce dernier l'adopte à la majorité des 3/5 des suffrages exprimés.

La révision de la Constitution passera par le Référendum obligatoirement si les équilibres sont touchés ou bien la nature du régime est changée. Au sujet du Conseil constitutionnel, pour peu qu'il ne se transforme pas en législateur, il est en droit de contrôler effectivement le Parlement. Il veille en particulier avec beaucoup de soin à ce que les deux Chambres (APN et Conseil de la nation) ne sortent pas du domaine qui leur est imparti par la Constitution et leur règlement. Selon l'article 163, le Conseil constitutionnel veille au respect de la Constitution, à la régularité des opérations d'élections référendaires, législatives et présidentielles.

(*) Dr. - Chercheur-Universitaire -Ancien membre du Conseil supérieur de la magistrature -Ancien Député et Sénateur, ancien ministre.

Révision constitutionnelle : le syndrome africain !

Révision, constitution consensuelle, plateforme, démarche intelligente, alternance au pouvoir, mesweda ... autant de vains mots qui ne veulent plus dire grand-chose dans nos contrées d'ici-bas.

Par Cherif Ali

En paroles on a été servis : toute la classe politique, le monde du professorat et les médias, ont, peu ou prou, déjà donné leurs avis, et fait autant de propositions, souvent redondantes et parfois même, inintelligibles car irréalisables. Abdelkader Bensalah en sait quelque chose, lui-même qui après avoir auditionné en tant que président de jury tout ce que le pays compte comme politiciens ou supposés comme tels, va être à son tour entendu par Ahmed Ouyahia nommé « officiant » de la grande messe qui se prépare ; avantage à Bensalah, tout de même, qui a gardé les copies et les antisèches de ses rencontres précédentes avec le « patchwork » politique du pays qui, pour la circonstance, va remettre les couverts.

En effet, le pouvoir, par Ahmed Ouyahia interposé, a déjà lancé les cartons en invitant tout ce qui bouge dans le domaine politique allant même, semble-t-il, jusqu'à relancer des représentants d'un parti dissous. Il a aussi convié à sa table, des personnalités nationales, représentants des médias, syndicalistes et autres responsables de la société civile.

Il n'y a qu'Ali Benflis et les 13 partis qui se reconnaissent dans sa démarche, qui ont décliné l'offre estimant « que les problèmes du pays sont ailleurs et que la révision constitutionnelle poursuivie est une tentative de diversion et une manière de détourner la société de l'essentiel ».

Faut-il alors se poser la question de l'utilité de la constitution et de sa révision au regard de l'usage qu'en font, par exemple, certains présidents d'Afrique et du monde arabe ?

Oui, si l'on estime que dans ces contrées, le « tripatouillage » constitutionnel est une technique usitée de monopolisation du pouvoir par tous les dictateurs ; il est aussi un instrument de la pérennisation de leur système de politique, lequel système renvoie aux calendes grecques l'alternance.

Si toute constitution est une œuvre humaine, elle est faite en principe pour être adaptée afin de cadrer avec l'évolution de la société.

La réalité est, malheureusement, autre. Toutes ou presque toutes les révisions constitutionnelles projetées par les tenants du pouvoir, dans notre continent ou ailleurs dans le monde arabe, sont loin de correspondre à la réalité et aux revendications populaires.

Par exemple, le débat sur la révision des constitutions, qui n'est pas une spécificité algérienne, loin s'en faut, envahit de plus en plus l'échiquier politique de nombreux pays africains, dont chacun des présidents, contraint, constitutionnellement, à une alternance politique, étudie avec ses soutiens,

la potion magique qui lui permettrait de rester, indéfiniment, au pouvoir.

En face, les peuples concernés, pas dupes pour un sou, manifestent leur colère et appellent au respect, en l'état, de la loi fondamentale ; ils disent non à la révision ourdie par leur président en exercice, qui n'aspire qu'à se succéder à lui-même ; ils veulent obtenir et même sacrifier l'alternance démocratique du pouvoir. Dur combat au demeurant.

Cet antagonisme de la perception de la démocratie conduit à des batailles dans chacun des pays agités par les tractations constitutionnelles, avec en toile de fond :

1 les peuples qui veulent le changement et qui sont plus que déterminés à exiger et obtenir l'alternance, 2 les présidents en exercice qui proposent la continuité avec comme seule alternative leur personne ; pour cela ils se donnent tous les moyens « légaux » pour violer les lois fondamentales que sont les constitutions qu'ils ont, paradoxalement, eux-mêmes ou leurs partisans mis en place,

Afin de prendre la mesure de ces batailles, prenons quelques exemples qui se déroulent dans notre continent :

1. Le Burundi, où l'actuel président Pierre N'kuwunziza, manque d'une petite voix à l'assemblée nationale, pour le vote, en sa faveur, d'une loi lui permettant de modifier l'article 302 de la constitution qui lui permettrait de se représenter pour un énième mandat en 2015 ; gageons qu'il arrivera à ses fins, sans problèmes

2. Le Congo, Brazzaville, où les partisans de Denis Sassou Nguessou, 73 ans, tentent d'obtenir la révision de la constitution pour modifier les articles 57 et 58 qui donneront la possibilité au président de rester au pouvoir, au-delà de 2016 pour un 3^{ème} mandat

3. La République Démocratique du Congo, où le président Joseph Kabila, fils de son père lui-même ancien président mort au pouvoir, s'apprête à modifier l'article 220 de la constitution pour rester en poste, au risque d'aller à l'affrontement avec son peuple qui a tant souffert ; à noter tout de même que dans ce pays, une pétition contre la révision de la constitution lancée par la société civile du Katanga, vient de réunir plus de 120 000 signatures, dépassant ainsi la barre des 100 000 requises pour sa recevabilité à l'assemblée nationale. Le succès de collecte de ces signatures est considéré comme une première victoire pour le peuple, conscient de la nécessité du changement

4. Le Burkina Fasso, où beaucoup de militants du président Blaise Compaoré militent pour une révision de la constitution afin que ce dernier puisse se représenter, une fois encore, en novembre 2015, à la faveur de la révision de l'article 37

A cette liste non exhaustive, s'ajoute le cas de l'Ouzbekistan où le président Islam Karimov a été réélu en 2007, alors que la constitution de son pays limite à deux les mandats présidentiels ; personne, bien entendu, n'a contesté ou trouvé à redire.

Pour illustrer aussi les propos concernant les libertés que certains potentats prennent avec la constitution, il faut se rappeler le cas d'Ismaïl Omar Guelah de Djibouti, qui a été réélu avec 100% des voix le 8 avril 2005, en attendant que le parlement de son pays fasse passer une réforme constitutionnelle pour le faire réélire. L'initiative a été bien appréciée par le président plébiscité.

Le monde arabe, quant à lui, n'est pas en reste avec les deux exemples suivants :

1 en Syrie, Bachar El-Assad va rempiler pour un autre mandat et ainsi il pourra fêter le mois de juin prochain, 44 ans de main mise du pouvoir par sa famille, sans pour autant s'embarasser de la moindre légalité constitutionnelle

2 en Egypte, le Marechal Abdelفتاح Sissi qui a délogé le président élu des frères musulmans, qui a lui-même trituré une

constitution sur mesure, sera, bien évidemment, élu et ne pensera qu'à consolider son pouvoir et s'y éterniser

Finalement lorsqu'on consulte les archives, l'on note que les présidents ci-après, sauf amendement des textes constitutionnels, ne devraient pas briguer un nouveau mandat : Armando Guebuza du Mozambique (fin de mandat en avril 2014), Pierre Nkuwunziza du Burundi (fin de mandat en juin 2013), Jakatya Kikwete de Tanzanie (fin de mandat en octobre 2015), Blaise Compaoré du Burkina Fasso (fin de mandat en février 2015) Thomas Boni Yayi du Bénin (fin de mandat en mars 2016), Denis Sassou Nguessou du Congo Brazzaville (fin de mandat en juillet 2016) Joseph Kabila de la RDC (fin de mandat décembre 2016) Paul Kagame du Rwanda (fin de mandat en juillet 2017) Ellen Johnson Svileaf du Libéria (fin de mandat en novembre 2017) Ernest Korona du Sierra Leone (fin de mandat en novembre 2017).

Ces présidents Africains, vont-ils pour autant renoncer au pouvoir ? Vont-ils aussi faire cas des « recommandations » américaines qui suivent de près l'évolution politique du continent africain et qui permettent de s'intéresser, de près, aux élections qui se dérouleront au Congo, Burundi, Rwanda et en Ouganda ? Ils appellent, instamment, ces pays à respecter leurs constitutions et cela inclut, forcément, les dispositions sur la limitation des mandats. Obama, en personne, a dit « que ce dont l'Afrique avait besoin ce n'est pas d'hommes forts mais d'institutions fortes ; ce n'est pas une bonne pratique de modifier la constitution simplement pour le bénéfice de celui ou ceux qui sont au pouvoir »

Dans le monde, il y a des pays où la démocratie est avérée et vérifiée comme en Europe ou en Amérique du Nord.

Dans d'autres, elle est hésitante, discutable, ou pour le moins maladroite comme en Russie où Vladimir Poutine n'a pas tout de même succombé à la tentation et au syndrome africains ; il a trouvé un autre artifice pour reprendre la main et partant le pouvoir, en passant par la case de Premier Ministre ; ça lui a valu l'admiration et le respect (forcé) de ses adversaires nationaux et occidentaux et dans l'affaire, la constitution russe s'en est sortie indemne !

Et puis il se trouve d'autres pays qui sont, clairement, en dehors de tout processus électoral sincère comme le Zimbabwe où le président Robert Mugabe est au pouvoir depuis plus de 27 ans à 84 ans passées, suite à des « tripatouillages constitutionnels ».

De ce qui précède, la révision de la constitution ne vaut que par l'intérêt qu'elle procure à celui qui l'initie, et qui veut rester au pouvoir à vie !

Revenons en Algérie, où comme chacun le sait, on ne se trouve plus dans la configuration de l'année 2008, pour poser cette question : comment va répondre notre classe politique aux propositions du pouvoir qui ne peuvent aller que dans le sens de la fameuse « mesweda » qui ne brille en fait, que par l'article visant à limiter les mandats présidentiels, maintenant que le président de la République a été élu pour un 4^{ème} mandat ?

C'est déjà beaucoup, diraient certains optimistes parmi les algériens, heureux de ne plus figurer dans le palmarès des pays africains dont le sort est lié, ad vitam, à leur leader et de l'usage qu'il fait de la loi fondamentale de son pays !

D'autres, comme Kamel Daoud, se sont fait déjà une raison : « la constitution algérienne ne fixe pas le but de vivre en Algérie ; elle y traite en premier, toujours et tout le temps de la question du pouvoir : qui le prend, qui le garde et pour combien de temps ? »

Le peuple qui est tenu à l'écart de ce raout, même s'il va être appelé, directement ou indirectement, à accepter les amendements constitutionnels à venir, n'a qu'un espoir à formuler : « qu'on ne touche plus à sa constitution ! ».

Sept raisons pour zapper la nouvelle Constitution

Après la saison de la présidentielle, c'est la saison de la nouvelle constitution. Abdelkader Bensalah propose d'y mordre à pleines dents. Ici, sept raisons de zapper.



Par Abed Charef

La constitution algérienne ne a déjà changé sept fois, sous les sept présidents qui ont dirigé le pays depuis l'indépendance. Ce travail n'a pas permis de doter le pays d'institutions viables en mesure de réguler la vie politique, ni d'organiser l'accès et l'exercice du pouvoir. Les changements successifs du texte fondamental n'ont pas créé une mécanique de règlement de la succession, et n'ont pas garanti aux oppositions un statut acceptable. L'indépendance de la justice reste à construire, la citoyenneté est à un stade embryonnaire, l'Etat de droit se fait attendre. Les contre-pouvoirs sont inexistantes. La confusion des pouvoirs est totale. En fin de règne, le président Abdelaziz Bouteflika propose un nouveau changement de la constitution. Ses partisans plaident quotidiennement pour l'adoption de ce nouveau texte, ce qui se fera, avec ou sans l'opposition. Pour rester dans le chiffre sept, voici sept raisons de zapper la nouvelle constitution.

1. L'Algérie n'a pas de problème avec le texte de la constitution. Elle a un problème avec l'application de la constitution. Le pouvoir en place ne se plie pas au texte fondamental, il le contourne si nécessaire, et l'adapte à ses propres besoins. Quand le président Abdelaziz Bouteflika a décidé de briguer un troisième mandat, il a changé la constitution. Tout simplement. Quand il a décidé de se porter candidat pour un quatrième mandat, il est passé outre les dispositions explicites et l'esprit de la constitution, qui disposent que le chef de l'Etat doit être en bonne santé pour accomplir sa mission. Ce que l'ancien président Liamine Zeroual a rappelé publiquement, en disant que ce poste impose des activités « protocolaires » que le président Bouteflika ne peut visiblement pas assumer. Le pouvoir ne respecte pas la constitution en vigueur. Il n'a aucune raison de respecter la prochaine.

2. L'expérience récente donne peu de crédit à l'offre du président Bouteflika. Il y a trois ans, il avait annoncé une révision de la constitution, dans la foulée du printemps arabe et des manifestations qui avaient eu lieu en Algérie. M. Abdelkader Bensalah, patron du RND, avait été chargé de piloter l'opération. Il a reçu des chefs de partis et des personnalités, il avait consigné leurs doléances, et une commission, créée à cet effet, a été installée par le premier ministre Abdelmalek Sellal. La démarche n'a pas abouti, ce qui a montré, à posteriori, qu'il s'agissait d'une démarche purement politicienne destinée à répondre à une conjoncture précise, celle du printemps arabe.

3. La nouvelle constitution va rétablir la limitation du nombre de mandats à deux, et redonner du pouvoir au Premier ministre, affirment ses défenseurs. Ces dispositions étaient contenues dans le texte antérieur. Elles ont été abolies formellement par le président Abdelaziz Bouteflika et ses compagnons, partis et responsables politiques : FLN, RND, Ahmed Ouyahia, Abdelaziz Belkhadem, Abdelmalek Sellal, Abdelmalek Guenaïza, Toufik Mediène, qui sont tous aux affaires depuis l'avènement du président Bouteflika. Les mêmes hommes veulent refaire aujourd'hui ce qu'ils ont défilé hier. Leur choix d'aujourd'hui est-il bon ? Cela signi-

fie que leur choix d'hier était erroné. Ils doivent donc le reconnaître publiquement, s'excuser auprès des Algériens et rentrer chez eux. Ils ne peuvent pas faire une politique et son contraire.

4. La limitation du nombre des mandats de président de la République à deux est présentée comme une garantie de l'alternance. Ce qui est évidemment faux. Le Mexique a vécu un demi-siècle avec un seul parti, malgré la limitation à seul mandat. Car l'alternance concerne les partis, les choix politiques et les courants, non les personnes.

5. La constitution actuelle, amendée en 2008 pour permettre au président Bouteflika de briguer un troisième mandat, impose un régime présidentiel très prononcé. Le Parlement y est insignifiant. Mais au départ, lors de l'avènement du président Bouteflika, il était possible d'établir un système relativement équilibré. C'est M. Bouteflika qui a tué le parlement. Il ne s'est jamais rendu à l'Assemblée et au Sénat. Il a aussi délibérément violé l'esprit de la constitution, quand il a choisi un premier ministre FLN lorsque le RND était formellement majoritaire à l'Assemblée, puis un premier ministre RND lorsque le FLN est devenu majoritaire. Il a ainsi montré le mépris qu'il accordait à la fois au parlement, et au résultat du scrutin. Il a délibérément nié le rôle du parlement, en légiférant par ordonnance entre deux sessions, et en forçant les deux chambres à avaliser ses choix.

6. Le nouveau texte contient certaines dispositions absurdes, d'autres peu évidentes, visiblement destinées à séduire des partenaires précis. Ainsi en est-il de l'interdiction de la « transhumance partisane », pour empêcher l'élu d'un parti de rejoindre une autre formation, une fois qu'il a rejoint le parlement. Une telle disposition transformerait la constitution en un fourre-tout sans saveur, ni consistance. Même la politique de concorde, introduite dans le préambule, pose problème. Malgré son importance, et son rôle central dans la restauration de la paix, sa place ne se justifie pas dans un texte d'une telle importance.

7. Officiellement, l'objectif affiché est de parvenir à une constitution « consensuelle ». Ce ne sera pas le cas. Des nombreux partenaires ont décliné l'offre du président Bouteflika, préférant s'orienter vers une autre destination, celle de la construction d'une nouvelle démarche pour aller à un vrai changement. Vaut-il essayer de les convaincre ? Que présentera-t-il comme ouverture ? Le système en place joue veut assurer sa survie avec la nouvelle constitution, alors que ses partenaires veulent précisément changer de système. Le pouvoir veut adapter la constitution à ses besoins, alors qu'il s'agit d'adopter un texte qui réponde aux besoins du pays. Difficile, dans ces conditions, d'établir un minimum de confiance pour aller à un projet commun.

Tous ces arguments montrent que le pouvoir va aller vers l'adoption de sa constitution, ce qui lui permettra d'animer une vie politique fictive jusqu'à la fin de l'année. Ensuite, il se lancera dans l'installation des nouvelles institutions. Dans la foulée, commencera la préparation des élections législatives et locales. Ce qui donnera de l'Algérie une apparence démocratique, où on discute de tout. Sauf des véritables problèmes du pays.

Constitution ou statut ?



Par El yazid Dib

Les parties destinataires en leur diverse expression politique ou nationale n'ont rien à en vrier aux autres. Ce texte, considéré comme acte fondateur de l'Etat ne semble pas pour autant apparaître comme tel. Plusieurs fois trituré au gré des recettes mijotées par les circonstances ; il ne tend plus maintenant à se faire respecter. Il se met par contre en toute disposition à la l'ardente humeur du moment. Il vient toujours à propos arranger des situations et amadouer des réticences.

« Ces suggestions vous sont adressées à titre indicatif, car, je vous précise, au nom de M. le Président de la République, que le chantier de révision constitutionnelle ne fait l'objet d'aucune limite préalable, hormis celles relatives aux constantes nationales ainsi qu'aux valeurs et principes fondateurs de notre société. » c'est ainsi que s'est adressé Ouyahia aux destinataires invités à la concertation sur la révision constitutionnelle. Le chantier est ouvert. Les travaux vont timidement. Point d'échéances, pas de délais. Un calendrier bien étalé, étayé selon les différentes phases de la concertation dite participative aurait apporté plus de transparence et surtout plus d'engagement fermes et explicitement fixés dans le temps. Laisser un « chantier » ouvert sans date précise prête à confusion et permet sans gêne d'éluder la réalisation de tâches confiées. Le temps dans toute opération est un facteur déterminant quant à l'aboutissement d'une mission, d'une besogne, de surcroît un engagement politique.

Au sortir d'une campagne précédant une élection un peu controversée ; le pouvoir dans un élan de correction et de charme veut par cette démarche faire omettre les couacs et les anicroches vécues électoralement. La pilule est goulûment avalée. Tout le monde commence à en converser. Voulu sans être déclarée, constituante ; l'approche de la concertation s'est vite mue en un contrat quasiment d'adhésion. Cependant, à défaut de se réunir à la tunisienne le pouvoir a préféré le dialogue à distance, une constituante par correspondance. Mais là aussi des incompréhensions subsistent. Soumettant un texte juridique, soit technique à des corporations d'essence politique ne semble pas trop résoudre la problématique. L'idéal aurait été d'abord de bien leur tendre une oreille attentive pour qu'ensuite soumettre cette « écoute » à un comité de professionnels neutres et non partisans à l'effet de dresser un avant-projet pour en finalité regrouper les acteur une seconde fois et en tirer définitivement une mouture finale à soumettre à qui de droit.

Si l'on revient sans égard à la façon préconisée par le pouvoir à l'effet de susciter les réactions ni à la substance contenue et ciblée dans la copie transmise ; faculté y est de dire que le problème de la constitution algérienne dépasse grandement le souci récupérateur de confiance. Il outrepassa aussi une actualité peu soucieuse d'un devenir toujours en pleine compromission. La constitution ne doit pas être l'apanage d'un pouvoir en place. Celui-ci aléatoire et celle-là pérenne, il faudrait chercher l'avenir dans la symbiose nationale consensuelle. Pourquoi a-t-on toujours peur d'une assemblée constituante ?

Une définition sort du document accompagnant les propositions et tend de décrire les constantes nationales comme étant « ces valeurs et principes fondateurs de la société algérienne qui incarnent sa longue histoire, sa civilisation millénaire et une vision d'avenir portée par des valeurs et principes partagés par l'ensemble des citoyens algériens ». Que vient faire alors dans le préambule la réconciliation nationale ? Ce n'est là qu'une simple transcription d'une politique conjoncturelle donnée et limitée dans le temps et ayant déjà produit ses divers effets et n'agit point donc sur l'avenir. Nous n'allons pas rester éternellement dans le repêtrir ni vivre continuellement dans les résidus terroristes. Elle ne peut par son historicité et son caractère ad-

L'on dirait que la constitution est un statut d'une entreprise privée. Seuls les membres du conseil d'administration ont eu droit à une ampliation. Les autres, ce ne sont en fait que de simples clients, des usagers. Ainsi Ouyahia s'est vite mis dans la peau d'un notaire de la république voulant acter sa refondation.

hoc, n'ayant réglé qu'une crise politique passagère et un drame national, cette politique de réconciliation pouvoir accéder aussi facilement au rang des constantes nationales. Elle n'est pas une seconde religion, ni une origine identitaire. Pour se pérenniser de dire sans ambages que « Ces principes fondateurs de notre société sont immuables et ne sont pas révisables ». Rien n'est sur Monsieur Ouyahia ! On a bien dit ceci auparavant. N'avions-nous pas un temps dans un même texte de même valeur juridique clairement clamé que « l'option socialiste est irréversible » ? Donc l'idée de faire astreindre à ses propres penchants un tel texte n'est pas nouvelle et ne pourra s'arrêter à ce seuil. Rien n'obstruera le chemin d'amendements futurs. C'est un peu comme la constitution de 1963 qui annonçait pompeusement que le FLN devrait « Mobiliser, encadrer et éduquer les masses populaires pour la réalisation du socialisme »

Pourquoi l'alternance au pouvoir vient encore se redécouvrir une virginité de haute sainteté démocratique alors qu'en 2008, cette sainteté a été profanée par ceux là même qui la louent maintenant en la rendant comme une exigence et un fondement essentiel de nature à consolider la construction démocratique, redynamiser la vie politique et favoriser ainsi l'émergence d'une culture appropriée de l'alternance ? Tant mieux si ce sursaut réparateur d'une prodigalité de tempérament vient à point redresser un tord constitutionnel. Dans la constitution tunisienne du 27 janvier 2014 il y est inscrit à propos des mandats présidentiels « qu'Aucun amendement ne peut augmenter en nombre ou en durée les mandats présidentiels » assorti également d'une « interdiction d'occuper la Présidence de la République pour plus de deux mandats entiers, successifs ou séparés » Il fallait insérer ne serait-ce que par formalisme un truc pareil dans l'article 20 du projet amendement l'article polémique 74. Les modalités inhérentes à l'éligibilité du président de la république ne sont pas expressément et en leur totalité identifiées.

D'où peut-elle provenir sa candidature ? D'un parti ? D'un parrainage ? Et pourquoi ne pas consacrer définitivement une disposition rendant obligatoire l'appartenance à un parti pour tout éventuel candidat à la magistrature suprême ? Ceci ne fera que promouvoir l'action politique et accrédi tera davantage l'exercice partisan tout en mettant la conquête du pouvoir aux mains des partis et non de personnalités qui pourraient survenir comme des spectres intrus dans un paysage originellement réservé aux acteurs politiques. C'est de cette façon que le « candidat du consensus » le « moins mauvais » et « le candidat de l'armée » iront en disparaissant. L'honneur serait dû à ceux et celles qui auront à militer, crapahuter le long des chemins sinueux de l'action politique. Laisser libre cours à un parrainage d'élus ou de citoyens pour un quelconque « candidat libre » est paradoxalement plus ardu que d'aller faire ses classes dans un parti, user ses culottes dans une kasma, franchir l'écueil des primaires et recueillir en apothéose de suffrage la confiance du peuple.

La lutte contre la corruption, ses différents supposés remparts, son attirail juridique mériteraient d'être incrustés dans une loi spéciale et n'a nullement besoin de venir gâcher l'harmonie d'un texte aussi éloquent et supranational, tel que formulé par l'article 4 proposant l'amendement des dispositions de l'article 21. Juste faut-il trouver dans la réalité des mécanismes de contrôle plus adéquats à l'effet de juguler ce fléau qui s'est répandu tentaculairement. La déclaration de patrimoine a un effet d'éblouissement, sans plus. Le détournement de propriétés et les énormes subterfuges qu'offrent les officines sont signalés à longueur de presse nationale et ceci en présence de textes fortement présentatifs et répressifs.

L'article 41 bis reformulant autrement les

conditions de création et de fonctionnement des partis n'appellait aucune utilité d'insertion dans l'acte fondateur de l'Etat. Le principe sacralisant le droit de le faire aurait suffi. L'autre phraséologie, puisqu'il y est dit en fin de son agencement que « d'autres obligations et devoirs sont prescrits par la loi organique » est digne d'être prise en charge par cette même loi organique prévue pour régir les partis politiques dont l'urgence de toilettage est primordiale et va de concert avec l'exigence actuelle. Ces partis doivent avant tout être protégés contre toute tentative de déstabilisation ou d'actions de sabotage. L'immunité politique doit être l'un des principaux avantages que la constitution puisse présenter à cette garantie de droit et protection. Les partis chez nous ne sont pas forts. Ils ne sont là que pour la jubilation d'une démocratie façadière rendue par ailleurs impérative, quad elle n'est pas un mode de new-gouvernance.

Pour ce qui est des conditions liées à l'éligibilité du président de la république, pratiquement rien de neuf n'est venu secouer ce qui est déjà presque pris pour constante nationale. La nationalité d'origine unique etc... cependant si pour un quelconque dossier administratif un certificat de résidence est exigé, le futur candidat à la présidence peut valablement résider, sans soucis à l'étranger et revenir le temps de déposer son dossier et puis hop ! C'est bizarre comme tout, c'est aussi banal penserez-vous mais si l'on se tient à l'esprit de fait, oui le candidat doit prouver qu'il vit avec son peuple, qu'il connaît ses ruelles, ses quartiers, qu'il a son épicerie du coin, son tailleur, son coiffeur, qu'il sent le froid de ses hivers et la tiédeur de ses étés, qu'il connaît les enseignants grévistes de ses rejets, et leurs caves de cours de soutien. Un algérien entier quoi ? Pas un coopérant technique, ni un usager fréquent d'air Algérie.

Le plus important dans la constitution de 1963 était cette prescription audacieuse de l'article 55 qui stipule « L'Assemblée nationale met en cause la responsabilité du Président de la République par le dépôt d'une motion de censure qui doit être signée par le 1/3 des députés composant l'Assemblée » on en est loin de ce parlementarisme qui bien au contraire s'est fait piégé par l'interposition d'une histoire de sang, de coup d'Etat et d'emprise personnelle. L'assemblée populaire nationale gagnerait au titre de cette nouvelle constitution à recouvrer un tant soit peu sa véritable inspiration populaire. L'article 103 soumis à concertation prétend prendre en charge les modalités d'élection des députés et des sénateurs par une loi propre. Il s'agirait là en toute certitude de la loi portant code électoral. C'est à travers ce code que des députés et des sénateurs fortuits et mal élus sont créés et mis sur orbite. Leurs conditions d'élection ou de désignation ne permettent pas une franche représentation populaire exprimant les espoirs évidents de la population. Ce code une fois, cernés tous les profils du mandat électif devra donner plus de flexibilité à l' élu.

La responsabilité s'érigera de facto avec le titre ainsi obtenu. Qui veut une autorité d'influence ou morale doit se mettre en pleine responsabilité. Comme le candidat présidentiel, cette notion fourre-tout du candidat libre ne peut subsister. Si aux termes du code actuel quelqu'un est capable de pouvoir réunir des milliers de signatures, il lui est donc commode de fabriquer un parti. Les méthodes seront ainsi plus chatoyantes et participeront à la promotion de la pratique démocratique. Mais venir récolter des souscriptions, se voir évincer et disparaître à jamais n'est pas un acte de militantisme. Il est une simple jouissance individuelle. Du narcissisme espiègle. L'article 103 en ques-

tion pourrait retenir un critère conditionnel dans l'élection du député pour affirmer solennellement que pour être candidat aux législatives, obligation d'avoir déjà joui d'un mandat local est de mise. On ne vient pas apprendre la politique à l'APN, on est sensée l'avoir apprise sur le terrain, chez soi, dans sa dachra. Et puis au moment où le parlement des USA compte 435 députés, le notre s'assigne 462 ! Pléthore. Avec le nouveau découpage l'on arrivera à faire les séances à la coupole du 5 juillet. Deux députés, par égalité à chaque wilaya est assez expressif de la volonté populaire ; quelque soit le nombre d'habitants qui en fait est un mauvais et vicieux indicateur.

Les sénateurs du tiers n'obéissent par ailleurs à nul indicateur. L'on peut compter 5 à 6 sénateurs pour une seule wilaya... la sanction du nomadisme politique est une bonne chose dans la mesure où elle vise à fidéliser le militant et sauvegarder un peu la confiance mise en lui.

Cette assemblée doit avoir ses prérogatives de contrôle dit populaire. Emanation légitime en principe, de l'aspiration des électeurs c'est d'elle et elle seule en temps normal que doit être issu le gouvernement. La majorité, sans ça, n'allait rien valoir. C'est bizarre tout de même de voir un parti siégeant en majorité à l'assemblée et qui n'est que minoritairement représenté au gouvernement. Ce dernier extirpe ses membres, loin d'une force politique pour rester dans le copinage, l'équilibre régionaliste et le retour d'ascenseur. Le comble de cette bizar-

D'où peut-elle provenir sa candidature ? D'un parti ? D'un parrainage ? Et pourquoi ne pas consacrer définitivement une disposition rendant obligatoire l'appartenance à un parti pour tout éventuel candidat à la magistrature suprême ?

rie est aussi de voir cette majorité se taire, se terrer et se défaire par-devant le déni de son droit. Elle trouverait ailleurs ses récompenses. Alors constitutionnaliser le respect de la majorité et sa primauté à gestion n'est qu'une évidence, voire une considération de soi. Si l'initiative des lois est octroyée à un collège de 20 députés, après encore un contrôle du conseil d'Etat ; la saisine du conseil constitutionnel ne leur est pas possible sauf si leur nombre dépasse les 70 ou 40 pour les sénateurs. Voyez-vous une différence dans le chiffre ?

Alors portant un regard serein et de justice sur ce conseil constitutionnel. Composé de 12 membres (2 APN, 2 Senat, 2 Conseil d'Etat, 2 Cour suprême) que la proposition dans son article 42 amendement l'article 164 les oblige à être tous élus par leurs pairs. Sauf les quatre désignés par le président de la république. Normal diriez-vous. Le président et le vice président du conseil sont désignés parmi ces quatre désignés. Risible parité de genre et non en nombre ! Pourquoi n'a-t-on pas opté pour l'élection du président et son adjoint au sein même de l'équipe des 12 ? La main du président dans le choix du chef n'est pas apte à garantir la moindre indépendance. La désignation aussi du vice président est jugée comme une précaution, en cas d'empêchement du président, car le mandat s'avère pour la besogne trop long -8 ans- Yamen aach !

A défaut enfin de délais et d'actions politiques à venir, il n'est pas permis de pouvoir dérouler un fil d'actualité future. Une feuille de route amoindrirait amplement les doutes et réduirait les défiances. La classe politique reste en attente de ce qui doit encore sortir de l'escarcelle d'Ouyahia. On peut toujours, étant dans une officine notariale avoir des surprises.

Le temps des pouvoirs et le pouvoir du temps

Un escalier se nettoie
par le haut

Proverbe chinois

«Toute l'histoire humaine
est relative aux besoins
humains présents
et futurs»

Mommsen - Historien allemand,
évoquant par là ceux intellectuels
et matériels.



Par Louhibi
Mohamed Bachir*

Les dirigeants éclairés gèrent au présent et pour le futur. Les Norvégiens ont créé des fonds pour les générations futures. Un exemple pour les dirigeants arabes, autistes, dictatoriaux et affublés de tous les défauts, dont une grave corruption telle celle de Moubarak équivalente à la dette extérieure de l'Egypte au détriment de ses 85 millions d'habitants. Tous les systèmes politiques arabes, de l'Atlantique au Golfe sont dictatoriaux et leurs dirigeants animés de la volonté de gouverner indéfiniment. Les deux principes fondamentaux qui ont toujours animé toute société humaine sont relatifs aux contenus et à l'application stricte de la légitimité, de la souveraineté. Droit Constitutionnel et Sciences Politiques ont toujours œuvré pour un pouvoir répondant à ces deux exigences dans toute société ou pensée humaine et concertations sont privilégiées. Elles gèrent le passage d'un état de nature (anarchique où chacun fait ce que bon lui semble) à un état de société organisée (voir les œuvres de Hobbes - Rousseau et autres)

Le Marxisme a voulu sortir de ce schéma en appliquant le matérialisme historique.

En résumé : Pouvoir Politique = domination économique d'une classe.

Les premiers pouvoirs furent unitaires, monarchiques mais, à l'échelle de l'histoire humaine, rapidement remis en cause par les luttes incessantes contre l'absolutisme royal pour distinguer les diverses fonctions d'un pouvoir légitime.

S'inspirant d'auteurs anciens tels Aristote, Montesquieu a dit : « Pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir, il faut que par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir » de l'esprit des lois 1748.

Tous les pays disons arabophones pour faire justice à leurs minorités religieuses et ethniques dont l'Algérie au premier rang, ont vainement tenté par la voix de leurs élites de promouvoir des politiques progressistes répondant aux revendications légitimes de leurs peuples. Malgré une résistance acharnée depuis 1830 et ses épisodes sanglants dont la criminelle répression du 8 mai 1945 ordonnée par De Gaulle Chef du gouvernement provisoire suivie de 45000 morts innocents, sommation sanglante et tragédie qu'il occulte dans ses mémoires. Impérialismes français et anglais sont restés plus que jamais sourds, même après les deux guerres mondiales et ont cru pouvoir bloquer l'horloge de l'histoire et du temps.

Si l'Algérie fut conquise une période, elle ne fut jamais absolument soumise.

De la conquête à l'indépendance, le pouvoir du temps fit son œuvre. Malheureusement les divergences du Congrès de Tripoli au printemps 1962 furent suivies hélas de la naissance du système algérien actuel, né avec des malformations congénitales graves dont nous payons le prix très fort jusqu'à ce jour.

Nous fumes enfermés dans le carcan dictatorial du système lequell, comme un cancer continue à diffuser ses métastases depuis plus de 50 ans.

La première Constitution dictatoriale est née hélas dans un cinéma à Alger, dans la précipitation, objet de plusieurs modifications dont celle positive limitant le mandat présidentiel à 2 fois 5 ans.

Une Constitution digne de ce nom définit les fonctions des trois pouvoirs essentiels- Législatif- Exécutif- Judiciaire, système idéal pour lequel tant d'algériens se sont sacrifiés pour son application dès l'indépendance -Voire les proclamations du 1^{er} novembre 1954 et celle du Congrès de la Soummam

Tout système démocratique obéit à une Constitution claire et résultant d'un vote sans fraude.

Il ne s'agit nullement de faire le procès de tel ou tel homme quoique l'empreinte démagogique, populiste a été très forte pour précipiter l'Algérie dans une très mauvaise direction alors qu'elle méritait mieux, si le débat avait eu lieu prévalant sur un pouvoir monolithique et fermé.

Le glorieux FLN qui précipita la chute de la IV^{ème}

République, malade de ses contradictions franco françaises dont des hommes de gauche plus réactionnaires que les ultra de l'extrême droite et fit vaciller la Vème République, est devenu un fonds de commerce pour nombre de « militants ». Les authentiques parmi ceux-ci furent ses rangs et le vide fut vite comblé par l'opportunisme et l'intégrisme pour aboutir au terrorisme et ses 200.000 morts hélas !

Le système durant des décennies s'est prévalu de la légitimité révolutionnaire et n'a pratiquement tiré aucune leçon ni d'octobre 1988 ni de l'évolution interne -jeunesse- démographie- aspirations diverses - ni de celle d'un monde en constante évolution.

Dès sa naissance, il a fait cohabiter des militants respectables de l'extrême gauche avec ceux de la tendance islamiste- mélange détonnant par excellence ajouté à des causes multiples dont les destructions de l'agriculture, de l'enseignement à tous les niveaux par une arabisation à marche forcée sans considérer les réalités socio culturelles et opter pour une démarche prudente concertée, adaptée à notre pays.

L'arabisation n'est pas une question de fond mais de forme et de temps. Posséder d'autres langues c'est détenir des moyens de développement et pourquoi pas ?

Remplacer les anciens normaliens de Bouzaréah et Medersiens par certains cordonniers égyptiens devenus enseignants en Algérie, laisser les diplômés après le triple effort des familles, des intéressés et de l'Etat, servir à l'étranger et faire appel aux cadres médiocres des pays de l'Est fut le comble d'où les niveaux médiocres de l'enseignement, de la santé et autres.

Pourquoi tout ce gâchis ? , comprenne qui pourra. ? J'invoque Dieu et lui demande qu'avons-nous fait pour mériter tout cela ?

Des millions d'algériens subissent un sort immérité alors que nous avons un pays magnifique, un peuple courageux, généreux, une jeunesse dynamique 70% de moins de 30 ans créative, une religion sublime, des ressources humaines et naturelles.

Dieu nous a comblés de tous ses bienfaits et le système nous punit plus d'un demi-siècle.

Telle est la réponse à ma question !

Les décennies passées nous ont donné le spectacle affligeant de voir tous ces admirateurs sans nuance aucune, apôtres de la langue de bois largement majoritaires, très intéressés, prêts à tourner leurs vestes dont certains hirsutes devenus très vite barbus, mais aussi à des détracteurs sans retenue critiquant tout et tous. Le regretté M. Mehri, militant de la première heure, avait adressé un message au Président Bouteflika à travers lequel, en sa qualité de vieil acteur du système, il en fit d'abord une critique objective et franche de ses causes et conséquences.

Il a formulé des suggestions sages dont on aurait pu débattre pour éviter encore à notre pays un autre cycle de violences et de temps perdu.

Les décideurs en général et le Président de la République en particulier doivent tirer les enseignements des erreurs passées, de la situation explosive actuelle. La presse a rapporté qu'il y'a eu plus de 9000 émeutes en 2010 et il y'en aura encore. Quelle lecture en faire ? Quelles réponses apporter aux 70 % des jeunes de moins de 30 ans en particulier et à tous en général ?

Ne versons ni dans la résignation ni dans la révolte. Restons lucides et déterminés pour le changement démocratique incontournable qui s'impose au plus tôt et au mieux.

Je joins ma modeste voix à celles du regretté Mr Mehri et de bien d'autres même en considérant que l'histoire des peuples n'est pas linéaire et ne se fait pas dans la dentelle. La révolution anglaise a décapité le roi Charles 1^{er} en 1649 et la révolution française de 1789 a décapité le couple royal comme la révolution roumaine a fusillé le couple Ceausescu.

Il y'a aussi des révolutions pacifiques, telles celles des œilllets au Portugal et la mutation démocratique de l'Espagne. Les révolutions tunisienne et égyptienne ont très vite chassé les tyrans corrompus Bénéli et Moubarak, lesquels se croyant indétrônables, oublièrent comme tant d'autres la part de l'imprévu telle l'étincelle salutaire qui mit le feu aux poudres par l'immolation de Bouazizi glorieux martyr de la démocratie et des printemps arabes aux conséquences déjà visibles et plus encore pour d'autres à venir d'où une révolution à lectures multiples, dimension universelle et favorable à tous les opprimés du monde y compris dans celui dominateur installé dans ses certitudes.

Ainsi les transitions pacifiques ou violentes sont essentielles et déterminantes sur le succès des mutations historiques imposées par le temps.

Le Président Bouteflika et les décideurs ont la responsabilité et le devoir de répondre en urgence aux demandes multiformes exprimées jusqu'ici pacifiquement par une majorité de citoyens déterminés.

Le quatrième mandat présidentiel doit arriver à son terme par l'empreinte rapide, réaliste et intelligente dont il est indispensable de marquer par une transition pacifique l'histoire de notre pays qui n'a que trop souffert jusqu'ici par l'absence d'une transition pacifique, efficace, réaliste.

En ma qualité de citoyen ayant la seule ambition d'éviter l'effusion du sang et les troubles dommageables, je suggère les actions suivantes et le plus tôt :

-L'amendement de la Constitution en limitant à nouveau le mandat présidentiel à 2 au terme de celui en cours par le Parlement actuel dont le précédent qui en a supprimé la limitation à 2.

-Rétablir les prérogatives du Chef du Gouvernement dans la Constitution amendée et toujours par l'actuel Parlement

-Apporter d'autres amendements susceptibles d'élargir et de fortifier le champ démocratique tel l'amendement du Code Electoral actuel très restrictif.

-Si le recours à ces amendements est suggéré, c'est pour un gain de temps en évitant encore une nouvelle élection référendaire.

Quant aux prochaines relatives au renouvellement des APC et APW, espérons qu'il en émergera des élus aptes à gérer les Collectivités concernées.

-Prévoir des élections libres et sans les fraudes considérées comme une insulte à l'intelligence des Algériens, génératrice d'un taux important d'abstention que nul n'ignore et d'un désintérêt général confortant les électeurs vu le nombre d'élus poursuivis (sans généraliser)

-Tenir compte des avis des partis de l'opposition, universitaires, journalistes, analystes, juristes

-Ecouter leurs suggestions, retenir les plus valables, débattre, nul n'ayant le monopole de la vérité absolue et celui du patriotisme.

-Ouvrir naturellement le champ médiatique

-Permettre des débats télévisés sans aucun tabou ni dépassements

-Tirer les enseignements des lignes politiques et économiques variables, hésitantes, coûteuses et généralement inefficaces suivies depuis l'indépendance à ce jour

-Evaluer les conséquences des choix économiques généralement désastreux, dont après ceux du socialisme dit scientifique tantôt une privatisation incertaine et brouillonne, suivie au retour de l'interventionnisme de l'Etat injectant des Milliards dans le secteur public comme auparavant sans que cela ne soit suivi de création d'emplois et de richesses.

-Faire une juste place aux PME-PMI par un débat sérieux pour des mesures créatrices d'emplois durables et de richesses pour le pays.

-Persévérer dans l'encouragement du secteur agricole et l'améliorer pour économiser nos devises et limiter notre dépendance alimentaire (la presse a rapporté qu'il y aurait 2 millions d'hectares en jachère)

-Refonder clairement toutes les catégories d'un enseignement sinistré du primaire au supérieur.

-Encourager davantage la recherche

-Persévérer dans le développement de l'enseignement technique.

-Reconsidérer les agréments dans le cadre de la loi pour la création de partis crédibles et sérieux et non de circonstance comme le prouve le refus d'agrément demandé par certains d'entre eux pendant plusieurs années pour subitement en accréditer toute une myriade sans base sociale, politique et programme crédible et sérieux au point de rechercher des candidats par voie de presse comme s'il s'agissait d'une offre d'emploi, ce qui est dénué de tout sérieux.

-Exiger des organes de l'Etat concernés d'assumer leurs missions de contrôle avec rigueur et sans concessions. Cour des Comptes- IGF- Inspections Générales des Ministères- Walis- etc.

-Gouverner le pays avec des lois soumises aux débats des parlementaires dépositaires avec le Président de la République de la légitimité et exceptionnellement par ordonnance

-Ecouter l'opposition et tous les contre pouvoirs indispensables à une démocratie réelle vivante, dynamique.

-Combattre d'une main de fer la bureaucratie corrompue qui expère les algériens.

-Agir sur le rapport homme/ espace/ densité au km2 d'où création de villes à dimension humaine et vivable dans un but de, peuplement, sécurité et défense de notre territoire et de nos 7 frontières (voire la situation critique dans le Sahel)

-Envisager des études par des spécialistes se référant aux expériences d'autres pays et tenant compte obligatoirement des réalités et spécificités algériennes et aussi après des débats sérieux et contradictoires organiser une régionalisation intelligente pour limiter voire même supprimer la paralysie bureaucratique et fortifier encore plus la démocratie pour une stimulation du développement.

Ainsi dresser un barrage infranchissable aux velléités régionalistes et séparatistes comme celle auprès de l'ONU formulée et médiatisée à partir de Paris par le MAK pour couper l'herbe sous les pieds de cette tendance qui veut faire le bonheur de certains de voir l'Algérie devenue le plus grand pays d'Afrique, jalouse, éclatée et divisée. La lutte pour l'Etat Nation dans son expression moderne a, débuté avec l'Emir Abdelkader, ressurgi avec El Mokrani-Bouamama et d'autres. Le Peuple algérien a payé un prix très lourd pour son avènement.

Il est de notre devoir absolu à tous de le consolider. En matière de politique étrangère, l'expérience acquise par le Président Bouteflika à la tête la diplomatie algérienne, active, efficace, fut un plus pour notre pays. Si dès le début de son premier mandat, il a eu la pertinence de visiter le Soudan et l'Iran pour

neutraliser leurs soutiens actifs au terrorisme intégriste, il est incompréhensible de constater que la voix de l'Algérie n'a plus la même portée même si l'Algérie active dans ce sens.

L'Union du Maghreb est en panne. Les échanges de ses membres furent de 1,5 % en 2010 par rapport à leur montant global.

La situation est totalement bloquée alors qu'il y'a l'unité géographique, un littoral marin méditerranéen et atlantique de plusieurs milliers de kilomètres allant de la Libye à la Mauritanie, une histoire, des langues, une culture communes.

Si l'Europe s'est construite c'est grâce à l'entente entre l'Allemagne et la France, ses deux locomotives.

L'UMA se réalisera que s'il y'a entente entre l'Algérie et le Maroc à propos de tous les problèmes. On ne peut être nationaliste, parler des frontières et du Sahara Occidental indéfiniment, ce qui revient à appuyer sur le frein tout en souhaitant l'Union, ce qui signifie appuyer sur l'accélérateur. Deux positions contradictoires qui calent le moteur de l'Union.

La solution se trouverait peut être dans le dépassement des positions figées de toutes parts dans une forme de transcendance par la mise en commun de tous nos atouts respectifs, la nécessité d'une solution juste, équitable, répondant aux revendications légitimes du peuple sahraoui naturellement intégré dans l'Union. Considérer le rapport homme espace c'est-à-dire densité au km2 de chaque pays et celle de l'espace maghrébin. Les 100 millions de maghrébins constitueront une entité, un ensemble, un marché, un partenaire non négligeable à l'heure des multiples regroupements en, Europe, Asie, Amérique du Sud, Amérique du Nord etc.

La Conférence de Tanger en 1958 en pleine lutte de libération à laquelle l'Algérie fut représentée par Mr Mehri avait déjà tracé la voie à suivre.

C'est un vœu cher à tous nos peuples et si la diplomatie des Etats a échoué, il faudrait lui substituer celle des peuples.

Le pouvoir du temps ne pourrait il pas faire évoluer ce vœu cher à nos cœurs ?

Ce même pouvoir a mis un terme à toutes les dictatures d'Amérique Latine et des pays de l'Est.

Les pays arabes colonisés, exploités, opprimés par l'impérialisme et certains de ses valets, aidés et soutenus pour se maintenir, se servir et le servir exigent au prix le plus fort de se libérer des tenailles endogènes et exogènes qui les enserrant et les étouffent.

L'Algérie s'est libérée par les armes et le sacrifice de son peuple et de ses martyrs.

Sa deuxième révolution a déjà eu lieu en octobre 1988 et dont hélas les acquis démocratiques n'ont pas porté tous leurs fruits.

Sous l'égide du Pouvoir, de l'opposition et de toutes les bonnes volontés citoyennes, de tous les dirigeants et, nous pouvons vivre une ère nouvelle démocratique, libre et prospère pour le bonheur de tous les algériens. Le système qui a survécu à octobre 1988 est usé, dépassé.

Toute modestie gardée, je suis l'auteur d'une vingtaine d'analyses diverses prémonitoires parues dans la presse. Je ne citerai qu'une infime partie du contenu de certaines d'entre elles.

Dans El Moudjahed du 27/10/1988, des 16 et 17/01/1989, j'ai exprimé ma crainte d'un multipartisme débridé générant partis intégriste, violent, ethnique, séparatiste voire le FIS et le MAK-

Dans le Quotidien d'Oran du 30/11/2010 à propos de la mobilisation patriotique de la jeunesse suite aux dépassements dus au match de football Algérie Egypte, j'écrivais :

«Nos dirigeants aussi doivent savoir prendre acte très sérieusement de la force puissante de cette jeunesse. Du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest et à partir de tous les continents, elle s'est exprimée avec force et détermination. Comprenez Messieurs,

le puissant message et faites s'il vous plaît la lecture qui s'impose car, il paraît opportun de dire que le peuple algérien a toujours été empêché de montrer ce qu'il a réellement au fond de ses entrailles.

Mais il sait aussi prendre ses responsabilités lorsque les circonstances l'exigent comme il vient de le démontrer si brillamment. Libérez les saines ambitions démocratiques, culturelles, économiques et sociales et toutes celles que, jeunes et vieux, nous nourrissons pour notre pays, notre peuple et notre bien aimée patrie.

Comprenez le message délivré, regardez, ouvrez bien les yeux, évaluez le juste sens de tout ce qui vient de se passer. En résumé c'est le sang neuf de l'Algérie qui vient de se manifester.

Expérience, sagesse et jeunesse sont une belle promesse pour l'avenir. Et dans un même élan face à toutes les lâchetés, nous avons montré notre patriotisme, l'amour fervent que nous portons à notre pays avec notre unité exemplaire et exprimé avec force et détermination nos valeurs et nos convictions.

Notre Etat Nation renaissant durant la lutte de libération qui n'a cessé de se fortifier depuis l'indépendance malgré les coups durs encaissés récemment, en sort plus que fortifié grâce à l'union sacrée du Peuple, de l'Etat et de ses dirigeants »

Au terme de cette modeste contribution, de ces propos j'en fais ma conclusion en y ajoutant que nombre de pouvoirs ont fait leur temps et que le pouvoir du temps a généré le printemps arabe et avec lui le printemps algérien porteur de la naissance de la IIème REPUBLIQUE ALGERIENNE .

*Avocat

Brésil : La coupe est déjà pleine

«Pas de football, mais de l'éducation !». A quelques jours du Mondial, des dizaines de milliers de Brésiliens descendent dans la rue. Presque tous les jours. Sans relâche et avec beaucoup de sacrifice au jour le jour. La facture démesurée de la Coupe du monde, qui s'élève à 15 milliards de dollars, est surtout un prétexte. Mais la coupe est déjà pleine.

Par Abdelkader Djebbar

Les Brésiliens dénoncent la hausse des prix, qui dépasse 6,5% dans un pays pour qui les années de croissance folle semblent terminées. Le Brésil est en outre le 17^e pays le plus inégalitaire du monde. Et dans la vie quotidienne, cela donne quoi ? Un peu partout dans les pays qui participeront à la phase finale du mondial 2014 au Brésil, on se demande si réellement la compétition aura lieu.

Rien de plus légitime quand on apprend, chaque jour qui passe, la grande qui secoue le pays du plus grand carnaval du monde. Celui de Rio qui bat tous les records et qui occupe toute la place, tout le temps et tout le reste. L'heure est à la fête. Et seulement à la fête, tout inclus. Le temps que la samba s'estompe. Que les cœurs se durcissent de nouveau après une semaine de folie. La folie brésilienne qui n'a pour nom que les nuits sans sommeil et les jours sans travail. Et rien n'est exagéré quand on parle du superlatif brésilien. Y compris le mécontentement du peuple qui dénonce la baisse du pouvoir d'achat, situation imputée à l'organisation du mondial 2014. Le principal agent de leur misère n'est autre que la FIFA.

LA SAMBA

Au Brésil, on ne compte plus les manifestations contre la chute et la dégradation du pouvoir d'achat. Contre la flambée des prix. La FIFA se montre de plus en plus inquiète. Le Mondial de foot aura-t-il lieu ? La question revient tel un leitmotiv dans tous les milieux sportifs. Et il y a de quoi ! A quelques semaines du début du Mondial, les installations et équipements ne sont tout simplement pas prêts à recevoir spectateurs et footballeurs. Mais le pays organisateur n'en démontre pas. Tout sera prêt pour la cérémonie d'ouverture et le mondial aura lieu contre vents et marées avec une cérémonie des plus grandioses, affirme-t-on. Et encore un autre superlatif pour démontrer que rien n'est laissé au hasard. Que tout est calculé. Que tout est sous contrôle. Et que tout se déroulera comme prévu. Elle aura bel et bien lieu, cette Coupe 2014, même s'il faudra augmenter le budget prévu, un budget qui crève tous les plafonds déjà.

La cérémonie d'ouverture sera grandiose. "Une compétition dans le pays où le football est partout et le ballon rond fédère toute une nation" dit-on en affirmant que "le Brésil sera uni derrière son équipe; nous vivrons au rythme des matchs, des défaites, des victoires. Le tableau est idyllique. Un peu trop, je trouve... Heureusement qu'il y a aussi la samba dans le cas où... Sait-on jamais !

Faire rêver la population brésilienne en organisant la Coupe du monde de football certes, mais à quel prix ? De 67 à 700 euros environ la place suivant les matchs... ce n'est vraiment pas donné surtout quand on dit que les brésiliens depuis quelques temps, tournent sept fois la langue dans leur bouche avant de dire "on va faire le marché". Au moindre toucher, le légume le plus courant brûle le bout des doigts et fait saigner les portefeuilles. Mais cela rappelle d'autres pays et pas forcément à cause du Mondial. Il y a



d'autres facteurs tantôt objectifs, tantôt subjectifs et donc spéculatifs.

Prohibitif pour la quasi-totalité des Brésiliens. Mais tant pis ! Qu'à cela ne tienne, eux, regarderont les matchs à la télévision... Le prix des billets d'entrée frise l'inimaginable. Mais la nation sera soudée le temps du Mondial qui tarde à commencer pour vite se terminer. Les artères de Brasilia, et les favelas de Rio de Janeiro seront, comme partout ailleurs au Brésil, noires de monde les jours de match. Et la chasse aux pigeons venus d'ailleurs sera une activité des plus fébriles. À un point tel que d'ores et déjà les consignes de sécurité sont de mise. On recommande, par exemple, de ne pas circuler avec beaucoup d'argent en poche. On déconseille fortement de ne pas se pavaner dans les rues avec des bijoux bien exposés. On insiste également sur les "invitations" qui tombent du ciel.

LA SÉCURITÉ

Dès l'arrivée à l'Aéroport international Presidente Juscelino Kubitschek, les orientations aux étrangers sont claires, nettes et précises dans différentes langues. Des orientations noyées dans des directives d'ordre général pour ne pas laisser planer un avant-goût de pays rongé par tous les maux possibles. Les brésiliens veillent au grain pour laisser également bonne impression. Que le Mondial n'est pas seulement une occasion de s'enrichir mais aussi de rapprocher les peuples de la planète.

Et le lendemain ? On oublie tout le reste ? Pas vraiment. Après la fête, c'est à une réalité moins joyeuse et peut-être un peu amère qu'il faut faire face. Soudée pour vibrer au rythme des matchs, la population l'est tout autant, pour manifester son mécontentement; un ras-le-bol que les brésiliens surnomme "révolte du vinaigre".

Partie de Sao Paulo pour protester contre l'augmentation des tarifs des transports publics, la contestation générale se propage peu à peu dans la plupart des grandes villes du pays et prend de l'ampleur. Réaction épidermique du président de la FIFA : "Les gens se servent de la vitrine du football et de la présence de la presse internationale pour faire certaines réclamations". Oui, les manifestations sportives peuvent être l'occasion de mouvements sociaux. Certes, cette Coupe du monde 2014 apparaît comme le révélateur de tous les maux dont souffre le pays. Et alors ? Horrifié par l'ampleur que peut prendre ce mouvement, le gouvernement essaye tant bien que mal de dissocier ce mécontentement de l'organisation de la coupe. Or, c'est un tout.

Pour nous rassurer, on nous affirme même que l'événement sera un atout majeur pour le développement économique. Toujours le même refrain, le disque semble être rayé. Sans

Enfin... dès "le troisième jour de la compétition, cela va se calmer" d'après

la FIFA. Ah oui ? Et comment ? Par la charge des forces de l'ordre sur les manifestants ? C'est à craindre... Attention tout de même, que cette révolte, ne tourne pas trop vite au vinaigre !

Hué par le public du stade de Brasilia, samedi, lors du match d'ouverture de la Coupe des confédérations, Sepp Blatter est aussi critiqué en raison de l'ingérence de la Fifa dans les affaires du Brésil. Elle impose ainsi au pays hôte un droit d'exception offrant aux sponsors l'exclusivité de l'occupation de l'espace public.

LE QUOTIDIEN

Se déplacer, ça coûte combien au Brésil ? "Ici, un employé touche un salaire minimum de 678 réaux (350 dollars environ) et on veut nous faire payer 3,20 réaux (1,50 dollar) pour un billet de transport", dit-on. Et la qualité de transports ne s'améliore pas... nous ne voyons pas d'introduction de nouvelles lignes, ni d'augmentation de la fréquence des métros ou des autobus. Les gens se demandent alors où part leur argent. C'est un peu le cas de toutes les villes brésiliennes", détaille Emerson Fernandes Marçal, le coordinateur du département des études macroéconomiques à l'Ecole d'économie de São Paulo.

Manger, ça coûte combien au Brésil ? D'après Numbeo, un site participatif qui recense les prix dans différents pays du monde, les prix des aliments au Brésil ne diffèrent pas beaucoup de ceux pratiqués en France. Le problème, c'est que le salaire minimum au Brésil est quatre fois moins élevé que le smic français.

Qu'est-ce qui a provoqué la colère ? La tomate. Alors que, début 2011, un kilo de tomates coûtait environ 1 euro, "fin 2012, le prix est grimpé jusqu'à 2,43 euros". Certains restaurateurs ont annoncé qu'ils retireraient la tomate de leur menu tant que les prix ne seraient pas revenus à un niveau normal". Qu'est-ce que cela révèle ? A l'image de la tomate, les prix d'autres denrées alimentaires se sont envolés. Celui des oignons a grimpé de 70% en un an, celui du riz de 20% et celui du poulet de 23%. "Depuis le début 2012, les prix ont explosé. Les responsables sont à chercher dans la météo (une sécheresse suivie de pluies trop abondantes) et dans la hausse du prix du pétrole, qui augmente le coût des importations", explique l'économiste brésilien.

Aller à l'école, ça coûte combien au Brésil ? Les écoles publiques sont gratuites, mais... "Si vous voulez une bonne école pour vos enfants, vous les enverrez dans une école privée. Et cela coûte cher." Une famille qui a deux enfants de moins de 10 ans paie plus de 700 euros par mois et par enfant". Plus de 80% des jeunes Brésiliens étudient dans les écoles publiques, faute de moyens, mais sont confrontés à la pénurie de matériel et d'enseignants, ainsi qu'à la violence. Certaines familles étouffent. Un point c'est tout...

LA CHRONIQUE DU BLEDAIR

Paris : Akram Belkaïd



La règle de trois et la quête de sens

L'intervenant se tient au pied d'un amphithéâtre afin de fournir quelques vagues explications sur la marche de l'économie mondiale. L'auditoire est composé d'une cinquantaine de jeunes étudiants en école de commerce. Des "bac + 5" ambitionnant d'obtenir un master of business administration, autrement dit un Mba (prononcez aim'bié), et de devenir ainsi les missionnaires zélés de la globalisation, de la dérégulation et de la miltionfriedmanisation. Le thème du jour étant le marché des hydrocarbures, voici quel est le problème posé d'entrée de jeu : sachant qu'une canette de 33 centilitres d'un célèbre soda vaut 0,3 dollar, calculez le prix d'une canette de pétrole brut en prenant 95 dollars comme valeur du baril puis comparez. Vous avez dix minutes.

La surprise passée, c'est un mélange de frénésie et d'abattement qui se répand dans l'amphi. La ruche, engourdie quelques secondes auparavant, s'effondre. Des trousseaux s'ouvrent, des stylos tombent. Certains visages virent au blanc ou au gris. A l'inverse, d'autres sont déjà penchés sur leurs calculs et l'on devine aisément qu'ils adorent ça. Ça s'affaire, ça écrit, ça pianote sur son clavier. Mais ça peut aussi hausser les épaules, grommeler et afficher de manière ostentatoire son désintérêt pour un pourtant bien modeste exercice destiné à faire comprendre à quel point le précieux or noir est bon marché. Du moins en comparaison d'un soda ou, c'est une variante, d'une encre pour imprimerie.

Maintenant, l'intervenant décide de semer la panique en passant dans les rangs histoire aussi de vérifier que les utilisateurs d'ordinateur ne sont pas en train de scruter son profil facebook ou, pour les plus malins d'entre eux, d'essayer de trouver la solution sur le net. Sur une feuille à grands carreaux, une jeune fille a tracé un tableau à quatre cases mais elle semble hésiter sur la manière dont elle doit le remplir. Il lui demande ce qu'elle fait. Un tableau de proportionnalité, répond-elle. Continuez, lui dit-il un peu étonné. Quelques tables plus loin, même diagramme, même dilemme et donc même question. C'est un produit en croix, soupire le jeune homme pas très content d'être dérangé.

A l'autre bout de la rangée, une voix impatientte exige de savoir à combien de centilitres équivaut un baril (ah, les conversions...). Cherchez sur internet et profitez-en pour trouver d'où vient l'usage de cette unité bien particulière, est la réponse. Vous aussi vous faites un produit en croix, interroge encore l'explorateur du monde post-adolescent. Bien sûr ! s'exclame l'intéressée un peu stupéfaite. Du coup, dans l'amphi, ça s'agit de plus belle, le trouble de l'intervenant n'étant pas passé inaperçu. Pourquoi n'utilisez-vous pas la règle de trois, finit-il par demander à l'assistance. Silence et moues dubitatives. Qui sait ce qu'est une règle de trois ? s'agace-t-il déjà. Très peu de doigts se lèvent. Il pense à une farce ou à de la mauvaise volonté. Mais c'est une erreur.

Le soir même, devant son ordinateur, l'enseignant occasionnel redevenu journaliste mène l'enquête. Le résultat n'est pas inintéressant. Il apprend ainsi que la règle de trois n'est plus enseignée en France depuis le début des années 1970. L'agitation de mai 1968 et l'irruption des mathématiques modernes sont passées par là. Dans un texte intitulé "la règle de trois n'aura pas lieu" - un film destiné aux futurs enseignants en a même

été tiré - un influent pédagogue a eu la peau d'un outil assimilé à l'enseignement réactionnaire du Second Empire ou celui, désuet, de la Troisième République. Une prohibition radicale au nom du "sens et du savoir intelligible en construction". Au nom aussi de l'apprentissage intelligent et de l'autonomie nécessaire qu'il faut inculquer à l'élève. En clair, pas question que ce dernier apprenne à manier des outils sans comprendre leur essence, ce qui explique pourquoi, aujourd'hui encore, les gamins du primaire sont censés faire des soustractions sans utiliser la méthode de la retenue cela avant de tout désapprendre en arrivant au CM1....

La quête du sens donc. Une belle réussite... Des aim'bié perdus avec leur produit des extrêmes égal à celui des moyens. Des écoles d'infirmières ou de préparateurs en pharmacie qui tirent régulièrement la sonnette d'alarme en raison d'élèves ne maîtrisant pas de simples calculs de proportionnalité. Et quel meilleur symbole de cette déroute que ces deux ministres de l'éducation (Xavier Darcos en 2008 et Luc Chatel en 2011) incapables de faire une simple règle de trois en direct à la télévision... Ainsi, de réformes pédagogiques en expérimentations hasardeuses, la France a réussi un bien étrange exploit : la patrie de Descartes et de Condorcet, pour ne citer qu'eux, ne cesse de reculer dans les classements internationaux en termes de niveau scolaire en mathématiques.

Officiellement, la règle de trois a été réhabilitée en 2008 mais l'étrange prévention idéologique qui la concerne n'a pas disparu. Du coup, les enseignants continuent d'utiliser des tableaux en croix, reléguant le recours aux fameuses deux lignes fléchées à une curiosité historique que mentionnent parfois les manuels. D'où vient cette situation ? Outre de sombres querelles dogmatiques entre "modernistes", "réformateurs" et "didacticiens", il y a ce refus d'accepter que la maîtrise des maths passe d'abord (mieux ?) par l'automatisation et la répétition. Souvent, d'ailleurs, la compréhension du sens vient ensuite, une fois que l'outil a été bien apprivoisé. La règle de trois est peut-être une recette du passé mais elle relève d'une démarche cartésienne, d'un premier pas vers le recours à l'abstraction notamment pour ce qui est du choix et de l'usage d'une ou plusieurs inconnues. Avec elle, on apprend à raisonner, à démontrer et, avant cela, à "poser ses équations".

Mais revenons maintenant à l'amphi théâtre. C'est un moment de gloire pour l'intervenant qui, à l'aide d'un marqueur bleu glissant sur un tableau blanc, prend son temps pour expliquer ce qu'est la fameuse règle. Un kilogramme de nèfles coûte six euros, une livre en coûtera x mais, attention, je dois faire attention aux unités.... Porté par l'allégresse générale, il en profite même pour rappeler ce qu'est la preuve par neuf apprise justement à l'âge de neuf ans et dont il n'a saisi le sens qu'en classe de terminale. Et pour terminer, il promet sous les vivats, que le prochain cours sera consacré au maniement de la règle à calcul et de l'extraction manuelle de racines carrées.

Voilà, cette chronique est terminée et, concernant l'exercice proposé en début de texte, le lecteur est vivement encouragé à envoyer sa réponse au siège du Quotidien d'Oran. Seules les solutions contenant une vraie règle de trois seront retenues (pas de produit en croix ni de réduction à l'unité) et un tirage au sort récompensera le vainqueur avec un manuel d'arithmétique datant du dix-neuvième siècle.

De la cour des grands au coin du préau !

Notre enfermement sur nous mêmes, dans une bulle taillée à notre mesure d'énergétivores et de prédateurs de ressources rares, peu soucieux du devenir des générations futures, fait de nous des gens suicidaires, victimes de notre inconscience collective.

Par Abdelkader Khelil*

Il est vrai que nous disposons d'un bien-être social relatif, au point d'être enviés par bien des pays, mais cela n'est en rien la moisson d'un effort collectif, fait de labeur et de suinte ment de sueur !

C'est tout simplement le fruit d'une partie des dividendes, distribuée par « l'État-Sonatrach » à un peuple de plus en plus assisté, sans contrepartie productive ! Si malgré cela, notre société reste « déboussolée », c'est que chacun de nous a sans doute sa part de responsabilité dans cette léthargie d'un corps social « comateux », qui peine à se départir de certains réflexes qui le confinent par habitude, par démission ou par paresse, dans une forme d'attentisme, synonyme d'impuissance, quant à la prospection de la voie de sortie du borborygme dans lequel nous nous sommes enlisés, faut-il le craindre, cette fois-ci durablement !

SOCIÉTÉ GÂTÉE PAR L'ÉTAT PROVIDENCE !

Si nous sommes dans cette situation peu enviable d'une société sans horizon ni perspective, c'est qu'encore une fois, nous faisons l'impasse sur cette interrogation capitale qui consiste à savoir en quoi nous avons failli, en tant que collectivité nationale et en tant qu'individus pris séparément. Jamais évaluation en termes de plus (+) et de moins (-) n'a été faite chez nous, pour jauger la dynamique interne de notre société et solder nos comptes, selon le principe de comptabilité, cette pratique usitée par tous les pays marqués du sceau de la réussite. Oui ! La navigation à vue n'a que trop duré ! Nous avons grandement besoin d'éclaircie !

A défaut de cela, on se contente de nourrir à l'excès ce peuple qu'on dit fainéant, mais dont on veut gagner les faveurs, dans une logique du donnant-donnant, sans pour autant, qu'elle soit celle du gagnant-gagnant ! Pour tout le reste, c'est à dire, son éducation, sa formation, sa culture et ses activités productives, nous sommes dans la sphère de « l'apeuprisme », de cette action minimale qui entretient l'illusion de faire comme les autres, tout en étant satisfait de rester dans cette plage d'évaluation, rouge-orange, du mauvais au médiocre en tout ! C'est « khair men oualou », sommes-nous habitués d'entendre, comme par fatalisme ! De par les pratiques populistes, nous avons réussi ce tour de force, d'être dans le peloton de queue dans bien des domaines, alors que disposant d'atouts non négligeables.

Oui ! Encore une fois, l'un dans l'autre, c'est « khair men oualou » chez ceux qui ne savent pas compter, anticiper et se projeter sur l'avenir ! Il n'y a qu'à voir le bradage du Bac et de bien d'autres diplômes distribués, et sans valeur, pour comprendre au plus près, l'ampleur de notre hara-kiri ! N'est-ce pas qu'il est bien regrettable, qu'au regard du fonctionnement de notre société, nous soyons dans cette difficulté à opposer un argumentaire crédible, à tous ceux qui disent, qu'il n'y a point d'intérêt à faire des études dans l'état actuel des choses !

Cela tient au fait, que nous sommes dans une société tirée par le bas et nivelée par la débrouille trabendiste, qui glorifie l'informel et déprécie le savoir et la connaissance. Dans cette jungle animée par l'import-import des pétards, des chiffons, de la vaisselle, de l'électroménager et des pièces détachées bas de gamme d'origines asiatique et turque, comment peut-on construire dans cette atmosphère malsaine, un avenir pour notre progéniture, prise en étau entre la voie du gain facile et celle du travail court-circuité par les pratiques de l'Etat-providence (cf. ANSEJ et autres centres distributeurs de deniers publics) !

En effet, dans le « paradis du social » qu'est devenu notre pays, en travaillant moins de

trente (30) minutes par jour, tout au moins dans la fonction publique, nous arrivons pourtant à manger copieusement jusqu'au gaspillage des denrées alimentaires, et à nous soigner pour l'essentiel, même si la qualité de l'accueil et des soins ne sont pas encore correctement ressentis par nos concitoyens.

Nous nous permettons même quelques extras, à travers l'acquisition de véhicules personnels qui pour la seule année 2013, a atteint près de 520.000 unités, à défaut d'un développement optimal et efficient du transport public intermodal, chose par laquelle ont commencé tous les pays qui ont fait de la productivité de leurs économies, leur crédo et dans bien des cas, chez les asiatiques par exemple, leur point d'honneur, dans le propre style de ces guerriers samourais.

Nous par contre, trop longtemps abreuvés par des discours pompeux et vaniteux, structurés autour de toute une panoplie de qualificatifs élogieux, disant de nous entre autres choses, que nous sommes ce peuple vaillant, prédestiné à jouer un rôle majeur sans pourtant arriver à faire l'exercice d'une validation au présent, et à se projeter sur un lendemain fait de pédagogie autour du travail, cette seule source pérenne de richesses.

DES ESPOIRS DÉCHUS À L'INCERTITUDE DU LENDEMAIN !

Est-ce à dire, que l'avenir n'appartient qu'aux autres, et qu'il faille se contenter de quelques bienfaits d'un demi-siècle d'indépendance ! Il est vrai, qu'à défaut d'un projet de société totalement inscrit dans un destin national commun, c'est l'attitude égoïste d'essence solitaire qui prend le dessus, dans une sorte de fuite en avant animée par une course effrénée autour de : qui prend le plus au « beylik ». Tout se passe donc, comme si nous étions dans une atmosphère de banqueroute, qui éclipse la morale et extériorise l'instinct de survie, face à la chose désirée ! C'est là, une dimension animale de la meute !

Cette situation délétère ne profite en fin de compte, qu'aux fûtes et aux opportunistes qui gravitent à la périphérie des sphères décisionnelles, tels des bourdons audibles par l'agitation de leurs ailes, mais sans effets sur l'émancipation et le développement de notre société ! Quand aux autres, envahis par l'angoisse et l'incertitude du lendemain, ils ne leur restent que les souvenirs d'un passé glorieux et laborieux en guise de bouffées d'oxygène pour les plus âgés, et la chimère d'un voyage périlleux et mortel vers un éden outre-mer, pour les plus jeunes ! En tout état de cause, force est de constater, que notre société reste sans lisibilité et tout semble dire que le compteur de sa dynamique interne s'est bloqué sur cet unique souvenir consensuel des années 70, qui augurait bien des espoirs avant que la trajectoire ne notre développement ne fût brisée et infléchi vers le recul, la stagnation et le « pilotage à vue » !

Encore faut-il préciser que cette satisfaction relative à connotation nostalgique, n'appartient qu'aux générations de l'indépendance. Toutes celles qui ont suivi, sont pratiquement sans mémoire de faits saillants et fondateurs

qui font l'identité d'une nation à laquelle s'apparente avec fierté, tout authentique citoyen ! Ils n'ont pour seuls souvenirs marquants, faut-il le déplorer, que ceux qui se rattachent au basculement de notre société dans l'intégrisme, aux effets collatéraux de la décennie noire, et aux scandales économiques et financiers d'une ampleur jamais égalée, c'est à dire, tous ces ingrédients qui sèment le doute dans leurs esprits et les plongent bien souvent, dans une série de questionnements qui génèrent isolement, enfermement et repli sur soi. La société de la sorte éclatée, devient une aggrégation de familles et de groupes hétérogènes, sans ce lien qui fait sa cohésion et sa force ! Alors ! Comment ne pas dire, qu'il y a danger dans la maison Algérie ?

Oui ! À trop vouloir regarder les télévisions, par besoin de se comparer, ou de se distraire par défaut, ce qu'autorise de nos jours le zapping, l'on ressent une frustration certaine pour n'avoir pas atteint comme prévu, les niveaux de développement de pays comme l'Espagne ou la Turquie ! Cela nous désole et nous attriste lorsqu'on prend conscience de tout le chemin qui nous sépare de cette rive du progrès accompli par ceux qui savent conjuguer les intérêts de leurs pays, au présent et au futur, sans pour autant se départir de leurs identités multiples, qu'ils affichent comme une norme ISO de fabrique !

Et pourtant ! Bien que gâté par la géographie et par son sous-sol, notre pays se porte mal dans l'étroitesse du costume qui lui a été taillé par coups de ciseaux successifs, alors que censé porter du XXL, cette taille qui lui sied le mieux, ce signe distinctif de pays dits développés ou émergents, et dont certains sont pourtant moins nantis que lui !

S'il fallait chercher des causes à cette sous-estimation dimensionnelle d'un « pays-continent » qui a tout pour jouer dans la cour des grands, et non dans un petit coin de préau tel un enfant timide, de toute évidence, la première qui vient à l'esprit, est cette panne de gouvernance qui a négligé le rôle d'acteur du citoyen et sa position centrale au cœur de toute action de développement.

C'est aussi, cet excès de centralisme qui inhibe les initiatives locale et régionale et place les citoyens dans une situation d'égalité, dans l'immobilisme et l'attentisme ! Tout doit passer par Alger et toute notre énergie est dissipée dans les embouteillages ! Alors ! Comment peut-on demander à nos concitoyens de la sorte épuisés avant d'arrivée au boulot, d'être productifs ! Ils font donc semblant de travailler, et l'Etat fait semblant de les payer ! C'est là sans aucun doute, un système atypique, unique au monde et un cas d'école à citer comme exemple à ne pas suivre par tout pays qui veut réussir !

LA QUESTION ÉNERGÉTIQUE ET LES ENJEUX FUTURS !

Il n'est point besoin d'être grand clerc pour prédire ce qui peut nous arriver, si on persiste à vivre en rentiers, tributaires pour notre nourriture des efforts des paysans canadiens et des européens ! Nous risquons tout simplement de devenir ce pays dépourvu de moyens,

quand notre sous-sol exploité par les multinationales sera asséché ! Le gaz de schiste nous dit-on est là pour prendre le relais ! Il semble aussi, selon ces mêmes voix autorisées, que nous avons encore du temps devant nous et bien d'autres alternatives, pour nous permettre de continuer à nous endormir sur nos lauriers, sous l'œil vigilant de l'Etat providence !

Si l'on considère sérieusement les intérêts des générations futures, ce n'est là malheureusement qu'un leurre et il faudra bien qu'on songe à travailler si l'on veut éviter la famine qui étale sa misère dans nos villes convoitées par ces migrants subsahariens, de plus en plus nombreux. A trop croire à notre bonne étoile, à négliger le labeur et à écouter le chant des sirènes, nous risquons d'être un jour dans la même situation que nos voisins du Sud, d'autant plus qu'il faut s'attendre à des effets plus marqués du réchauffement climatique. Dans un avenir proche, ceux qui nous aurons promis la prospérité ne seront plus là, et les générations futures n'auront que leurs yeux pour pleurer l'étrétesse de vue et la gabegie de leurs aînés, qu'ils finiront par maudire ! N'est-ce pas là, un triste héritage qu'aura à consigner la mémoire collective ?

Oui ! L'histoire retiendra qu'au moment d'une aisance financière jamais égalée, nous n'avons pas su saisir notre chance de pays éligible à la prospérité et à l'émergence, de par la faute de ces ondes négatives qui empêchent notre pays d'avancer, parce que trop soucieux de leurs intérêts et de leur devenir, cette préoccupation qu'ils n'ont pas su rendre compatible avec les intérêts de leur pays.

Nous sommes donc dans une logique de partage de la rente et du « qui prend quoi » ! Le « qui fait quoi pour l'Algérie », dans la conformité d'une vision stratégique convenablement cogitée et en adéquation avec les intérêts des générations futures, n'est pas la préoccupation de l'heure ! Elle n'est que celle d'une élite non polluée par le fric, assimilée à la famille des technocrates, ce corps de « pompiers » auquel on ne fait appel, que lorsqu'il y a le feu ! Pour tout le reste du temps, ils sont taxés de rêveurs, de philosophes, voire d'oiseaux de mauvaise augure et de troubles fête ! C'est vrai qu'il est plus facile d'acheter la paix sociale, que de faire le pari de la mobilisation autour d'un minimum commun, dans une atmosphère marquée par l'esprit de la bonne gouvernance !

Cela renvoie à l'ouverture du cercle restreint, aux compétences locales et celles qui ont suffisamment butiné à l'étranger pour pouvoir aujourd'hui remettre sur rail, « le train Algérie », sur la voie du savoir et de la connaissance ! La logique est donc cette fois-ci, celle de la compétition où il n'y a que les meilleurs qui pourront rester sur le champ de l'action ! Saurions-nous un jour accepter cette nouvelle règle, qui met sous les feux de la rampe, les hommes et les femmes les mieux habilités à nourrir le rêve d'une nation ancrée dans son siècle ?

* Professeur



DAEWOO expose au 7^{ème} Salon du Véhicule Utilitaire et Véhicule Industriel de l'Ouest

Du 20 au 24 Mai au Centre des Conventions, ORAN



MADE IN SOUTH KOREA

Tracteur 6x4

Tracteur 4x2

Benne 12m³ - 16m³

ELSECOM
VEHICULES INDUSTRIELS

Siège Social : Z. I. Lot N° 135 Chemin Wilaya N° 118 - BP N°169 Oued Smar - ALGER | Tél. : 021 511 120 / 021 828 676 / 0770 889 000 / 0770 117 219 / 0770 525 728 / 0770 586 127 - Succursale d'Oran : 0770 586 183 / 0770 117 198 - Succursale Ouargla : 029 713 274 / 0770 117 244 - BLIDA | ETS HARMA RIADH : 0770 534 442 / 0550 495 777 - TIZI-OUZOU AZAZGA | SARL TAMGOUT TRADING : 0770 532 905 / 0555 039 127 - BEJAIA AKBOU | SARL L&M SERVICES AUTO : 0770 532 218 / 0770 532 994 - MILA CHELGHOUH LAID | SNC RABIE TECH MOTORS ET ASSOCIES : 0770 532 623 / 0770 532 618 - SÉTIF | SARL MADJDOUB : 0770 534 370 / 0770 534 479 - MOSTAGANEM | SARL VMLI : 0770 534 359 / 0770 534 369 - ADRAR | SARL CAR TAM : 0770 337 815 / 0770 337 818 - JIJEL | ETS HAMADOU BOUALEM : 0770 694 438 - ANNABA | EURL EURO ASIAN CAR : 0770 532 912 - BOUFARIK | CHABANE MOTORS : 0770 532 165 / 0770 532 150 - TLEMCEM | SARL BENYAROU : 0770 326 157 - BISKRA | EURL MERBATI MOTORS : 0560 056 364 - 0770 58 60 44.

DAEWOO TRUCKS
www.daewoo-elsecom.com



Dans le cadre du développement du réseau commercial de sa nouvelle marque automobile **Haima**, La **SARL AKBOU AUTO**, cherche des agents distributeurs sur le territoire national.

Conditions exigées :

- Etre en conformité avec Le décret exécutif N°07-390 du 12 décembre 2007
- Justifier de moyens financiers
- Une expérience dans le domaine automobile

Pour toute personne intéressée, veuillez transmettre le dossier à :

SARL AKBOU AUTO: Lotissement ABDOUNI Boualem, lot N° 24, 3eme étage, Dar El Baida, Alger
Tel./Fax : 021 50 76 28
Email : dev.reseau@akbouauto.com



CHIRURGIENS-DENTISTES

Journée de Formation Continue

de la S.O.R. des chirurgiens-dentistes

de la région d'ORAN à l'EHU 1^{er} Novembre

le 24 Mai 2014 (9 H - 16 H).

Tous nos confrères sont cordialement invités.

Le MERIDIEN
ORAN HOTEL & CONVENTION CENTRE

RECRUTE

- * Femmes de Chambre
- * Agents de Nettoyage
- * Serveurs (es)

Profil :

- Bonne présentation, disponibilité et flexibilité.
- Expérience dans le domaine souhaitable.
- Apte à travailler de jour comme de nuit.
- Connaissance de la langue arabe et française.

Envoyez votre CV, **en précisant le poste dans l'objet de l'email / fax à :**
recrutement.oran@lemeridien.com / Fax 041 984 024

Ou postulez directement sur notre site Internet :
www.lemeridien.jobs

Cet Occident qui prostitue ses valeurs

Sociologue de réputation mondiale et député socialiste, Jean Ziegler a été rapporteur spécial auprès de l'ONU sur la question du droit à l'alimentation dans le monde. Il est l'auteur de nombreux ouvrages dans lesquels il examine longuement cette question, notamment « Destruction massive, géopolitique de la faim » (Editions du Seuil). Nous l'avons interrogé sur les thèses qu'il soutient dans un livre qui fit quelque bruit « La haine de l'Occident » (Éditions Albin Michel).

Propos recueillis par
Omar Merzoug

O. M.: Dans votre dernier ouvrage *La haine de l'Occident*, vous entendez remonter aux racines de cette haine et en même temps la dépasser, mais quelles sont ces causes et comment vous entendez surmonter cette haine ?

Jean Ziegler : Tout d'abord il y a deux sortes de haine qu'il faut nettement distinguer. Une même souffrance a produit deux types de haine. La première, pathologique, est celle d'Al-Qaïda et elle est à combattre totalement. Il serait toutefois absurde de mettre tous les musulmans dans le même sac que les terroristes. Les musulmans se réclament du Coran qui est un livre d'amour, qui professe le contraire des agissements des salafistes en Algérie par exemple. Mais il y a une autre haine qui consiste en une force de riposte sociale, qui représente une force de renouveau, une force historique extraordinairement importante et qui a deux sources complètement différentes. D'abord une résurgence mémorielle. La mémoire collective est semblable à un individu qui reçoit une blessure profonde ou humiliante, il ne peut pas en parler, ni la conceptualiser, alors il l'enfouit. Ensuite la génération suivante sait qu'il y a un secret de famille, mais comme le père ne parle pas, ils sont maintenus dans l'ignorance et c'est seulement la troisième ou la quatrième génération qui finalement peut transformer en conscience l'horrible trauma. Pour la Shoah, il a fallu attendre deux générations pour qu'elle s'installe pour les peuples du Sud, les deux événements qui font cette résurgence mémorielle, ce sont l'esclavage et le colonialisme. 350 ans d'esclavage avec tout ce que cela suppose de crimes, de génocides, de destruction des populations. Le dernier pays à avoir aboli l'esclavage a été le Brésil en 1888 ; cela fait cent trente ans. Ce fut la même chose avec le colonialisme ; l'Algérie s'est libérée il y a une quarante-six ans ouvrant la voie à l'accès à la souveraineté de l'Afrique noire, l'Inde a acquis la sienne en 1947. Plus qu'un long discours, voilà une anecdote révélatrice : Quand Nicolas Sarkozy débarque à Alger pour négocier avec les autorités algériennes des accords d'Etat, Abdelaziz Bouteflika lui réclame des excuses officielles pour les massacres de mai 1945. Sarkozy répond textuellement : « je ne suis pas venu pour la nostalgie ». Le président algérien lui réplique : « la mémoire passe avant les affaires ». Il n'y a pas eu de négociations. L'Occident répond à la mémoire blessée des peuples anciennement colonisés par l'arrogance. Deuxième raison qui motive cette haine de l'Occident qui est infiniment positive, c'est le double langage permanent de l'Occident. A titre d'exemple, je citerai le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies, chargé de veiller à l'application de la Charte et de la Déclaration. Le 12 janvier 2009 a lieu une session extraordinaire à propos de Gaza. Les représentants des Etats occidentaux refusent de condamner Israël, de condamner le carnage qui a lieu alors que ce qui s'y passe en termes de violations des droits de l'homme, de massacre, mépris de l'autre etc. est effrayant, au-delà de tout langage. Et en même temps, l'Occident se permet de donner des leçons au monde entier en termes de démocratie, cette duplicité n'est pas acceptable. Enfin, l'Occident a instauré un ordre qui cannibalise le monde. J'ai beaucoup discuté avec Hugo Chavez, Evo Morales et aussi avec Bouteflika. Pour eux, l'ordre cannibale du capital financier, du capitalisme globalisé qui cause la mort d'un enfant toutes les cinq

secondes, 100 000 personnes meurent de faim ou de ses séquelles tous les jours, 923 millions de personnes sont gravement et en permanence sous-alimentées, ce capitalisme globalisé est le dernier avatar d'un processus qui a commencé par la conquête de l'Amérique, le génocide des Indiens, le commerce triangulaire pendant 350 ans, le colonialisme pendant 150 ans. Edgar Morin, qui n'est pas un trotskyste furieux, déclare : « la domination de l'Occident est la pire de l'histoire humaine dans sa durée et son extension planétaire » (in *Vers l'abîme* ? L'Herne, 2007, p.117) Les Blancs ne constituent que 13% de la population mondiale et depuis 500 ans ils exercent une domination qui ne désarme pas sur la planète. Et cette domination atteint à l'heure actuelle son terme.

O. M.: L'un des enjeux de votre livre est de « contraindre l'Occident à respecter ses propres valeurs ». Mais pourquoi l'Occident trahit-il ses valeurs et subsidiairement, comment peut-on le contraindre à les respecter ?

J.Z. Je constate qu'en matière de droits de l'homme, qui sont quand même la charpente de toute une société civilisée, la déclaration des droits de 1948 et la Charte des Nations Unies, l'Occident avec une arrogance toute coloniale, c'est cela qui est fondamental à mon avis (Régis Debray dit : « ils ont enlevé le casque. En dessous leur tête reste coloniale »). Pourquoi, dans les massacres de Gaza, les Occidentaux se taisent ou appuient Israël, lui fournissant des armes par exemple, parce que ce sont des Arabes qui meurent et que les Israéliens sont des Blancs. Avec leur arrogance pareille à celle qu'ils manifestaient quand ils étaient les seigneurs des colonies, les Occidentaux considèrent que leur parole est universelle, puisque les peuples colonisés étaient privés de parole. Cette attitude, qui se maintient au-delà du changement du rapport de forces, est bien entendu profondément coloniale. Je le constate aux Nations Unies. L'ambassadeur de France évoque la France, « berceau des Droits de l'homme », l'humanité devant se confondre avec l'Occident, les valeurs de l'Occident sont universelles et doivent donc être imposées aux autres. Tout ceci n'est qu'un tissu de mensonges. Ce sont en réalité les sociétés transcontinentales européennes qui tiennent le monde. En 2008, les 500 plus grandes sociétés privées ont fait main basse sur 51% du Produit mondial brut. Il y a une dictature effrayante qu'exerce l'Occident à travers ces sociétés qui s'étend au monde.

O. M.: Dans sa préface aux *Damnés de la terre* de Fanon, Sartre écrivait : « l'élite européenne a formé un indigénat d'élite ». Est-ce que cette domination de l'Occident est possible sans une complicité des élites locales ?

J.Z. : Vous posez la question de la corruption. Prenons l'exemple du Nigeria qui est totalement affolant. La corruption est un des grands moyens, une des armes de destruction massive de l'esprit de résistance dont l'Occident fait usage. La formule de Sartre, qui date de 1960, est d'une terrible actualité. L'un des instruments, en plus de l'humiliation et de l'usage des bombardiers F-16 sur Gaza, c'est la corruption. Je sais de quoi je parle, mon pays, la Suisse, en vit.

O.M. : Que répondez-vous à ceux qui proclament ici ou là qui s'offusquent qu'on puisse exiger de l'Occident une reconnaissance des crimes commis, voire une repentance ?

J.Z. : Il s'agit des « intellectuels organiques » du pouvoir, ou plutôt du capital qui tiennent le haut du pavé, à Paris. Ce qu'ils disent est sans fondement, mais leurs « thèses » sont à combattre.

Publicité

**LA FAMILLE S'AGRANDIT !
MAINTENANT LOYA
EXISTE EN 2 KG**

CONTACT: +213 (25) 49 07 25 À 33

Bien triste, tout ça !



Par Bouchan Hadj Chikh

La première constitution de la République Algérienne, adoptée par l'Assemblée nationale le 28 Aout 1963, fut approuvée le 8 septembre par référendum et promulguée le 10 du même mois. Le peuple souverain, aurait-on cru, allait disposer d'un texte fondamentale pour les décennies qui allaient suivre. Ce ne fut pas l'avis des auteurs du 19 juin 1965 qui la suspendirent. Ce même pouvoir nous fit voter une nouvelle mouture en 1976. Qui fut abrogée en 1989, texte qui subit le même sort en 1992, mais qui ne nous réussit d'ailleurs pas davantage puisqu'il fut jugé caduque à son tour, donnant naissance à une nouvelle version en 1996. Puis à des retouches. Franchement, je m'y perds. Sept moutures en 51 ans. Otez 14 ans, période 1965 à 1979. Reste 37 ans. Donc 444 mois. Première conclusion, la durée de vie d'une constitution est, en moyenne, d'un peu plus de 63 mois. Soit 5 ans et des poussières. Nos constitutionnalistes ont eu du pain sur la planche pour produire, et ensuite renier, des textes «au-dessus des textes». Au-dessus de tous. Tellement au-dessus qu'on arrive à les fouler aisément du pied.

Pourquoi tiendrait-on tellement à la forme, à la votation d'un texte fondamentale qui proclame qu'il «est au-dessus de tous» si tous ceux qui sont en-dessous le minent régulièrement ? Son absence, dans l'arsenal législatif, entre Juin 1965 et 1976 ne nous a pas donné de crises d'urticaire. Paradoxalement, c'est durant cette période 1965 - 1979, sans constitution, que les choses allaient du mieux qu'elles pouvant sans que l'armée n'ait eu à affronter les jeunes en 1988, ou les hommes armés durant ce qu'il est convenu d'appeler la «décennie noire». Une constitution ? Pour quoi donc faire ? Et pour qui ? Pour paraître «démocratique et populaire» aux yeux de la communauté internationale ? Pour faire comme tout le monde ? Je ne militerai certainement contre l'existence d'un tel repère, pour ne pas écrire repaire, dans l'arsenal juridique du pays. Mais qu'on cesse de le triturer, d'y ajouter tout et n'importe quoi, d'en retirer les articles qui ne sont plus à la mode, après l'avoir violé au quotidien. D'y revenir même, comme c'est le cas des discussions en cours, pour proposer les deux mandats exclusifs. Et si on se contentait, d'abord, d'appliquer le texte existant. Et qui nous assure que la révision suggérée ajoutera à notre bonheur ?

Un peu de respect pour ce document ne nous ferait pas de mal. Ce texte sur lequel jurent, solennellement, la main sur le cœur, les élus en prenant à témoin Allah.

Comment, dans ces conditions, espérer une adhésion des partis politiques responsables, de l'électorat, aux nouvelles propositions, dispositions ou amendements qui leur seront proposés quand ils n'auront pas vu l'ombre de l'application du contenu des successives lois fondamentales dont la plus importante est l'élection libre de la représentation nationale ?

Si cette assemblée était réellement représentative, il n'y aurait pas eu lieu d'inviter les partis à se prononcer sur le projet. Il

aurait suffi d'en débattre en commission, auditionner des experts, des constitutionnalistes, puis en session plénière où tous les courants politiques, toutes tendances représentées, ajouter peut-être la touche finale avant sa soumission à l'examen et à la sanction populaire. Ca aurait été trop propre, sans doute. Impossible même puisque le principal ingrédient à cette démarche est la représentation réelle de la «représentation nationale».

Reste la seule voie choisie et dont nous sommes les témoins: passer par la fenêtre. Eviter la grande porte blindée par un désintérêt populaire. Et entraîner, à sa suite, les partis, certaines organisations et personnalités qui auront accepté d'être les complices de l'effraction. Les alibis pour présenter un projet prétendument discuté, «enrichi».

Triste. Pour dire mon pessimisme quant à l'avenir, je ne vois franchement pas un chef d'état se retirer au bout de deux mandats si le retour à deux mandats est retenu. L'atavisme l'interdit. A moins d'être chassé du pouvoir. Par ceux qui les y ont mis. Le va et vient entre deux mandats et mandats se succédant, nous n'en sommes pas sortis. Je ne vois pas d'hommes d'état retirés dans sa région natale, cultivant ses rosiers, veillant à l'éducation de ses petits enfants, recevant des politiciens, des chefs de partis et d'institution pour leur faire part de son expérience, pour leur prodiguer des conseils de sagesse afin de leur faire l'économie de bévues.

Je les vois encore moins donner des conférences à travers le monde. Qu'auraient-ils à dire, de ce qu'ils ont initié durant leurs mandats, qui ne leur fut pas dicté ?

Je me souviens d'une Algérie qui n'aurait pas autorisé le survol de son territoire sacré par des appareils militaires étrangers pour porter une assistance de survie à d'autres pays.

Je me souviens d'une visite d'un secrétaire d'état US, Henry Kissinger, pour ne pas le nommer, contraint à faire escale dans un pays tiers pour ne pas faire le vol direct sur Alger en provenance de l'entité sioniste.

Je me souviens d'un pays dont la voix portait loin dans les foras. Je constate, aujourd'hui que nos oreilles sont attentives à ce qui leur est dit de loin. De Washington, Paris et même du Qatar pour nous faire entrer dans la danse de sous traitant.

Mais. Je me souviens aussi d'une Algérie qui n'a pas écouté ses enfants et ne leur a pas permis de s'organiser en courants politiques trans-régions, nationaux que leur permettait de d'établir une éducation à marche forcée. Pour assurer et construire, ce que l'on appelait, un système, un état qui survivait aux hommes.

La preuve, ces zigzags qu'aucune doctrine politique ne soutient.

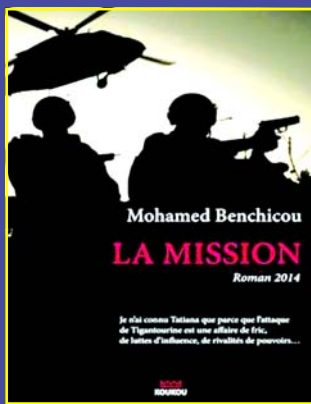
Bien triste cet acharnement à entrer dans le jeu de rapports de vassalité, pouvoir-peuple, état-ensembles stratégiques, sécurité-répression quand le dialogue et la coopération mieux comprise doivent toujours être nos fondamentaux pour honorer ceux qui sont sacrifiés leur vie pour l'homme libéré. Aux Caraïbes, en Afrique, en Palestine, au Sahara occidental et au Vietnam.

Autres temps. Autres meurs.

médiatic

LIVRES

Par Belkacem Ahcene-Djaballah



La Mission. Roman 2014. Roman de Mohamed Benchicou. Koukou Editions, 140 pages, 500 dinars, Alger 2014

Un reportage ou enquête-fiction bien plus qu'un roman. Encore que le roman de la vie, simplement, franchement et sincèrement écrit, emprunte à la fiction bien plus de «vérités» qu'on ne le croit. C'est pour cela que l'auteur, journaliste expérimenté, qui en a vu de toutes les couleurs et fin analyste, a prévenu dès le départ : «Les faits historiques racontés dans ce roman sont réels (les événements de Tiguentourine). Quelques

Sanguine fiction !

personnages aussi. Le reste a dû se passer ainsi qu'il est décrit ici». Fin de citation. On a tout compris d'un ouvrage qui aurait pu avoir, en fait, pour titre «Le complot» ... contre l'économie du pays ! L'histoire est toute simple, mélangeant stratégies d'Etat, amour, argent et espionnage... L'attaque par des terroristes venus «d'ailleurs», n'est, en fait, qu'une affaire de fric, de luttes d'influence, de rivalités de pouvoirs, «de toutes ces choses que l'on ne voit pas, dont on ne nous parle pas mais qui président à tout. Même au quatrième mandat du président Bouteflika ! ». Voilà, c'est tout dit. On a (presque) tout compris. Comme le héros de l'histoire : un universitaire, spécialiste en stratégies internationales, «précieux auxiliaire diplomatique pour Downing Street», chargé par les services de son pays d'aller étudier la «chose». Il en revient, cette-fois-ci, si totalement perturbé par ce qu'il y découvre comme «conspirations» qu'il abandonne le métier pour se plonger dans l'anonymat, l'amour et la bière. C'est plus sain. C'est plus sûr.

Petit livre, Avis lecture facile... et immense thèse.

Extraits : «Toutes les fois que l'on fait le portrait d'un homme ridicule, il se trouve toujours quelqu'un qui lui ressemble (p 20), «Gouverner chez nous, c'est faire des affaires et vice-versa» (p 21), «La vieille oligarchie s'était fait investir par la force des baïonnettes à l'indépendance de ce pays et, depuis, sous l'effet de l'âge sans doute, a oublié de rendre le pouvoir au peuple» (p 40), «En politique, plus tu es faible et plus tu es intéressant. Si, providentiellement, tu es faible et riche, tu deviens alors l'ami de tous» (p 68), «Tout l'art de la diplomatie est de savoir partager les illusions de vos partenaires » (p 70), «On dit que le pétrole profitait aux Français. Aujourd'hui on est indépendant. On ne sait toujours pas à qui profite le pétrole» (p119), «Nous ne savons toujours pas si l'Etat de droit consiste à protéger la maison des voleurs ou protéger les voleurs qui sont dans la maison» (p. 123), «Si les vieux perdent la mémoire des choses qui semblent essentielles aux esprits supérieurs, ils gardent toujours en tête celle des choses futiles qui leur restent inoubliables et dont ils savent qu'elles dérangent les autres» (p 133)

vos méninges de chimpanzé vont puiser leurs conclusions.

L'acheter, pourquoi Avis pas ? Se lit très rapidement. De l'action, du suspens, du cul, du sang. Du Y. Khadra, première génération.



Qu'attendent les singes. Roman de Yasmina Khadra. Casbah Editions, 355 pages, 980 dinars, Alger 2014

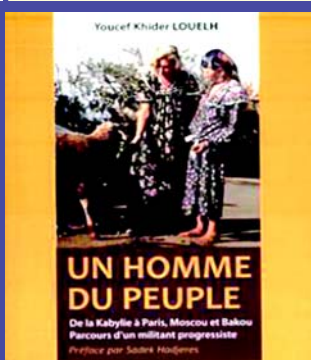
Un roman-fiction ? Pas si sûr, en dehors de son écriture. En vous forçant pour sortir de votre état de «singe», vous arriverez très facilement à vous plonger dans la «réalité» algéro-khadréenne. Noir, c'est noir, il n'y a (presque) aucun espoir. La capitale - heureusement que le pays profond, celui des humbles, est épargné... ainsi que (bien sûr) l'armée - est un immense et insondable dépotoir sentant très, très mauvais, sur laquelle règne en maître absolu... devinez... on vous le donne en mille, un certain... «rboba», pluriel de «rab» : Juste avant les élections présidentielles d'avril 2014, venant d'un gros lièvre (?) (du moins le croit-il), futur candidat à la présidentielle, on sait rapidement où

Extraits : «Ah ! Alger... Blanche comme un passage à vide» (p14), «En Algérie, les génies ne brillent pas, ils brûlent» (p168), «La justice porte un bandeau pour cacher son strabisme. Elle ne regardera jamais du côté des faibles » (p169), «Qu'attendent les singes pour devenir des hommes ? Ils le voudraient qu'ils ne le pourraient pas ...C'est dans la nature des choses... On n'exige pas d'un dépotoir qu'il sente bon» (p325)

ver de l'oubli des particules de vie (...). Une évocation, un témoignage, vus et vécus d'un strapontin, par la petite porte, une porte réservée aux acteurs de second plan... Pour compléter un pan de l'Histoire récente, notamment de l'Algérie»

L'acheter, c'est bien. Lire, c'est mieux. C'est aussi, encourager les Algériens, tous, de tous les bords, à «coucher» sur papier (ou à les enregistrer) leurs souvenirs, de tout ou partie(s) de leur vie. La Mémoire d'une nation, c'est aussi ça !

Extraits : «Tout était démesuré dans la toute jeune République Algérienne Démocratique et Populaire. Privé de tout, une fois l'indépendance acquise, le peuple algérien voulait rattraper, vite, le temps perdu, accéder à tout et tout inventer» (p 144), «Un Directeur de cabinet doit tout voir, tout entendre, tout savoir, mais se taire, rester en retrait et, le cas échéant, être en première ligne pour essuyer les plâtres» (p 255)



Un homme du peuple. De la Kabylie à Paris, Moscou et Bakou. Parcours d'un militant progressiste. Mémoires de Youcef Khider Louelh. El Dar El Othmania Edition et Distribution. 285 pages, Alger 2012

C'est, je crois, le premier ouvrage, écrit par un militant, qui décrit, de l'intérieur, une partie des activités de l'ancien parti politique de gauche, le PAGS (créé le 26 janvier 1966), l'héritier du Parti communiste algérien, celui-ci entré

en clandestinité à partir du coup d'Etat du 19 juin 1965 et qui n'en est sorti qu'avec l'ouverture du champ politique après octobre 88. Des noms (quelques uns, les plus connus... et, alors, les plus recherchés par la police politique de l'époque), de lieux (en règle générale, en Algérie, des caches tout aussi anonymes), de la solidarité... et, aussi, des problèmes internes, parfois liés aux humeurs d'individus (un stress compréhensible) ou à des orientations trop tranchées (la sécurité avant tout !).

Tout ceci, à travers, les (més-) aventures racontées par un homme au service du parti durant de longues années. Pas seulement dans son pays natal, l'Algérie mais aussi, dans les pays d'accueil (l'Urss, la France...). Heureusement, tout est bien qui finit bien, et l'auteur, devenu journaliste, puis directeur de cabinet d'un maire progressiste de la région parisienne, coule des jours paisibles dans sa Kabylie natale. Une autre vie. Et, aussi, le temps d'écrire... «en lettres minuscules». Pour, dit-il, «sau-



«**Q**ue Dieu maudisse le kif», lance Malika. Elle porte une pioche sur son épaule. Deux gamins couverts de poussière, chaussures trouées, s'accrochent à sa jupe. Ce matin, elle a labouré son terrain, un jardin en pente, maintenant, elle sème les graines de cannabis qui fourniront la récolte de l'année. En juillet, elle coupera les plants et les fera sécher au soleil sur son toit. D'autres villageois les réduiront en poudre : c'est ainsi qu'on fabrique le kif au Maroc. «Que Dieu le maudisse», redit Malika en jetant les graines, que la poule de la maison picore à longueur de journée. C'est sa seule nourriture.

Si Malika maudit le kif, c'est parce que sa récolte de l'an dernier n'a pas été achetée. Le stock, du volume d'une voiture, est en train de pourrir dans une chambre de sa maison. «Je ne vends plus, mais je resème. Quel choix on a ? Il n'y a que ça qui pousse...»

Malika habite à Issaguen, 2 000 habitants à 2 000 mètres d'altitude, dans la montagne des Sanhaja de Srar, grande confédération de tribus berbères. Le relief est accidenté. L'hiver rude. Les sols pauvres. Une seule culture, dit-elle, résiste à ces conditions depuis le XVe siècle : «Notre graine, le kif.» «Nous en sommes les propriétaires», revendique son cousin, Abdellatif Adebibe, un sexagénaire en survêtement, appuyé sur une canne en bois d'olivier vieille de deux cents ans. Dans le seau aux pieds de Malika, il prend une poignée de graines de kif et la porte à sa bouche. «Quand j'étais gamin, c'était notre chocolat.»

LA CULTURE AUTORISÉE DANS CINQ VILLAGES HISTORIQUES

Abdellatif nous conduit plus haut, sur la montagne, dans la maison de son père. Il se souvient, ému, y avoir un jour accueilli les Rolling Stones, quand il avait 14 ans. Dans cette maison plate et ocre qui domine la vallée s'est aussi tenue, en 1953, la réunion qui a lancé la résistance rifaine à l'occupation française.

Le Rif est enclavé. Il a toujours résisté aux dominations, arabe et européenne. Cela fait six siècles que la région vit du cannabis, plus ou moins légalement selon les époques. Paradoxalement, Abdelkrim El Khattabi - le «Vercingétorix berbère», leader de la courte République du Rif, de 1923 à 1926 - est le seul à avoir réussi à faire appliquer l'interdiction de la culture du kif pendant trois ans. Il estimait sa consommation contraire aux principes de l'islam. Depuis qu'à la fin du XIXe siècle, le sultan Moulay Hassan a officiellement autorisé sa culture dans cinq villages du Rif, dont Issaguen, les différentes autorités qui se sont succédé ont bien du mal à l'interdire.

Espagnols, Français et même le roi Mohammed V, au moment de l'indépendance, ont dû renoncer à pénaliser la culture du cannabis dans les cinq villages historiques, par peur de la colère des Rifains. La «guerre contre la drogue» qu'Hassan II, fils de Mohammed V, a déclarée en 1992 n'y a rien changé. Sous son règne, comme sous celui de Mohammed VI, la culture du cannabis est florissante. Malgré l'illégalité, malgré la répression des cultivateurs, malgré toutes les tentatives de développement alternatif.

D'où l'intérêt, dans les années 60, des Rolling Stones pour le Haut Rif central. A l'époque, les hippies européens y ont introduit la fabrication du haschisch en transformant la plante en résine.

Le Rif reste accro au kif

Jusqu'ici, toutes les tentatives de l'Etat marocain pour interdire la culture du cannabis ont échoué. Peut-on envisager une production à but thérapeutique ? Ou faut-il proposer d'autres sources de revenus aux paysans de la région ?



Cette technique a bouleversé l'artisanat du kif. La demande européenne a explosé jusqu'à faire du Maroc, depuis 2001, le premier producteur de cannabis au monde. Aujourd'hui, les cultures s'étalent bien au-delà d'Issaguen et des quatre autres villages autorisés en 1956. Cultivé sur près de 50 000 hectares, le cannabis ferait vivre, selon des statistiques parlementaires, plus d'un million de Marocains.

Sur la route qui descend au village de Chefchaouen, Abdellatif nous fait observer le travail de ces nouveaux cultivateurs : une pelleteuse qui abat une forêt de cèdres ; une colline, autrefois couverte d'arbres rares, devenue champ de cannabis ; des sols rendus stériles par l'enchaînement des récoltes. «En rasant la montagne, ils ont pris de larges terrains. Ils ont le soleil, pas de problème d'irrigation ; nous autres, là-haut, on ne peut pas rivaliser.» C'est à cause de cette concurrence que Malika n'a pas pu vendre sa dernière récolte. Et qu'elle n'est pas certaine de vendre la prochaine.

38 000 TONNES DE CANNABIS PAR AN

Pourtant, ces nouveaux cultivateurs sont loin d'être riches. Un rapport de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime publié début mars nous apprend que les cultivateurs marocains vendent chaque année 38 000 tonnes de cannabis aux mafias qui les revendent sur le marché européen. Ces paysans gagnent près de 214 millions de dollars, tandis que les mafias, elles, empochent presque 14 milliards de dollars.

Hassan, par exemple, ne gagne que 3 000 euros par an - à peine plus que le salaire minimum, près de 2 500 euros annuels - avec lesquels il doit nourrir une famille de huit personnes. Comme Malika, il dit ne pas avoir le choix, «ici, il n'y a que l'herbe et le cannabis qui poussent».

Difficile pour le Rif de s'arra-

cher à cette quasi-monoculture. «Mille tentatives ont été faites», explique Najib Akasbi, professeur à l'Institut agronomique et vétérinaire Hassan-II, à Rabat. Dès 1961, l'ONU, la FAO, puis l'Union européenne et le royaume marocain ont soutenu des projets de cultures alternatives. Il s'agissait de rediriger les agriculteurs vers l'élevage, les céréales ou l'arboriculture. «Mais on n'a pas trouvé la solution miracle qui leur permette de gagner autant que le cannabis.»

En attendant, les champs s'étendent. Et les autorités essaient de les contenir. «Si la police n'était pas intervenue, les champs de cannabis auraient couru jusqu'à Rabat», imagine Abdellatif. Coups de filets, opérations anticorruption : des hélicoptères ont même survolé la région pour éparpiller des produits détruisant les cultures. De 2003 à 2011, la surface occupée par le kif s'est réduite de 130 000 à 47 000 hectares. Cette année, 48 000 agriculteurs sont visés par des mandats d'arrêt.

Mais venir à bout du kif dans les montagnes, personne n'y croit. D'où ce curieux mélange de répression et de tolérance. «L'interdire complètement, ce serait provoquer une révolte, résume un paysan d'Issaguen. Alors on ferme un œil, on ouvre l'autre.» Le kif limite le chômage et même l'émigration.

«EN FINIR AVEC UNE SITUATION HYPOCRITE»

Au village de Bab Berred («la porte du froid»), de chaque côté de la route, debout, assis, des centaines de jeunes gens attendent. Ils arrivent de tout le pays, dans l'espoir d'être recrutés par des cultivateurs recherchant de la main-d'œuvre. Hisham, 24 ans, diplômé en littérature espagnole et chômeur, vient chaque printemps de la capitale pour louer ses bras. «A Rabat, j'enchaîne des petits contrats dans le télémarketing, mais d'avril à

septembre, c'est ici que je trouve du travail pour 12 euros par jour. En plus, les cultivateurs nous hébergent.»

Ce jour-là, le 5 avril, débarquent aussi à Bab Berred une dizaine de parlementaires du parti d'opposition Authenticité et modernité (PAM). Sur la place du village, 2 000 cultivateurs de kif les attendent pour leur communiquer leurs doléances. Les députés veulent «briser les tabous», «en finir avec une situation hypocrite» et «sortir les agriculteurs de l'illégalité». Leur idée n'est pas de légaliser la consommation récréative du kif. Ni même sa production. Mais de réorienter les cultures vers une production thérapeutique ou industrielle. Qui, du coup, deviendrait légale.

A l'entrée de la place, des policiers en uniforme régulent la circulation. Ce qui amuse Chakib El Khayari, un militant pour la légalisation dont les idées sont aujourd'hui reprises, dans leurs grandes lignes, par les députés. «La moitié de ces cultivateurs sont recherchés et la police leur indique où se garer !» Lui-même a fait un séjour en prison, de 2009 à 2011, pour «atteinte aux corps constitués». Dans un reportage diffusé à la télévision française, il avait affirmé que certains hommes d'Etat marocains participaient au trafic de drogue.

REBOISEMENT ET APICULTURE

Aujourd'hui, Chakib est en contact avec le PJD (Parti de la justice et du développement), formation islamiste au gouvernement, qui s'intéresse à sa proposition de légalisation. Un parti d'opposition conservateur, l'Istiqlal, a déposé un projet de loi en décembre. Il entend «mettre fin aux souffrances des agriculteurs» et utiliser le kif pour doper le développement de la région. Le projet consiste à nationaliser la culture du cannabis. Celle-ci serait organisée par une agence d'Etat qui superviserait les cultivateurs,

regroupés en coopératives. En parallèle, des sanctions seraient appliquées en cas de production à des fins autres que thérapeutiques ou industrielles.

La difficulté, c'est que ce cannabis légal a besoin de terrains larges, ensoleillés, bien irrigués. Un environnement rare dans les zones historiques de culture, comme Issaguen. Mohammed, agriculteur, voit dans ce projet un mirage de plus. «Les politiques viennent, ils parlent un peu dans les journaux, c'est tout, dit-il. L'Istiqlal est déjà venu ici il y a deux ans, on est toujours dans le pétrin.»

Né au village, Abdellatif pense que, pour la région, la seule alternative au kif est une reconversion dans un tourisme de montagne, accompagné de projets écologiques de reboisement et d'apiculture. Sans abandonner la culture historique du kif à Issaguen. «Ici, nous avons une qualité exceptionnelle. Les consommateurs pourraient venir en profiter directement chez le cultivateur. Donc plus de trafiquants et le kif reste chez nous !» Le Rifain juge que le Maroc a une dette historique envers les Sanhaja de Srar, ces tribus de la région qui ont «défendu le roi et l'intégrité territoriale». Pour lui, le royaume pourrait bien les laisser jouir d'un petit privilège. D'une faveur, comme celle qui fut par le passé accordée au village. Abdellatif se souvient : «J'étais enfant. C'était juste après l'indépendance, à la fin des années 50. Le roi Mohammed V était monté à Issaguen pour nous remercier d'avoir combattu à ses côtés. Voyant mon père, il lui a demandé : "De quoi vivez-vous ici ?" Mon père lui a tendu un bouquet de kif en répondant : "Pour l'ins-tant, les gens vivent de ça."» Pour la récolte suivante, les paysans ont vu débarquer des fonctionnaires royaux. «Ils pesaient le kif, ils l'achetaient au bon prix et ils le brûlaient en plein air.» La solution était coûteuse. Elle n'a duré guère plus d'un an.

Marianne

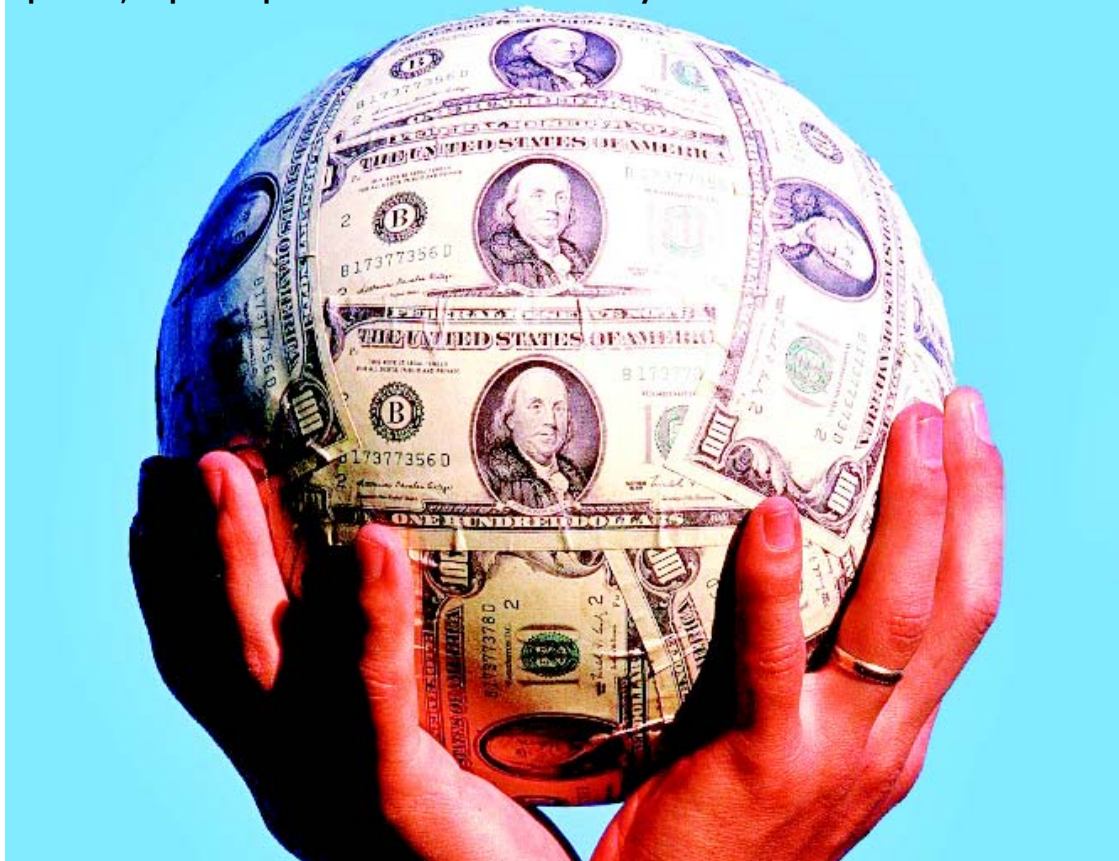
Il a longtemps été de bon ton de dénoncer le football comme un «opium du peuple», opiacé anesthésiant de masses populaires (des «beaufs» évidemment) pas très éveillées, tout juste bonnes à crier et lever les bras à chaque rencontre entre un ballon en cuir et un filet. C'était notamment la thèse un peu mécanique de quelques sociologues ayant leurs entrées au Monde diplomatique. Non que l'exaltation sur commande de foules enfermées dans une enceinte n'ait pas un aspect terrifiant. Mais comme le rappelle Jean-Claude Michéa dans son dernier livre *Le plus beau but était une passe*, ce sport fascinant, parce que fondé sur «l'exclusion métaphysique de la main», fut le premier sport moderne dont les masses ouvrières britanniques se soient appropriées l'essentiel de la pratique sur fond de luttes sociales comme la conquête, par exemple, de la liberté du samedi après-midi. A méditer quand aujourd'hui des gouvernements s'affichent vaguement encore socialistes concoctent des lois pour assouplir les règles autour du travail dominical... L'historien marxiste Eric Hobsbawm définira même le foot comme «la religion laïque du prolétariat britannique». Mais la condescendance des élites éduquées qui prétendent libérer l'horizon des «bas de plafond», qui constituent l'essentiel de la populace en tribune, est dépassée.

LA LIBÉRALISATION DU FOOTBALL

Jean-Claude Michéa décrit l'évolution du football moderne et de son économie, ainsi que la transformation du regard posé sur le sport préféré des masses populaires. Le philosophe date le début du changement de regard de l'intelligentsia en 1995, avec l'entrée en vigueur de l'arrêt Bosman qui établit l'illégalité de quotas de sportifs communautaires. Dès lors, le football mondial devient un village et l'emprise de la logique capitaliste sur le sport ne fera que grandir, démonstration par l'exemple, après Gramsci, de la puissance d'intégration culturelle du modèle capitaliste. Certains clubs sont cotés en bourse, les joueurs deviennent des mercenaires, se vendant toujours – sauf rare exception – au plus offrant, n'appartenant même pas toujours à leur club employeur mais à des sociétés chargées de la gestion de leur image et de leurs contrats, sorte de sociétés de

Comment le pognon a vraiment pourri le monde du ballon rond

A l'heure où le PSG est sacré champion de France, il convient de s'interroger : qu'est devenu le football ? Sport ouvrier longtemps méprisé par l'intelligentsia et les élites, depuis la fin des années 1990, il est le sport préféré des milliardaires et le peuple. Mais le libéralisme n'a pas changé que le profil des spectateurs en tribune, l'essence même du jeu a changé. Le foot libéral, pragmatique et défensif, a pris le dessus sur le football total, créatif et offensif. Dans «Le plus beau but était une passe», le philosophe Jean-Claude Michéa analyse l'évolution du football moderne.



leasing pour sportifs de haut niveau.

Le football devient alors un investissement stratégique, un élément d'affichage d'une puissance financière, recherché par les milliardaires, les fonds d'investissement, les grands héritiers ou les monarchies pétrolières du Moyen-Orient. Passés du vague statut de décérébrés en short à celui de people bankable, les élites de la société capitaliste (monde des affaires, médias, mode, show-biz) finissent par poser sur les pros du ballon rond un regard différent.

«Pendant très longtemps les élites culturelles ont porté sur ce sport un regard méprisant qu'elles réservaient à toutes les autres passions populaires. Cependant, au fur et à mesure que l'intégration accélérée

du football professionnel dans l'économie capitaliste produisait ses premiers effets visibles, le regard des élites a commencé à changer. A partir du moment, en effet, où les stars du football professionnel devenaient des «people» incontournables, fréquentant des top models, posant dans les publicités et disposant de revenus aussi indécents que ceux des grands prédateurs du marché mondial, le monde artistique et intellectuel devait forcément finir par les considérer d'un autre œil», écrit Michéa.

LE STADE DE FOOT, UN ENTRE-SOI POUR VIP

La sortie débile de l'icône hexagonale, Michel Platini, président de

l'UEFA qui demandait récemment au bas peuple brésilien de faire la trêve des luttes sociales pendant la Coupe du Monde en dit sans doute long sur la rupture entre le foot et les masses populaires. Il n'est guère d'endroit dans le monde où le football est autant célébré qu'au Brésil. Mais, pour accueillir la Coupe du monde, il a fallu payer des routes, bâtir des hôtels, augmenter les impôts, tailler dans les autres dépenses, de santé, d'éducation et surtout construire des stades confortables auxquels la plupart des Brésiliens n'auront pas accès compte tenu du prix des places. Pour calmer les esprits, on propose aux enfants des favelas de visiter les stades, à vide... La belle affaire.

C'est que le stade de football n'est aujourd'hui plus un lieu de brassage social, mais un entre-soi. A Paris, l'entrée du carré VIP est autant un spectacle que le match de foot, l'équivalent des marches du Festival de Cannes. On vient regarder l'entrée en tribune de Bruegel, Sarkozy, Arthur ou Nagui. Et le foot ne suscite plus le rire moqueur des VIP de la planète. Au contraire le «Carré» du PSG est désormais the place to be, l'endroit où il faut être et être vu. C'est le show-biz qui s'affiche aux côtés du sportif transpirant à la sortie du terrain. A Paris, tout politique ou people qui se respecte doit adopter la «Qatar attitude» les soirs de match. Une place en loge «first» se monnaie jusqu'à 12 000 euros pour une saison. Impossible d'en être autrement que sur invitation. Un lieu de business et de relations publiques.

FOOTBALL LIBÉRAL CONTRE FOOTBALL SOCIALISTE

Mais ce n'est pas seulement le profil des spectateurs qui a changé, l'essence du jeu allait également évoluer. Les capitalistes à la manœuvre, il n'était plus question de faire du spectacle. La défaite est interdite et seul le résultat compte. C'est la victoire du football libéral sur le football total (socialiste ?). Un jeu réaliste, pragmatique, prudent, où le «1 à 0» devient un idéal. Une fois trouvé le chemin des filets, il n'est que temps de «gérer» le résultat. Car paradoxalement, le foot libéral «verrouille». Les équipes se bâtissent d'abord sur une défense solide, la créativité et le caractère offensif de l'ensemble sont presque superflus. C'est la méthode de l'«ultra-libéral» Mourinho, véritable «Pierre Gattaz» du football moderne, bien plus célèbre pour les «bus» qu'il place devant les buts de son équipe, que pour la beauté de son jeu. Seules quelques exceptions, comme le Barça, échappent aujourd'hui à cette «pensée unique» du football.

Le titre de l'ouvrage de Michéa résume admirablement à lui seul, cette évolution philosophique du football. Interrogé par un journaliste qui lui demandait de citer son plus beau but, Eric Cantona répondit : «Mon plus beau but était une passe». Un concentré du concept même de «sport collectif», une collectivité solidaire en mouvement perpétuel, dans laquelle chaque joueur doit apporter une solution au détenteur du ballon qui n'est rien sans l'autre. Une négation de l'individualisme déjà constatée par Orwell qui remarquait combien il «serait absurde d'essayer de jouer au football tout seul».

Les millions cachés de Benazir Bhutto en Suisse

En puisant dans l'argent détourné de l'État pakistanais, l'ancienne Premier ministre s'était achetée une parure d'une valeur de 117 000 livres sterling.

Le Point

Le Pakistan s'apprête à demander à la Suisse les millions de dollars que Benazir Bhutto, ancienne Premier ministre, assassinée en décembre 2007, et son mari, Asif Ali Zardari, ancien président, auraient détournés et dissimulés dans des banques suisses il y a deux décennies. Il ne s'agit que de la énième saison du feuilleton qui oppose les justes pakistanaises et suisses depuis des années.

À l'automne 1997, le Pakistan adresse une requête à la Suisse visant à bloquer les comptes du clan Bhutto. Benazir Bhutto, Premier ministre de 1988 à 1990, puis de 1993 à 1996, et toute sa famille sont accusées de s'être enrichies en octroyant des marchés publics contre de copieux pots-de-vin. Asif Ali Zardari, un temps ministre des Investissements extérieurs, était surnommé «Mister 10 %». Le canton de Genève bloque 60 millions de dollars, dont 12 auraient été versés par deux sociétés suisses, la Société générale de surveillance (SGS) et la Cotecna, heureuses bénéficiaires de juteux contrats au Pakistan en 1994.

ELLE N'ÉTAIT PAS LA FEMME VOILÉE

Le visage angélique et les sourires enjôleurs de Benazir Bhutto ne trompent guère les

enquêteurs suisses qui mettent rapidement au jour une multitude de sociétés off shore, immatriculées aux îles Vierges et au Panama, et gérées par un avocat genevois. Ils découvrent que l'ancienne Premier ministre du Pakistan a puisé dans l'un des comptes pour s'offrir une parure de 117 000 livres sterling à Londres ! Benazir Bhutto, qui vit alors dans la capitale britannique, jure qu'elle n'est au courant de rien et que la vendeuse s'est trompée : ce n'était pas elle, la femme voilée, qui a acheté cette parure dans la bijouterie londonienne. Benazir Bhutto et son mari Asif Ali Zardari (alors emprisonné au Pakistan et soupçonné d'avoir fait assassiner Mir Murtaza Bhutto, frère et rival de Benazir) ne sont pas les seuls à apprécier la discrétion des banquiers suisses. Un arrêt de la Cour de droit public de Genève du 15 octobre 2001 révèle que Nusrat Bhutto, la mère de Benazir, possède également un compte fort bien approvisionné à la Barclays Bank de Genève.

DOSSIER CLASSÉ À ISLAMABAD ET À GENÈVE

Benazir Bhutto et son époux sont condamnés en 2003 à six mois de prison avec sursis en Suisse pour «blanchiment». Seulement, voilà, en 2007, les États-Unis font pression sur Islamabad pour que Benazir Bhutto, toujours mise en examen au Pakistan pour «corruption» et «blanchiment d'argent», puisse revenir dans son pays. Pris au nom de la



réconciliation nationale, un décret l'amnistie, de même que son mari Asif Ali Zardari. Le 27 décembre 2007, Benazir Bhutto meurt dans un attentat. Son mari devient Premier ministre en mars 2008, puis président du Pakistan en septembre 2008. Le dossier est enterré à Islamabad comme à Genève. Daniel Zappelli, le procureur de Genève, classe la procédure, considérant qu'Asif Ali Zardari n'avait rien à se reprocher... Comme ce dernier a toujours nié détenir l'argent caché en Suisse, il n'a jamais pu le réclamer. Une

petite partie des fonds saisis (3,1 millions d'euros) a alors été versée dans les caisses de l'État de Genève ! En revanche, on ignore le sort réservé au reste des sommes bloquées depuis 1997.

Que va-t-il se passer maintenant ? Après avoir vigoureusement accusé le couple Bhutto de détournements de fonds de 1997 à 2007, la justice pakistanaise l'a blanchi de 2007 à 2014. Elle décrète de nouveau qu'il est coupable. Une belle bagarre d'avocats en perspective.



Après General Electric et Siemens, voilà Toshiba. Les offres de reprise de la branche énergie du groupe français Alstom se multiplient. Plus encore depuis que l'Etat a fait monter les enchères, notamment par la voix du ministre de l'Economie, Arnaud Montebourg. Celui-ci expliquait, tout récemment sur RTL, que les entreprises françaises n'étaient pas des «proies». Mais ce dernier oubliait de dire une chose : les entreprises françaises sont parfois, tout comme les groupes qui les menacent aujourd'hui, des prédateurs.

Alstom en est en effet un bon spécimen, au bec aussi aiguisé que son concurrent General Electric (GE) qui propose désormais de reprendre ses activités énergétiques (énergies renouvelables et solutions de transmission d'électricité) pour un montant supérieur à 10 milliards d'euros. Ou que l'allemand Siemens, «premier employeur privé» outre-Rhin qui, lui, s'engage, sur trois ans, à maintenir les emplois des 20 000 salariés en France.

ENTENTE ILLICITE

Siemens et Alstom se connaissent d'ailleurs très bien. Et les deux entreprises savent même parfois travailler très «étroitement» ensemble. La preuve par le Brésil où les deux rivaux n'ont pas hésité à nouer de précieuses ententes illicites lors d'appels d'offres lancés par la CFTM, gestionnaire du métro de Sao Paulo, entre 1999 et 2009, d'après les soupçons du Conseil administratif de défense économique brésilien.

Dans le cadre de cette affaire, la justice brésilienne a bloqué les biens d'Alstom au Brésil (60 millions de reais, soit une vingtaine

de millions d'euros), en novembre dernier, suite à l'ouverture d'une enquête judiciaire. Il faudra donc prévenir les éventuels repreneurs de la branche énergie d'Alstom, s'ils n'étaient toutefois pas au courant, que cette dernière se porte d'autant plus mal qu'elle est doublement menacée par les fédéraux brésiliens.

POTS-DE-VIN ET COMPTES BANCAIRES SUISSES

Récemment, c'est pour une affaire de corruption et de blanchi-

ment d'argent, qu'onze prévenus — parmi eux d'anciens cadres dirigeants d'Alstom — ont été mis en examen, comme le soulevait Marianne quelques jours avant que n'éclate, cet hiver, le scandale. En cause cette fois, le versement de pots-de-vin, à la fin des années 2000, à de grands hommes politiques autant qu'à des petits fonctionnaires de l'administration publique du secteur de l'énergie de l'Etat de Sao Paulo, soudoyés par le groupe français à hauteur de 23,3 millions de reais, (7,5 millions d'euros).

En jeu pour Alstom : un supplément de contrat d'un montant avoisinant les 181 millions de reais (58 millions d'euros) destiné à la construction de trois stations électriques fournies, entre autres, à l'EPT, l'entreprise publique de transmission d'énergie de la mégapole brésilienne. L'argent transitait via des sociétés écrans dont les comptes bancaires, détenus en Suisse, servaient à redistribuer l'argent.

Coutumier du fait, et en vue de la signature de ce volet énergétique supplémentaire, Alstom

avait déjà arrosé, dix ans plus tôt, l'ancien secrétaire à l'Energie de l'Etat, Joao Oswaldo Leiva, selon le quotidien A Folha de Sao Paulo. Plus tard, c'est le conseiller de la Cour des comptes, Robson Marinho, à la tête de la Casa Civil (l'équivalent du ministère de l'Intérieur), entre 1995 et 1997, qui sera accusé par un cadre du groupe français d'avoir lui aussi profité des largesses d'Alstom. Chargé d'enquêter sur l'affaire, il aurait favorisé Alstom dans un jugement rendu en 2001.



Corruption, blanchiment d'argent... Ce que personne ne dit sur Alstom

General Electric, Siemens, Toshiba... Les offres de reprise de la branche énergie du groupe français Alstom se multiplient comme des petits pains. Mais Alstom n'est pas qu'une proie. Au Brésil, par exemple, l'entreprise spécialisée dans les transports et l'énergie a joué au prédateur.

Le casse-tête de la suppression des subventions

Principales causes du déficit budgétaire, les subventions ont toujours été un problème majeur pour les gouvernements successifs de ces dernières décennies. Les tentatives de suppression, même timides, ont toujours été vouées à l'échec.



En Egypte, les subventions sont définies comme le moyen d'assurer des services à un prix abordable aux ménages à faible revenu. Cela fait plusieurs décennies qu'elles ont été adoptées, mais aujourd'hui, les subventions à l'énergie et à certains produits alimentaires, comme la farine et donc le pain, sont au centre des préoccupations gouvernementales. Car ces subventions pèsent de plus en plus lourdement sur le budget de l'Etat.

La suppression des subventions est souvent recommandée par les experts de la

Banque Mondiale (BM) et du Fonds Monétaire International (FMI). Argument : les subventions profitent plutôt aux riches. «Les subventions, par leur ampleur et leur croissance permanente, causent les déficits structurels du budget. Le pays s'est donc efforcé de les restructurer. Ce processus doit être révisé à la lumière des réalités économiques et politiques qui s'imposent à l'heure actuelle. De nouvelles recherches et analyses sont donc nécessaires», estime Mohamad Abou-Bacha, économiste auprès de la banque d'investissement EFG-Hermes.

Les subventions accordées à l'énergie représentent une part grandissante du budget de l'Etat. Elles sont passées de 36 mil-

liards de L.E. en 2005/2006 à 128 milliards en 2013-2014. Ainsi, elles représentent plus de 70 % du total des subventions et environ 22 % du budget de l'Etat. Plus de la moitié de ce pourcentage est consacrée aux produits pétroliers tandis qu'un tiers est absorbé par l'électricité et environ 15 % par le gaz naturel. De plus, la fixation du prix de l'énergie maintenu à un niveau bas a entraîné une consommation d'énergie excessive. C'est ainsi que l'Egypte est passée de pays exportateur à un pays importateur de pétrole. Cette réorientation a mis en évidence la nécessité de réduire les subventions à l'énergie. «Les subventions visent souvent à aider les pauvres, mais ce sont les riches qui profitent de 35 à 50 % de ces subventions. La catégorie sociale aisée peut acheter des voitures consommatrices de carburant, et prive ainsi les pauvres d'importantes ressources budgétaires qui pourraient servir à financer d'autres objectifs de développement, notamment la santé ou l'éducation. Les mesures du gouvernement à cet égard auraient dû être prises depuis longtemps», explique Omar El-Shenety, directeur exécutif de Multiple Group.

La viabilité des subventions énergétiques n'a été mise en cause qu'au cours des dernières années du fait de la hausse vertigineuse des coûts de l'énergie dans le monde et de l'aggravation du déficit public. Toutefois, la question de la suppression des subventions du carburant est extrêmement sensible en Egypte.

Les gouvernements égyptiens successifs ont lancé divers programmes de réforme des subventions à l'énergie. Sous Moubarak, de 2005 à 2008, un de ces programmes est entré en vigueur pour réaliser le recouvrement complet des coûts à l'horizon 2014. Ce programme a été suspendu en 2009 après la dégradation de la situation économique. Situation qui s'est dégradée avec la révolution de 2011. En janvier 2013, sous Mohamad Morsi, le gouvernement a mis en place un système de cou-

pons pour la distribution d'essence et une augmentation du prix de l'octane 95. Mais le système de coupons a été fortement contesté par une catégorie de consommateurs. Et aujourd'hui, ce système réapparaît. Il sera bientôt appliqué. Le gouvernement affirme qu'il a déjà distribué plus de 2,5 millions de cartes intelligentes sur un total de 5 millions. Cette carte garantit une quantité limitée de carburant. S'il dépasse la quantité subventionnée, le consommateur achètera le carburant au prix normal.

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

La politique des subventions alimentaires est un instrument-clé pour le gouvernement égyptien dans la lutte contre la pauvreté. Les subventions alimentaires couvrent surtout le pain (et donc la farine), un aliment essentiel pour une grande partie de la population. Premier importateur mondial de blé, l'Egypte a dépensé 21,3 milliards de L.E. pour les subventions du pain dans le budget de l'Etat pour l'an 2013-2014. Par ailleurs, le gouvernement distribue mensuellement des quantités limitées de certains produits alimentaires (sucre, huile de cuisson, riz, macaroni) par le biais des cartes de rationnement «beta-quet al-tamwin». Le rationnement de ces produits a coûté en 2013-2014 à l'Egypte 11,5 milliards de L.E.

Ainsi, le gouvernement actuel vient de lancer un plan de réforme du système des subventions alimentaires. Celui-ci commencera par la libéralisation du prix de la farine et la fixation d'un quota pour la consommation de pain par personne. La distribution du pain subventionné sera aussi contrôlée grâce à des cartes à puce.

Réformer le système de subvention sans engendrer une grogne populaire, comme «les émeutes du pain» de 1977 sous la présidence de Sadate en réaction aux coupes dans les subventions et qui ont fait près de 80 morts, sera donc l'un des principaux défis de la mandature du prochain régime.



DE NOTRE ENVOYÉ
SPÉCIAL À CANNES :
TEWFIK HAKEM



NEWS FROM CANNES

■ Damien Ounouri et son producteur Djabber Debzi (société Taj Intaj qui a produit les films de Karim Moussaoui) sont à Cannes dans le cadre de la Fabrique, pour une série de rencontres professionnelles. En projet un deuxième long-métrage. Anis Djaad présente son court-métrage «Passage à niveau» au Short film Corner tout en multipliant les rendez-vous pour trouver des partenaires qui pourraient co-financer son projet de premier long-métrage. Sofia Djemaa est à Cannes, elle aussi et s'entraîne à «pitsher» le premier long-métrage qu'elle vient d'écrire, l'histoire d'un couple d'Algérois en pleine crise de la quarantaine dans un pays qui étouffe. Nadia Kaci est pressentie pour le premier rôle. Enfin, Safinez Bousbia, la réalisatrice de «Gusto», dirige avec une équipe de jeunes filles dynamiques et depuis son bateau, trois projets, dont le plus avancé et le plus excitant est une série arabe, sorte de «Desperate life» panarabe.

■ Enfin, après maintes et maintes demandes d'interviews adressées à Mr Cinéma Algérie, à savoir Mustapha Orif, une réponse de l'AARC vient de tomber dans ma boîte à mails.

«Madame Monsieur bonjour. L'Agence Algérienne pour le Rayonnement Culturel organise le spectacle «Bollywood Masala Orchestra – Spirit of India» les 26 et 27 mai 2014 à 19 heures, à la salle Ibn Zeydoun. Veuillez trouver ci-joint le communiqué de presse. La vente des billets a commencé à partir de mardi 20 mai 2014, au niveau du centre de documentation de l'AARC à Riadh El Feth, entrée principale, juste après le sas de sécurité prendre à droite. Salutations cordiales».

On se moque de moi ou je rêve ?

■ Les pronostics vont bon train à Cannes en ce qui concerne les changements attendus au Ministère de la Culture et à la tête de l'AARC. Selon plusieurs sources, le jeune Ahmed Bedjaoui est bien placé pour décrocher le poste de Mr cinéma. On n'en revient pas, non mais franchement, on ne trouve pas les mots qu'il faut à la place qu'il faut.

■ Slim nous prie de bien vouloir rectifier: son véritable nom est Mnawwar Merabtène, et non pas comme cela est indiqué sur Wikipédia, et le dossier de presse du film «Carcaturistes, fantassins de la démocratie». Cette mise au point est assortie d'une menace: «Si le rectificatif n'est pas publié, vous n'aurez pas le dessin exclusif promis avec Bouzid et Zina à Cannes».

■ C'est sans doute une rumeur pour nuire aux gens d'un certain âge, mais elle est tenace je vous la donne telle qu'elle se propage: il paraît que le réalisateur du film «Zabana» ait dit du mal du puissant dernier opus des frères Dardenne, «Deux jours, une nuit» dans le fameux quotidien qui publie les chroniques de Amira Soltane. Moi, perso, je n'y crois pas. Je sais que les gens n'ont pas peur du ridicule, pas à ce point quand même....

■ Si vous n'avez pas internet, vous avez peut-être raté le journal de bord du grand chef opérateur Yorgos Arvanitis, qui signe les images de «Lalla Fadhma N'Soumer» réalisé par Belkacem Hadjadj.

■ Il ne dit rien sur le réalisateur ce qui n'est pas cool, mais on peut lire un excellent compte-rendu du tournage du film sur le site de l'Association Française des directeurs photos. Extraits:

«Après cinq semaines de préparation et dix-huit semaines de tournage en deux saisons, hiver et été, enfin, ce 11 septembre, nous avons fini le film de Belkacem Hadjadj en Algérie dans le territoire Kabyle. Il s'agit d'une grosse production algérienne, subventionnée par l'Etat, sur une figure historique de ce pays, la résistante kabyle Lalla Fadhma N'soumer... C'était un long tournage dans des décors magnifiques mais dans des conditions très dures. L'organisation était chaotique, nous mangions très mal, il y avait peu de techniciens expérimentés, donc tout devenait très dur à mettre en place et surtout cela demandait un effort supplémentaire constant. Sans parler de l'escorte militaire qui nous suivait partout. Nous avons eu le droit à vingt véhicules et deux fois plus de Kalachnikovs, plus un déploiement de forces spéciales pour les dix Français de l'équipe... Autant vous dire qu'en fin de journée, il ne fallait pas être trop pressé pour rentrer chez soi. Cependant, faire des images là-bas était un pur bonheur. Les décors étaient superbes, il y a eu un très bon travail sur les costumes malgré mes constantes railleries quant à la patine, et nous avons eu de bons acteurs très coopératifs. Mon plus grand souci sur ce film concernant la lumière était bien évidemment le matériel. Il a été certes plus facile pour nous de ramener le matériel de France, que de le monter sur nos décors souvent à grande altitude et dans des lieux très peu accessibles, tout comme le courant électrique. Autant vous dire que les mulets ont désormais une phobie des pieds en aciers, du bras Aérocrane et de la tête Mossys! Heureusement pour eux que nous n'avons pas de gueuses, même si on les réclamait depuis le deuxième jour du tournage, nous ne les avons jamais eues! Cependant, dans ce film, il y a quelques scènes intérieures ambiance bougies. Où là, j'ai utilisé beaucoup les boules chinoises comme à mon habitude (et en tant que fan de Philippe Rousselot). Ma méthode de travail sur ce film est celle de la simplicité, car les problèmes autour sont nombreux! J'ai eu la chance d'avoir avec moi un très bon chef électro, Pierre Bonnet, qui arrivait tant bien que mal à faire face à cette jungle à laquelle nous étions confrontés le plus clair de notre temps (...) J'ai été très bien aidé par mon premier assistant caméra qui n'est autre que mon fils et c'est un soulagement pour moi de faire un film dans de telles conditions avec lui».

T. H.

CHRONIQUE MAUVAIS ESPRIT

C'est le jour des grands chroniqueurs sachant chroniquer. Pour se fondre dans «L'Actualité autrement vue» du jeudi l'envoyé spécial du Quotidien d'Oran à Cannes a plusieurs pistes sérieuses qui peuvent aboutir à une analyse digne des grands éditoriaux du week-end. Dans mon festival de sujets disponibles, il va falloir en extraire un bon qui tienne la route.

- Piste 1 : L'affaire Hatami, du nom de l'actrice iranienne Leila Hatami, membre du jury du festival cette année, qui s'attire les foudres des autorités iraniennes pour avoir fait la bise au président du festival, Gilles Jacob. Une attitude "inappropriée" selon le vice-ministre de la Culture. Est-ce que cet incident mérite vraiment une chronique? Quand en pleine débâcle arabe de 1967 Omar Sharif officialise sa rupture avec Faten Hamama et l'Egypte pour aller rouler des pelles sur grand écran à Barbara Streisand la «Funny Girl», on aurait pu effectivement se demander si oui ou non le geste était «inapproprié». Mais là, non. On laisse le sujet à Amira Soltane ou à ses équivalentes du quotidien islamo-porno-populiste «Echourouk»...

- Piste 2: L'affaire de la Guerre des étoiles VII. Jusqu'à présent le tournage de la fructueuse saga de George Lucas avait lieu en Tunisie. Depuis la révolution et la fuite de Ben Ali, saluées soit-disant par le monde occidental, aucune production américaine ne veut prendre le risque d'investir dans le pays. Le tournage de l'épisode 7 de Star Wars réalisé par J.J. Abrams a donc été délocalisé. Si la plupart des scènes vont être tournées dans les studios Pinewood près de Londres, le tournage extérieur a bel et bien commencé cette semaine dans «un autre pays de la région» pour reprendre le communiqué laconique publié il y a 10 jours par la production. Où au juste, on ne sait pas trop, mais la BBC a été la première à vendre la mèche: la planète Tatooine, cadre de la Guerre des étoiles, a été reconstituée à Abou Dhabi. L'info c'est que les productions américaines fuient les pays comme la Tunisie et l'Egypte et cela mérite bien une petite chronique mi-politique, mi-économique, avec une chute soignée quoique très prévisible, pour qu'elle trouve sa place entre «La chronique du bledard» d'Akram Belkaïd et «La chronique économique» de Belkaïd Akram

- Piste 3: Profiter de la présence des journaux spécialisés dans l'économie du cinéma pour faire un point global sur les films qui marchent. Les succès populaires reflètent souvent mieux que n'importe quel film à thèse l'état du monde. En Egypte, par exemple, tous les films qui traitent de la révolution de la place Tahrir font un bide. De même le très attendu film du grand Mohamed Khan «La fille de l'Usine» n'a pas résisté plus de deux semaines face aux comédies stupides qui cartonnent. Enfin, en France, à la veille d'une élection qui va conforter le Front National, le film qui bat tous les records du box-office, 5 millions d'entrées en moins d'un mois, est une comédie qui a pour titre «Qu'est-ce qu'on a fait au Bon Dieu?». Un couple de la haute bourgeoisie est confronté aux choix de ses quatre filles qui vont se marier avec 1- des "arabes", 2- des "juifs", 3- des "chinois" et 4- des "noirs". Si le film aligne tous les clichés racistes pour mieux les dénoncer, on ne sait pas ce qui fait courir les spectateurs français, les saillies racistes de la comédie potache ou leur dénonciation par un mécanisme aussi trouble que troublant «on est tous racistes après tout, aimons nous alors». Cela peut donner effectivement matière à une chronique qui énonce et qui dénonce, quitte à tourner en rond et dans l'errance, à la manière des tribunes d'Abed Charef

- Piste n° 4- Les nouveaux rapports de force entre la caste des nantis et les cohortes des anéantis, thème récurrent qui court de film en film et qui a donné quelques pépites cette année à Cannes, avec notamment «Foxcatcher» de l'américain Bennett Miller, et «Deux jours, une nuit», dernier et puissant opus des frères belges Dardenne- dans les deux cas que des acteurs magnifiques (Steeve Carell, grand acteur et Marion Cotillard, géniale actrice). Tous les ingrédients sont là pour une chronique qui ausculte à l'aune des dernières productions cinématographiques les nouvelles variations du rapport maître-esclave, avec une ou deux citations piquées dans «Le petit livre des phrases célèbres à l'attention des envoyés spéciaux algériens à Cannes en manque de culture» (édité par Casbah) le tour est joué, qui sait ma chronique sera peut-être aussi lisible que celles de Kamel Guerroua ?

- Pardon ? Je n'ai plus de place pour développer une de mes fumeuses thèses ? Autrement dit, une fois de plus je vais passer pour un rigolo... Dommage, cette année j'avais opté pour un peu plus de sérieux.

T. H.

 **HYUNDAI** | NEW THINKING.
NEW POSSIBILITIES.

À PARTIR DE
1 069 000 DA*

ÉQUIPÉE DE : ABS, 2 AIRBAGS

Accent+
LÉGENDAIRE,
FIABLE ET RASSURANTE !



Photo non contractuelle

ÉQUIPÉE AUSSI DE :
DIRECTION ASSISTÉE, CLIMATISATION, VITRES AVANT/ARRIÈRE ÉLECTRIQUES, RADIO CD,
RÉTROVISEUR ÉLECTRIQUE, ACCOUDOIR AVANT, VERROUILLAGE CENTRALISÉ.

DISPONIBLE dans tout le réseau **HYUNDAI**

* Prix en TTC taxe véhicule neuf incluse.
www.hyundai-algerie.com

RESIDENCE
L'OREE DU CAP
AÏN EL TURCK

À VENDRE
DERNIERS
APPARTEMENTS
ET LOCAUX
APPELEZ AU 0560 069 745



27, Bd Froment Coste Bel-Air ORAN Tél. : +213 (0) 41 28 18 84 (heures d'appels de 9h à 18h)

WWW.CICPROMOTION.COM

Ils exigent la suppression de la «corvée» des vide-ordures Les gardiens d'immeubles des cités AADL reviennent à la charge

Sofiane M.

Les cités location-vente à Oran sont la proie à un malaise permanent. Après le mouvement de contestation des coacquéreurs de plusieurs sites, qui avaient dénoncé les pannes prolongées des ascenseurs, c'est aujourd'hui le tour des gardiens d'immeubles de monter au créneau pour réclamer la suppression des colonnes de vide-ordures (VO) pour des impératifs de salubrité, de santé et de sécurité au travail. Les délégués des concernés soutiennent que le nettoyage des vide-ordures ne relève pas des attributions des gardiens d'immeubles fixées dans le cahier des charges. «Il n'a jamais été question dans notre contrat de travail de nettoyer les vide-ordures. Nous avons accepté dans un premier temps cette corvée, mais après plusieurs années, nombre de nos collègues ont commencé à développer des maladies professionnelles causées par la manipulation des ordures. Les gardiens d'immeubles ne disposent d'aucun équipement de protection individuelle. Ni tenues professionnelles ni chaussures de protection encore moins les gants pour manipuler les ordures et autres détritiques. Pire, nous n'avons même pas droit aux détergents et autres produits (Javel, grésil désinfectant, désodorisant...) pour désinfecter les vide-ordures», affirment les délégués des concernés. Une petite virée dans ces lieux insalubres situés au rez-de-chaussée des tours de 16 et 9 étages nous a laissé perplexe. Ces vide-ordures sont des nids à miasmes, à bactéries et des milieux propices à la contamination par toute sorte de maladie. La putréfaction des déchets dans ces vide-ordures engendre des odeurs incommodantes et vapeurs irritantes, susceptibles de provoquer

des phénomènes allergiques voire des pneumonies. L'image de ce jeune gardien d'immeuble que nous avons trouvé dans un vide-ordures, des tongs aux pieds sans aucun équipement de protection, témoigne de la dégradation alarmante des conditions de travail de ces gardiens. «Nous avons un gardien qui a développé une réaction allergique sévère aux yeux et qui a eu pour conséquence une altération de la fonction visuelle. D'autres gardiens souffrent d'allergies cutanées qui se manifestent souvent

par des réactions dermatologiques handicapantes (démangeaisons, eczéma, urticaire...). Le comble est que l'AADL n'assure aucune couverture sanitaire pour les gardiens d'immeubles qui sont obligés de se rendre chez des médecins privés ou aux dispensaires pour le traitement de ces maladies». Les délégués des gardiens se sont aussi plaints des salaires dérisoires et des retards dans le versement de la prime de rendement collectif (PRC) qui est bloqué depuis plusieurs années par l'agence.

Aïn El-Turck Les dernières retouches avant l'ouverture de la saison estivale

Quelques jours du lancement officiel de la saison estivale, les dernières retouches sont effectuées à travers la réalisation de petits projets et autres aménagements urbains, qui devront contribuer notamment à l'amélioration des conditions de séjour pour les millions d'estivants attendus dans la daïra côtière d'Aïn El-Turck. Il s'agit principalement des accès aux plages et des aménagements des lieux de stationnement. A ce titre, les travaux de deux accès à la plage à Bomo et un autre au lieu-dit l'Etoile, sur le territoire de la municipalité de Bousfer, dans la daïra d'Aïn El-Turck, sont en phase d'achèvement. Selon une source proche de ce dossier, un apport d'un montant de 1,2 milliard de centimes a été dégagé pour financer la réalisation de ces trois projets d'utilité publique. La réalisation d'une porte urbaine, à l'entrée du site des Andalouses, figure également parmi les projets prioritaires pour cette période estivale. Une enveloppe de 5

millions de dinars a été dégagée pour le financement de cet ouvrage d'art, qui sera réceptionné dans les prochains jours. Signalons dans ce même contexte l'aménagement du parking automobile de Bousfer-Plage. Un projet qui a nécessité 13 millions de dinars. Une autre manne d'argent d'un montant de 2 milliards de centimes a été allouée pour financer la deuxième tranche des travaux de l'esplanade du site des Andalouses. Selon notre source, cette opération d'aménagement sera achevée avant l'ouverture de la saison estivale. Un changement de décor appréciable sera installé sur ce site, à la faveur de ces aménagements, qui contribueront grandement à un supplément de points dans le domaine de la promotion du tourisme dans cette partie de la wilaya. Notons encore que conformément au cahier des charges, tous ces projets seront réceptionnés avant l'entame de la saison estivale.

Rachid Boutlélis

Enseignement à distance : 1541 candidats au bac

S. C.

Le nombre de candidats à la session du baccalauréat 2014 présenté par l'antenne d'Oran qui chapeaute également la wilaya de Sidi Bel-Abbès, l'Office national de l'enseignement et de la formation à distance (ONE-FD), sera de 1541. C'est ce que nous a fait savoir hier Noureddine Meziane, le directeur de l'antenne, qui précise que pour l'examen de BEM, ce nombre n'est que de 8 candidats. A préciser que ce nombre ne concerne pas tous les candidats libres, étant donné que d'autres se sont inscrits auprès de l'Office national des examens et concours (ONEC). A rappeler que le nombre de candidats à l'ultime examen de l'enseignement général donnant accès au supérieur est en croissance et, à titre

d'exemple, pour ces deux wilayas (Oran et SBA), il n'était que de 725 en 2008. Durant deux jours, ces candidats se sont présentés le 12 du mois en cours à l'examen blanc qui s'est déroulé au lycée El Moustakbal. Sur un plan plus global, l'Office organise les examens de niveaux pour plus de 15 000 de ses élèves. A ce titre, 9 centres ont été retenus pour la wilaya de Sidi Bel-Abbès, dont 4 pour les candidats détenus dont le chiffre est estimé à 769 apprenants et un pour 5461 élèves tous niveaux confondus. Pour Oran, 27 centres ont été fixés dont 4 pour les candidats incarcérés et dont le nombre est de 812. Concernant les corrections et afin d'éviter toute forme de complaisance, les copies des épreuves seront prises en charge dans d'autres wilayas et ceci est valable pour l'ensemble des niveaux.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

Liberté à huis clos



Le tapis des feuilles, alors piétiné, se refait une beauté dès notre passage afin de nous aider à

brouiller les pistes. La piste de la disparition. Vivre de ses contradictions, lorsqu'on est conscient, crée au creux de nous un fond noir sans fin. Pas de lumière. Du tiraillement. Ce manque de liberté, chacun l'a ressenti au moins une fois dans sa propre existence. Cette couardise nous pousse immanquablement vers le mensonge. Qui tisse les barreaux de la prison. Et pourtant, le temps d'une vie est si court. La courtisane a fait de son mieux pour détourner le courtois. Celui-ci, les pieds «encimentés», ne peut se mouvoir de peur de les voir s'arracher de son corps. Il perdra son équilibre. Sans eux, il n'est plus rien. La peur, elle, aura gagné. Tirons. Tirons-nous. On veut nous emprisonner. Mais que deviendront-ils ceux qu'on laisse derrière ? Pourvu qu'il pleuve toujours. Pour s'enfermer dans une liberté, que l'on tentera de fuir pour l'autre liberté. Pour quelques années ferme.

Protection du patrimoine culturel à l'ère du numérique L'ONDA organise une rencontre nationale à Oran

K. Assia

La protection des œuvres du patrimoine culturel traditionnel dans le monde du numérique sera le thème de la rencontre nationale organisée, samedi après-demain, au théâtre régional d'Oran Abdelkader Alloula, par l'Office national des droits d'auteurs et des droits voisins (ONDA). Cette journée d'étude à laquelle prendront part M. Benchikh, DG de l'ONDA, M. Belhachemi, responsable régional de l'office, des universitaires, des chercheurs, la communauté des artistes et les responsables locaux, sera l'occasion pour les intervenants d'explicitier tous les aspects liés à la préservation des œuvres culturelles et artistiques à l'ère de la technologie et de l'informatique. Avec l'avènement du numérique, les participants doivent trouver des solutions

adéquates pour pérenniser le savoir et le savoir-faire culturel. Autrement dit, se doter d'une stratégie pour la préservation de notre mémoire culturelle afin de faire face à l'évolution technologique. Ce séminaire va étudier le patrimoine culturel entre savoir et savoir-faire à l'ère du numérique, a noté M. Belhachemi, directeur régional de l'office. La mise en ligne du patrimoine culturel renvoie à l'utilité de se doter de plateformes informatiques spécialisées pour rendre ce dernier accessible, visible et repérable au sens Web. Un plan d'action national et régional pour la conservation, la gestion et la communication du patrimoine, culturel, audiovisuel et cinématographique est tout à fait envisageable. Cet espace, dédié à l'identité culturelle, à l'ère du numérique et de l'Internet sera animé par des spécialistes et chercheurs et des cadres de l'ONDA.

Gendarmerie et université planchent sur les accidents de la route

Mokhtaria Bensaâd

Le facteur humain est à l'origine de 90% des accidents de la route en Algérie, selon des statistiques du ministère des Transports. Malgré les campagnes de sensibilisation menées pour lutter contre ce phénomène qui prend de l'ampleur, la route fait encore des victimes. Pour plus de sensibilisation, «La sécurité routière : mesures, enjeux et stratégies d'acteurs» est le thème d'un séminaire qui sera organisé à l'IGMO le 24 et 25 mai par l'université d'Oran en collaboration avec le 2^{ème} Commandement régional de la Gendarmerie nationale d'Oran.

Plusieurs communications sur le thème sont au programme. Elles seront présentées par des gendarmes et des universitaires. Parmi ces conférences l'on citera : «étude analytique des accidents de la circulation et rôle de la Gendarmerie nationale dans la sécurité routière», «évaluation de l'ex-

position au risque dans les accidents de la circulation en Algérie», «un système d'aide à la décision, spatial et multicritères, dédié à la gestion des risques du transport des matières dangereuses», «principes organisationnels du partenariat entre les disciplines universitaires et les gestionnaires et décideurs locaux de la conception à la réalisation d'un outil géographique», «identification des zones à risque d'accidents en zones rurales : logique floue et analyse multicritères (exemple de Mascara)», «l'efficacité de la formation au profit de la sécurité routière», «accidents de la circulation et leur impact sur l'individu et la société», «profil du jeune conducteur : cognition, émotion, attitudes et comportements routiers», «le quotidien des personnes handicapées motrices face aux contraintes de l'accessibilité physique», «l'indemnisation des préjudices subis lors de l'accident de la circulation»....

Projet d'une clinique dentaire à Akid Lotfi Le promoteur répond aux habitants de la cité

Houari Barti

Le promoteur privé chargé de la réalisation d'une clinique dentaire à Akid Lotfi qui a été l'objet de polémique de la part des habitants de la cité des 104 logements, mitoyenne du chantier, a formellement démenti hier, dans un entretien accordé au Quotidien d'Oran, les «allégations» portées par ses détracteurs les qualifiant de «pures contrevérités». Premier point battu en brèche par le promoteur est celui selon lequel le site du projet aurait pour «vocation d'origine» un «espace vert». Or, a-t-il dit, «il n'y a aucun document officiel attestant que le site a vocation d'espace vert.» Il ajoute que «dans l'acte de concession qui m'a été délivré par les domaines, la superficie du terrain est de près de 1800 m² destiné à abriter le projet d'une clinique privée de chirurgie dentaire. Dès les premiers coups de pioche, les riverains ont manifesté leur mécontentement. Pourquoi ? Parce qu'ils avaient pris comme habi-

tude d'utiliser une bonne partie du terrain comme aire de stationnement pour leurs véhicules. Devant cette situation, j'ai préféré ne pas entrer en conflit avec mes voisins qui allaient probablement être mes futurs patients. J'ai donc décidé de reculer les limites du chantier de trois mètres, perdant du coup plus de 200 m² de la superficie d'origine. C'est une décision qui n'est pas facile à prendre car je dois me battre encore auprès de l'administration pour avoir un arrêté rectificatif de la superficie, et je ne veux pas payer le loyer de 1800 m² alors que je n'en utilise que 1580 m². Les représentants des habitants des 104 logements disent que le projet de la clinique va rétrécir la voie donnant accès à la cité. Il bloquerait l'accès au camion des pompiers, par exemple ! Ce qu'ils ne disent pas en revanche, c'est que l'entrée principale de leur cité se trouve complètement de l'autre côté. Là encore, «l'argument est complètement fallacieux», a-t-il encore affirmé.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Kahloul Hasni, 89 ans, El-Hamri
Megueni Fatma, 84 ans, Victor Hugo
Bouziane Belezreg, 37 ans, Eckmühl
Belhoul Brahim, 45 ans, Derb

Horaires des prières pour Oran et ses environs

22 rajab 1435
El Fedjr 04h11 Dohr 12h59 Assar 16h48 Maghreb 20h09 Icha 21h44



AÏN TÉMOUCHENT

73,6 milliards de centimes pour la réduction des coupures d'électricité

Mohamed Bensafi

Une enveloppe financière de 736 millions de dinars a été dégagée, pour l'année 2014, pour la mise en œuvre d'un plan d'urgence, visant l'amélioration de la distribution de l'énergie électrique, dans la wilaya d'Aïn Témouchent, a indiqué, le directeur de distribution (DDAT), à la Sonelgaz de la wilaya d'Aïn Témouchent, M. Mohamed El Amine Damouche, contacté, ce mercredi matin. Ce budget a servi, a-t-on précisé, au financement d'un grand nombre d'opérations réalisées, parmi lesquelles figure l'installation de 84 transformateurs électriques de distribution publique. Ce programme de réduction des coupures d'électricité, dans la wilaya

d'Aïn Témouchent, nécessitera, aussi, la mobilisation, dès la fin du mois de mai courant, la mise en exploitation d'une sous-station électrique à El-Malah. Une cabine mobile, de moyenne tension, pour pallier les problèmes de surcharge de certains transformateurs et sur l'alimentation de nouveaux projets ainsi que le raccordement de nouveaux clients des communes de Hassi El-Ghella, Terga et Ouled-Boudjemâa, a ajouté M. Damouche. S'inscrivant, toujours, dans le cadre de l'amélioration de la qualité de service, en matière de distribution de l'énergie électrique, ce programme va porter, également, sur l'entrée en exploitation de 3 stations de transformation électrique ; à Aïn Tolba et Aïn Larbâa, prévues pour le début 2016, et à Aïn Témouchent,

et dont les travaux de réalisation, estimés à 70%, doivent s'achever en 2015. En plus du renforcement des sources d'énergie électrique, la DDAT d'Aïn Témouchent a lancé, cette année, une opération de réhabilitation d'un linéaire de 300 km du réseau électrique, à travers la wilaya d'Aïn Témouchent. Ce vaste chantier contribuera à améliorer la distribution énergétique de la wilaya, a ajouté Damouche. Enfin, la DDAT élargira, de même, son circuit commercial, en lançant les travaux de réalisation de 3 agences commerciales, à Aïn Témouchent, El-Amria et Aïn Kihal. Elle devra, en même temps, réceptionner bientôt une nouvelle agence commerciale à Béni-Saf, après celle, déjà en activité, de Hammam-Bouhadjar, nous fait-on savoir.

TLEMCEM

Le Lycée Dr. Benzerdjeb, un haut-lieu du savoir

Khaled Boumediene

La 14^e journée-retrouvailles de l'Association Ecolymet se déroulera, le samedi 24 mai prochain, à l'auditorium de la faculté de Médecine de l'Université «Abou Bakr Belkaid», sous le thème : «Lycée Dr. Benzerdjeb, haut-lieu du savoir». Cette journée qui sera présidée par Djamel Berber (ancien professeur au lycée Dr. Benzerdjeb et inspecteur général des Sciences naturelles en retraite), verra la participation des anciens élèves du lycée Dr. Benzerdjeb. Plusieurs intervenants animeront des conférences: Abderrahim Mesli (président de l'Ecolymet), Djamel Berber (président d'honneur), Noureddine Ghoulali (recteur de l'Université de Tlemcen), Sidi Mohamed Negadi (professeur d'Université), Ali Rebib (ancien proviseur du lycée Benzerdjeb), Mohktar Benkalfat, Mounir Borsali (professeur de lycée, retraité), Reda Benmansour (consultant-retraité), Benali El Hassar (journaliste APS, retraité), Abdellatif Mesli (médecin), Mme Bouayad née Baghdadli (enseignante, retraité).

Selon Dr. Reda Benkalfat, membre du Conseil scientifique de cette association, qui compte des dizaines d'intellectuels et des cadres de la Nation, cette rencontre propose des témoignages sur quelques défunts personnages, marquants, du lycée Dr. Benzerdjeb, tels que : Sid Ahmed Bouayad (ancien professeur et inspecteur général), Mohamed Moulay Slimane (ancien proviseur), Bouyakoub (ancien proviseur), Ghouti Dib (ancien professeur), Hammou Baghli (ancien professeur), Abdelkader Bouguettaya (ancien proviseur), Mustapha Yagoubi (ancien professeur d'EPS), Mokh-

tar Haddam (ancien proviseur du lycée Maliha Hamidou), Mustapha Bouabdallah, l'Abbé Berenguer, Souley Tholy.

Pour clôturer cette journée, l'association Ecolymet proposera une visite du lycée Dr Benzerdjeb, le 24 mai 2014, à partir de 17h. A la veille de cet événement ayant pour objectif, entre autres, la préservation de la mémoire, Dr. Reda Benkalfat a révélé, à notre journal, ces quelques témoignages : «Ce lycée de garçons créé par décret du 24 octobre 1958, était prévu dans le programme des grands travaux de l'exercice 1949. A l'époque M. Josselin, proviseur au collège de Slane a supervisé l'étude de ce futur établissement, qui doit occuper dès 1952, une superficie de 4 ha17 ares 97 ca. Le maire de cette époque se nommait R. Blanc. C'est le successeur de M. Josselin qui a finalisé ce travail, en organisant un début de transfert des lycéens, vers le nouvel établissement, durant l'année scolaire 1957-1958. Sur un total de 243 élèves du sixième, près de 184 rejoindront, ce nouveau lycée, dès décembre 1957, dans des conditions inimaginables, car les travaux entamés n'étaient pas encore finis. Il manquait des portes, des fenêtres, l'électricité, tout... on marchait même sur des madriers. Durant l'année 1958-1959, tous les élèves qui étaient encore au collège, ont rejoint le nouveau lycée. Le mois d'octobre 1959, les élèves du lycée franco-musulman rejoindront, à leur tour, leurs camarades dans cet établissement, qui portera le nom de lycée national. Ainsi, il regroupera, dès l'année scolaire 1960-1961, tout l'enseignement de la wilaya et ses environs, de la sixième aux terminales, y compris les élèves franco-

musulmans. L'année 1961-1962 verra l'introduction d'un nouvel enseignement des Lettres supérieures pour les bacheliers. Durant l'année 1964-1965, il a fallu ajouter une annexe, à ce lycée, dans l'enceinte de l'ex-caserne militaire Bedeau, qui par la suite, avec l'ex-école de police et de nouveaux bâtiments, formeront le futur lycée polyvalent», a indiqué Dr. Réda Benkalfat. Et d'ajouter : «Il y'a lieu de signaler, que contrairement à d'autres établissements, en Algérie, ce nouveau joyau n'a, à aucun moment, interrompu ses cours, malgré la guerre. Il accueillera de nombreux camarades des wilayas voisines d'Oran, Sidi Bel-Abbès, Relizane, Alger... A l'indépendance, ce grand lycée d'Etat portera le nom du Chahid Dr Benzerdjeb. Ce lycée fut une référence dans l'organigramme national. En plus de l'enseignement dispensé dans cet établissement, le volet culturel y brillait aussi. Un ensemble musical et artistique représentera, dignement, l'Algérie dans le concert maghrébin.

Côté sportif, l'équipe du FASSO et l'école de judo réalisaient de très bons résultats. Des séances préparatoires au cinéma-club furent organisées et un club de jeunes «le JCP» en ville fut créé, mais malheureusement, ne surviva pas aux nouvelles orientations. En conclusion, l'on ne peut oublier, dans ce contexte, les premières classes de 1860, de la rue de Bel-Abbès, la rue de Fez, Dufaud Decieux, la Place des Victoires, l'EPS-filles, le lycée FM, les écoles professionnelles pour garçons et filles, ainsi que l'école arabo-française de l'ex-musée, qui a accueilli les premiers indigènes dont notamment le futur grand Cadi, Rostane Bachirould Hamou et beaucoup d'autres».

MOSTAGANEM

La décharge de tous les dangers

La cité des 600 logements, surplombant la magnifique baie de 'Sonachter', à 3 km, à l'est de Mostaganem comptant plus de 2.200 âmes est agressée par la présence d'une décharge sauvage, autrefois stock des déchets inertes, qui prend de l'ampleur chaque jour, principalement depuis la fermeture définitive de la décharge de Hchem et le transfert des déchets ménagers au centre d'enfouissement technique de la localité de Sour.

Les habitants de la cité, rencontrés, nous ont fait part de leur désarroi,

devant l'accumulation des ordures ménagères, dans ce lieu. Jour après jour, cet espace qui recevait, autrefois, les déchets inertes, s'est transformé en véritable décharge sauvage avec une atmosphère irrespirable, notamment en ce début d'été» expliquent-ils. Les fumées qui s'y dégagent, pénètrent jusqu'à l'intérieur des habitations et même la résidence universitaire, sise à 800 m plus loin, n'échappe pas au phénomène qui cause également des désagréments à d'autres habitations.

A l'approche de la saison estiva-

le, cette décharge générera, sans aucun doute, la prolifération des chiens errants et d'autres animaux susceptibles de présenter un réel danger pour les habitants, principalement les enfants.

Ces derniers lancent un appel pressant, aux autorités compétentes, pour prendre ce problème en mains, en éradiquant, définitivement cette décharge et pour améliorer le cadre environnemental de la cité des 600 logements où il faisait si bon d'y vivre.

Ayache Djamel

ADRAR

Des cotisations des employés d'Algérie Poste destinées à la CNAS détournées

Bentouba Said

L'énigme du détournement du chèque des cotisations des employés d'Algérie Poste, destinées à la CNAS, a été clarifiée, cette semaine, par les enquêteurs de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya d'Adrar.

En effet, les investigations ont permis d'arrêter le principal accusé, en flagrant délit, pour retrait illégal d'argent, à la poste d'Adrar, a-t-on appris de la cellule de communication de la Sûreté d'Adrar, ce mardi.

Le chèque en question d'une valeur de 7.265.602,31 DA signé par le directeur d'Algérie Poste, lui-même, a été détourné à la Poste centrale, ne laissant aucune trace, depuis le 16/04/2014, jusqu'à l'arrestation du dénommé M.A.A, âgé de 42 ans, qui venait d'encaisser le montant

du chèque, dans son compte personnel, et qui a retiré le même jour une somme de 200.000 DA. Suite à un appel téléphonique, la brigade de la police s'est déplacée à la poste où elle a arrêté le mis en cause. L'enquête de la police a touché par la suite, presque tous les employés d'Algérie Poste, ce qui s'est traduit par l'obtention de renseignements, et l'identification d'une relation de l'accusé principal, A.K, âgé de 42 ans, qui a aidé, ce dernier, à encaisser le chèque par l'intermédiaire d'une préposée au guichet exerçant à la Poste. Les mis en cause ont été présentés devant le parquet, puis auditionnés par le juge d'instruction qui a ordonné le mandat de dépôt pour les deux accusés principaux, pour vol de deniers publics et une liberté provisoire pour deux autres agents impliqués, dans cette transaction.

RELIZANE

Commerce informel, aux grands maux les grands moyens

E. Yacine

Après des années d'indifférence, de permissivité, d'opérations ponctuelles infructueuses, les pouvoirs publics ont décidé de passer à l'action et d'éradiquer le commerce informel qui sévit dans la ville de l'Antique Mina «Relizane». Au-delà des difficultés qui vont se poser, dans la mise en place et l'exécution de ce plan, il y a lieu, d'abord, d'en signaler l'opportunité et le bien-fondé de cette opération. La voie publique et les quartiers du cheflieu de Relizane ne peuvent plus supporter de voir perdurer ce fléau qui ne règle rien pour ce qui concerne le chômage des

jeunes. C'est une illusion de croire que ce commerce informel est une solution, même provisoire, à l'inactivité des jeunes.

Il faut méditer sur une stratégie de longue haleine qui doit mobiliser nombreux ministères, ayant la lourde charge de trouver les remèdes adéquats pour en finir avec ce phénomène et qui, dans le long terme, sont, suffisamment, aptes à absorber, au fur et à mesure, les jeunes chômeurs. Compter, uniquement, sur la force publique est une énorme illusion qui va démontrer, très vite, son inefficacité et son échec inéluctable. Aux grands maux les grands moyens. C'est la seule solution.

Une commission pour endiguer la mendicité

E. Yacine

Le phénomène de la mendicité a pris de l'ampleur, depuis quelques années, en raison de la dégradation de la situation socio-économique des franges les plus fragiles de la population. Relizane va prendre, à bras-le-corps, la lutte contre la mendicité et le vagabondage. C'est sur ordre du chef de l'exécutif qu'une commission chargée de cette mission est en passe d'être mise sur pied. Elle sera composée de plusieurs partenaires dont des responsables des services sociaux, de la Protection civile, du secteur de la Santé, des services de l'ordre, du Croissant-Rouge et des présidents d'APC. Il est clair qu'une telle mission nécessite la conjugaison des efforts de tous les représentants des autorités locales, tant elle est délicate. «Ramasser» des gens qui font la manche dans la rue ou qui squattent un coin, ne sera pas forcément chose aisée. Car l'accomplissement de cette tâche doit s'accompagner de tact et de doigté, afin de préserver de la dignité humaine.

La présence de ces hommes et femmes, parfois accompagnés d'enfants, sur les trottoirs ou à l'entrée des commerces, renvoie,

de prime à bord, une image insoutenable qu'il faudrait, impérativement, «corriger». Or, la réalité serait autre, selon des sources proches de ce dossier. La majorité de ces «demandeurs d'obole» ne serait, en fait, que de faux mendiants. Pis, certaines femmes se servent de nourrissons qui ne sont même pas leur progéniture, pour attendrir les passants. Ces pratiques sont, donc proches, de l'escroquerie que d'un besoin alimentaire. C'est d'ailleurs, en se basant sur les interventions des services sociaux, que la commission, une fois sur pied, s'attellera à évacuer ces pseudo indigents. Des poursuites judiciaires pourraient être déclenchées à leur rencontre, conformément, aux articles 195-196 du code pénal. Les solutions à prévaloir, dans ces cas de figure, ne sont pas, définitivement, arrêtées mais la commission en question s'y penchera.

Il s'agira d'une admission dans les maisons de retraite ou d'une inscription dans les programmes du filet social.

Peut-on, réellement, endiguer, ici ou ailleurs, le phénomène de la mendicité, dans un contexte économique mondial défavorable et en pleine récession?

MÉDÉA

L'hypertension artérielle inquiète

Devenue un véritable problème de santé publique, l'hypertension artérielle, ou HTA, continue de préoccuper et inquiéter de plus en plus de par le nombre de personnes atteintes et qui en souffrent.

Rabah Benaouda

C'est le cas dans la wilaya de Médéa comme partout ailleurs à travers le pays et dans le monde. Une pathologie qui ne laisse aujourd'hui plus personne indifférent dans le cercle des autorités locales et nationales dont notamment la Direction de la Santé et de la Population (DSP) de Médéa qui vient d'organiser à cet effet et en étroite collaboration avec l'Association des médecins libéraux de la wilaya que préside le toujours dynamique Dr Mohamed-Fateh Benkortbi, médecin privé à Médéa, une «Journée d'étude et de sensibilisation sur l'hypertension artérielle». Une manifestation médico scientifique très réussie grâce à l'apport logistique très précieux de plusieurs laboratoires pharmaceutiques qui ont organisé, parallèlement à cette journée, une imposante exposition dans le vaste hall attenante à la salle des conférences Dr Mohamed-Bencheneb de l'UDYF de Médéa qui accueillait justement cette manifestation médico-scientifique.

Entrant dans le cadre de «La journée mondiale de la santé» qui a été consacrée cette fois-ci à «la lutte contre l'hypertension artérielle», cette journée d'étude et de sensibilisation a été caractérisée par la présentation de pas moins de six communications, aussi intéressantes les unes que les autres, qui ont été animées par des docteurs et professeurs spécialistes de cette maladie,

en présence d'une assistance nombreuse composée de médecins généralistes et spécialistes, de directeurs d'EPH et d'EPSP de la wilaya de Médéa ainsi que d'agents paramédicaux. Une journée qui a été rehaussée par la présence du Dr Salim Zegrar, DSP de Médéa. Tout autant que la tuberculose et le cancer du sein, l'HTA est une maladie grave mais, à l'inverse de ces deux pathologies, elle n'est heureusement pas transmissible. Au fait, qu'est-ce que l'hypertension artérielle ? C'est une tension artérielle excessive, une affection qui est responsable de près de la moitié des décès par accident vasculaire cérébral (AVC) et par cardiopathie.

Elle touche surtout les personnes âgées entre 50 et 59 ans et entre 20 et 39 ans. Cependant, l'HTA qu'on considère aujourd'hui comme un «tueur silencieux», peut être évitée et traitée sans avoir nécessairement recours aux médicaments, mais plutôt en en diminuant les risques à travers une bonne hygiène alimentaire : diminution de la consommation de sel et de graisse, arrêt de la consommation d'alcool et de tabac, suivre un régime alimentaire équilibré à base de céréales, légumes, poissons... Une alimentation à base d'huile d'olive est à conseiller.

Comme il est fortement recommandé de pratiquer une activité régulière et adaptée, de conserver un poids équilibré et surtout beaucoup marcher. Entamant la première communication, le Dr Mohamed-

Fateh Benkortbi, infectiologue, parlera longuement de ce «tueur silencieux qu'est l'HTA». Il sera suivi par le Professeur Azzeddine Remache, du service de néphrologie du CHU de Bab El Oued (Alger) qui s'étalera, quant à lui, sur «le HTA : facteur de risque rénal».

Leur emboitant le pas, le Professeur Mahfoudh Sari-Ahmed, cardiologue pédiatrique à l'EPH de Baïnem (Alger), abordera, pour sa part, «l'HTA chez l'enfant». Après une courte pause-café, ce sera au Professeur Salim Benkhedda, du service de cardiologie du CHU Mustapha-Bacha (Alger), et qui n'est autre que le fils de Benyoucef Benkhedda (1920-2003), qui fut le deuxième président du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), entre le 09 août 1961 et le 03 juillet 1962, de parler de «la conduite à tenir devant une crise hypertensive». Il sera suivi par le Dr Taouss Haddad, du service de médecine interne du CHU de Bab El Oued (Alger), qui parlera, quant à elle, du «traitement de l'HTA». Clôturant ces six communications, le Dr Abdelkader ABID, cardiologue privé, fera connaître à l'assistance «l'algorithme du traitement de l'HTA». Six communications qui ont été suivies de débats riches et intéressants allant dans le sens d'une «meilleure prévention et une prise en charge efficace de l'hypertension artérielle à travers une sensibilisation permanente et soutenue».

SKIKDA

Les travailleurs d'ALTRO pour un volontariat

A. Boudrouma

Jugeant que leur entreprise est dans une situation délicate, les travailleurs de l'entreprise publique de travaux routier (ALTRO), dont l'effectif atteint de 2.200 salariés, ont décidé de réagir «face aux menaces qu'en court l'entreprise qui fait face à un laisser-aller et un manque de rigueur dans l'exécution de son plan qui inclut de nombreux projets d'infrastructures routières importants». On affirme que l'entreprise est en semi-léthargie alors que le travail ne manque pas. «Nous avons plusieurs chantiers répartis à travers le territoire national représentant un plan de charge de 172 milliards de DA pour le seul exercice 2014. En dépit de l'énorme potentiel humain et matériel dont dispose l'entreprise, on a été incapables d'honorer nos

engagements et de réaliser un avancement de travaux significatif. C'est la raison pour laquelle les maîtres d'ouvrage nous ont adressé une série de mises en demeure et risquent de résilier les marchés contractés avec notre entreprise à ses tort exclusifs...». Conscients de l'enjeu, les travailleurs ont donc décidé de réagir en optant pour un sit-in qu'ils ont tenu hier devant le siège de l'entreprise ALTRO à Hamadi-Krouma durant toute la matinée d'avant-hier. Fait rare, «le mouvement n'est encadré par aucun syndicat» comme ont tenu à souligner les travailleurs qui ont décidé à l'issue de leur action de travailler durant ce week-end dans le cadre «d'un volontariat afin de rattraper le retard. Nous allons consentir un sacrifice pour notre entreprise afin de la sortir de ce mauvais pas...», a-t-on tenu à préciser.

Le maire rend le tablier

A. B.

Le maire de Skikda, d'obédience RND, a posé officiellement sa démission dans la journée d'avant-hier devant l'assemblée extraordinaire à laquelle a assisté le chef de la daïra. Ce retrait qui a été motivé par «des raisons de santé» ne représente cependant pas une surprise pour la population puisque des rumeurs persistantes circulaient depuis un certain temps au sujet de son départ. Après 18 mois passés

aux commandes de la municipalité, cet élu n'a pas réussi à redresser la barre en matière de prise en charge des préoccupations de la population et Skikda n'a pas accompli de progrès significatifs. Bien au contraire, la situation n'a cessé de se dégrader, attisant même le courroux de la tutelle qui ne voit sûrement pas d'un mauvais œil ce départ. Le remplacement du maire sortant devrait intervenir à l'issue des tractations engagées entre les formations politiques concernées.

Des revendeurs protestent

A. B.

Une centaine de commerçants informels ont investi avant-hier dans la matinée la rue Didouche-Mourad qu'ils ont paralysée.

Après avoir transmis leurs doléances au chef de cabinet de la wilaya de Skikda la semaine écoulée, ils sont revenus à la charge en exigeant que leur problème, né de leur expulsion des lieux qu'ils occupaient au marché hebdomadaire de la

Cité des Frères Saker (Ex-Camus Rossi), soit résolu. Ils ont exigé d'être reçus par le wali avant d'être dispersés par les forces de l'ordre qui ont procédé à 11 interpellations. Les esprits ne semblent pas avoir été apaisés pour autant car les jeunes ont juré de remettre ça jusqu'à satisfaction de leurs revendications et bénéficier d'espaces commerciaux en remplacement de ceux qu'ils ont perdus au marché des Frères Saker démantelé depuis.

BOUHADJAR

Deux morts par noyade

A. Ouelâa

Comme chaque année, bien avant l'ouverture de la saison estivale, mares d'eaux, barrages, retenues collinaires et même les puits font des victimes surtout parmi les jeunes un peu partout dans la wilaya d'El-Tarf. Ainsi donc, un drame vient de frapper deux membres d'une même famille vers 14h de l'après-midi de mardi dernier, à Mechta Riha-ne, commune de Bouhadjar,

où B.H, âgé de quinze ans, a trouvé la mort par noyade dans une retenue collinaire sans surveillance, d'une profondeur de 15 mètres.

Son cousin de dix huit ans, B.R, a été difficilement sorti de l'eau par les plongeurs de la Protection civile et évacué vers l'EPH de Bouhadjar dans un état comateux.

Une enquête a été ouverte par la gendarmerie pour déterminer les circonstances et causes exactes de ce drame.

BLIDA

L'université baptisée Ali Lounici

Tahar Mansour

L'université d'El-Affroun qui porte désormais le nom d'Ali Lounici a vécu lundi dernier au rythme de la célébration de la journée nationale de l'Etudiant qui rappelle à tous les sacrifices, le courage et l'amour de la patrie qui ont caractérisé les étudiants algériens durant la guerre de libération nationale. Ils ont mis leur savoir et leurs vies au service de l'Algérie et ont réussi à jouer un rôle prépondérant dans la libération au forceps de notre pays. 52 ans après l'indépendance, les étudiants de l'université Ali-Lounici d'El-Affroun ont eu droit à une célébration particulière qui leur a rappelés les durs moments passés par leurs parents mais aussi tout ce qui a été réalisé durant cette période, surtout en économie qui est un pilier essentiel de la vie des nations. Et c'est justement un homme qui a vécu les deux périodes, le colonialisme et l'indépendance, qui a animé une conférence riche en souvenirs et pleine de promesse d'un avenir radieux pour tout algérien qui sera animé par la volonté de travailler. Cet homme, c'est M. Abdelkader Taieb-Ezzraïmi, PDG du Groupe SIM. Sous le thème «parcours d'un chef d'entreprise», il a voulu mettre en avant les relations doublement bénéfiques qui existent entre l'université et l'entreprise et rappeler ce qu'a fait l'Algérie pour asseoir une économie basée sur

l'entrepreneuriat. Le PDG de SIM entama son intervention en présentant les différentes étapes par lesquelles est passée la PME en Algérie en débutant par celle comprise entre 1962 et 1982 qui s'est caractérisée par la promulgation de deux codes de l'investissement, en 1963 et en 1966 qui ont restreint le champ d'action des entreprises privées au profit des étatiques, mais il faut reconnaître que l'Etat algérien venait de naître et que ce genre de balisage était nécessaire. Puis c'est la période entre 1982 et 1988 qui a vu la promulgation de la loi 85/11 du 21 août 1982 qui a donné des avantages certains à l'entreprise privée d'un côté mais, d'un autre, a constitué un obstacle insurmontable à l'investisseur privé national qui ne pouvait pas engager plus de 30 millions de dinars pour la création d'une SARL et pas plus de 10 millions de dinars pour une entreprise en nom individuel ou collectif. Et ce n'est qu'à partir de 1990, après la promulgation de la loi 90-10 du 14 avril 1990 que les investissements privés, nationaux ou étrangers, vont pouvoir trouver toutes les libertés pour la création, sans contrainte aucune, d'entreprises économiques performantes, qui vont remplacer les sociétés nationales qui ont été dissoutes juste après car elles étaient devenues un gouffre financier pour l'Etat qui s'est retrouvé dans l'incapacité de poursuivre sur la même voie. A partir de là et malgré la don-

ne sécuritaire qui limitait les mouvements, de très nombreuses entreprises privées vont voir le jour, passant à la vitesse supérieure entre 2000 et 2011 puisque, durant cette période 716 026 entreprises privées ont été créées sur les 915 316 existantes actuellement. M. Taieb-Ezzraïmi passa ensuite à l'historique du Groupe SIM qui a vu le jour en 1990 en tant qu'entreprise familiale, la première du genre dans le créneau de la transformation des céréales, et la première unité de semoule a été créée en 1993, prenant de l'essor d'année en année, jusqu'à constituer maintenant un groupe qui investit dans divers créneaux, comme dans la production d'eaux minérales (Mouzaia et Ben Haroun), les deux seules sources d'eaux minérales gazeuses existantes en Algérie. SIM a aussi investi dans la santé, dans l'aliment du bétail, l'éducation et les loisirs et compte des partenariats avec des entreprises étrangères dans plusieurs domaines. Le groupe a aussi signé plusieurs conventions avec les universités, notamment celle d'El-Affroun, Blida 1, Aïn-Defla et Bejaia qui envoient plusieurs groupes d'étudiants s'imprégner des méthodes de gestion et de travail dans la semoulerie d'Aïn Romana. Enfin, et pour clore son intervention, M. Abdelkader Taieb-Ezzraïmi a rappelé que son groupe a reçu plusieurs distinctions nationales et internationales pour ses performances.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

22 rajab 1435				
El Fedjr 03h51	Dohr 12h45	Assar 16h35	Maghreb 19h57	Icha 21h33



APARTEMENTS

■Vends F3 grand Stand. Sup. 106 m² 5ème et dernier étage, bien équipé. Nvle Const. Situé à Ibn Rochd (HLM) en face salle des fêtes Riad - 0542.26.97.89 - 0557.15.78.02

■Loue F4 LSP dans immeuble fermé, dernier étage, ascenseur, à côté USTO Université et tramway pour une durée de 6 mois à partir de Juin. 3 U et 1 mois de cautionnement - Contactez : 0554.31.47.09

■Vends Appart de 75 m². Acté à Cité Zabana. ARZEW. Composé de 2 P., C.SB, 1 salon, 2 balcons avec toutes commodités, 2 façades, dans un endroit calme et bien situé. Bon voisinage. Prix offert 700 Unités - Tél : 0542.15.97.85

■Vends Appart 209 m² Plaza 5ème étage avec 2 places S/Sol Imm. Caméléon - Loue F4 Mobilart tour C - Loue Espace bureau 350 m² à Mobilart - Contactez le 0552.38.71.79

■Particulier loue grand F3 meublé, tout confort à Akid Lotfi, troisième étage avec ascenseur - Tél : 0561.55.65.82

■Location F2 à Ain El Turk - Oran - quartier calme pas loin d'Eden Palace - eau H/24 - Tél. 0698.07.75.79

■Vends à ARZEW, Cité A. Zabana, deux appartements de type F3, rénovés (bien entretenus) - Actés - de 75 m² - Tél. 0661.42.98.32

■Vends Appart. Acté. F3. 5ème étage. 84,02 m² Hai El Moalimine - Es-Seddikia ORAN - Tél. 0795.16.73.37

■A louer F3, 1er étage, neuf - à GDYEL pour fonction libérale - Tél. 0553.88.96.95

■Part. vend F3 aménagé F4 Cité Grande Terre Tour N°2, 3ème étg. Ensoleillé. Toute commodité. Tél. Prolongement mairie des Castors. Excellent voisinage. Libre de suite - Loue villa 220 m², 2 n. 2 salons 10 m x 5. 4 Ch., cuisine américaine équipée - pour Siège de Sté - Tél. 041.29.62.68 - 040.22.49.87

■AG. LITTORAL - 0550.56.65.17 - 0550.31.09.46 - Loue F5 sup. 130 m² 1er étage USTO Pyramides - Loue F3, 5ème étage Yaghmoracen.

■Part. : Vend superbe F4, 100 m², 7ème étg. ascenseur et parking assuré, cité clôturée, Dar Es-Salem Yasmine (2) + Vend terrain 434 m² 3 Faç. - Contacter Mr FARES - 0661.20.63.47 - Pas de courtier S.V.P.

■Loue : F3 équipé Millenium Bir El Djir - F3 meublé Résidence El Nour rond-point les Amandiers - F5, 135 m² meublé Rue Khemisti - F4, très joli, chauffé et climatisé bâtiment neuf les Falaises Gambetta - F2, 2ème P. Victoires - Ag. Immo. EL-AMEL - 0661.20.63.47 ou 0770.48.53.15

■Vends bel F3 aménagé T4. Acté. 3ème. Cité des Oliviers - Maraval - P.O. 12.50 - P.D. 13.50 - N° Tél : 0557.72.77.50 - 0661.31.09.53

■Vends Chalet F4 équipé et climatisation Camp 5 Bethioua. Situé dans terrain de 300 m² avec jardin + garage - Tél : 0550.74.22.57

■A louer pour famille F3 à Haï Sabah au 8ème étage ascenseur, bien entretenu, cité fermée et gardée 24 h/24 - P. 25.000,00/ mois - 0556.83.74.30

■A vendre bel Appart F3 - 1er étage. Refait à neuf - à la Rue de Mostaganem à côté de la CNEP - Tél : 0557.57.13.82

■SIDI BEL-ABBES. Vends Appart F4 C.SB, 3 balcons, refait à neuf, climatisé, chauffage, meublé ou sans meubles. Toutes commodités. 3ème étage Makam Chahid. Sidi Bel Abbès. Libre de suite - Tél : 0770.33.73.60 - Curieux s'abstenir

■Location d'un luxueux F4 avec garage à Ain Turk. Meublé de tout. Climatisé, avec citerne de 2000 L d'eau. Réservé pour la saison estivale ou longue durée. Vue sur mer et panoramique à 10 mn de la plage - Tél : 0661.34.69.52

■A vendre F3, 2ème étage, 2 façades. Refait à neuf - Hay Chouhada (Sabah). Acté avec garage. Accepte Promesse de vente (Prix 1 MD 200) - 0551.91.04.16

■Vends F3 - 8ème étage. Acté. Avec ascenseur. Vue sur port, près du dispensaire Front de mer. Prix après visite - Tél : 0664.68.29.10

■A louer 1 F4 à Fernandville - Tél : 0557.13.36.20

■A louer une pièce + cour de 75 m² vide + WC et SDB avec dalle pour durée de 12 mois - Prix raisonnable - Bien situé à Es-Senia. ORAN - Tél : 0697.79.49.34

■A vendre F2 Akid Lotfi 5ème et dernier étage à côté les Pompiers - 0553.93.87.25

■Vends Appart F3 à Haï Seddikia. 2ème étage. Acté. Libre de suite - Tél : 0697.34.47.72

■Vends : F5 Sonatrach 1er. Off. 10,30. Refait à N. - F5 Sonatrach 2ème. Off. 10,20. B. état - F4 Sonatrach 3ème. Off. 820 B. état - F3 les Oliviers 2ème. Off. 11,50. B.N. - Tél : 0771.59.99.34 - 0561.42.91.16

■Vends un F3 au RDC à Sid El Bachir avec Désistement - avec sanitaires et une grande cour - Tél : 0776.92.54.99

■TLEMCEN : Vends appartement F3 avec terrasse 70 m², bien aménagé, toutes commodités - Tél : 0556.01.18.28

■Loue Appart F3 bien situé Cité Akid Lotfi - ORAN - Tél : 0553.69.22.17

■TLEMCEN : Vends F3. Acté. 1er étage Cité 1079 Logts Haï Nassim Bt J - Prix au plus offrant - Tél : 0557.49.31.67

■Vends F3 Akid Lotfi à proximité école et CEM : 2 chambres et un grand salon. 2 façades - Pas de promesse de vente - Prix demandé 11 négociable - Tél : 0559.22.72.14

■A.V. des Apparts : F4 3ème étg. les Pyramides + F2 2ème étg. Yaghmoracen + F3 3ème étg. Gd Bd Méridien + F4 6ème étg. 18 m² Maraval + F3 1er étg. 90 m² Ville Nouvelle - www.agenceassala.com - N° T : 041.24.48.07 - 0796.28.41.80

■Location des Apparts : F4 3ème étg. P. Hasnaoui + F5 1er étg. Plateau + des villas 8 P. ENSEP + V. 6 P. + garage Protin + villa 3 étg. pour des bureaux El Morchid - www.agenceassala.com - N° T : 041.24.48.07 - 0796.28.41.80

■AG. ROMAYSSA. Vd : F2 - F3 Yasmine - F3 - F2 Akid - F3 - F4 Seddikia - F5 (2ème) à Seddikia fini - 0661.21.12.02 - 0773.03.68.43

■AG. ROMAYSSA. Loue : F3 Seddikia - F3 Akid - F3 Pépinière - F4 Hasnaoui - F3 Chouhada meublé - F4 et garage Gambetta - F4 Yasmine - 0661.21.12.02 - 0773.03.68.43

■Loue Chambre avec cuisine, salle de bain à ORAN - Tél : 0557.41.52.99

■Loue à l'année F3 neuf, bien fini : 2 P., salon, C.SDB, hall et balcon, bien ensoleillé, à Ain Turk - Oran, 4ème étage dans cité calme, sécurisée avec parking. Bon voisinage - Contacter le N° 0771.50.49.91

■Ag. Immo. CHAKIB. Vend : F2 CNL Bir El Djir P. avec Promesse de vente - F3 rond-point Bahja - F3 les Amandiers et loue F3 El Yasmine - Tél : 0550.20.76.14 / 0790.66.51.96

■Vends F3 refait à neuf 87 m², un grand salon, 2 chambres avec dressing, cuisine, aménagée, salle de bain avec serpent, 2 toilettes et grand balcon au 8ème étage avec ascenseur à Akid Lotfi - 0553.83.49.27

■Vends F3. Refait à neuf, ensoleillé, 1er étage, situé à Yaghmoracen - ORAN à côté de Superette BIA et Siège Nedjma. Toute commodité - Acté avec Livre foncier - Prix après visite - Tél : 0659.34.95.81

■Vds Gd F3 (125 m²) 6ème étage + ascenseur, 2 Gds balcons sur 2 façades, 5 min Ville Nvle - centre-ville d'Oran, immeuble très propre. Très bon voisinage - Eau H24 + Tél. + Int. - 0668.27.19.04

■Vds F3 / 67 m². 1er étage immeuble 02 locataires pour Bureau : 52, Bd Benzerdjeb - Plateau, côté Hôpital - 0550.59.01.57

■A vendre Appart F3 cuisine, SDB, + terrasse individuelle. 1er étage. Superficie 104,36 m². Adresse : 63, Rue de Mostaganem. ORAN - Tél : 0662.61.34.42 et 0551.43.15.02

■Vds appartement F5 Cité 1500 Logts USTO, face école primaire et collège. 1er étage. Prix après visite - Tél : 0553.87.87.71

■A louer F2 Plateau 3ème étage. Refait à neuf. Eau H24. Balcon vue sur le grand boulevard. Durée 2 ans ou 3 ans - Tél : 0777.64.91.50 - 0795.22.01.41

■Vends Appart F2, Avenue d'Arcole Gambetta (ORAN) 55 m², chauffage central + eau H24, Tél. fixe, sécurisé, interphone. Libre de suite. Prix à débattre - Tél : 0555.33.53.46

■Loue F6. 210 m² Gd standing. 4ème étage, sécurisé sans vis-à-vis. Bon voisinage. Bien aménagé avec ttes commod. : Gde Cuis. SDB. Très Gd salon. Salle à manger. 3 Gdes Pces. 2 Gds balcons - Situé face à la Poste Cité Petit et le CEM Abdelmoumène Benali - Tél : 0776.22.55.19

■A louer Appart. Peut convenir Cabinet professionnel ou Habitat pour Société - Point du Jour - Tout confort - meublé ou pas - Tél : 0554.18.66.76

■Vends Appart Type F2 à Haï Es-Sabah côté commissariat - Rénové à neuf - Tél : 0550.93.90.23

■Vds F3 + haouch 88 m². Acté. Bien situé à Gambetta, endroit calme. Visite à partir de 16 H 30 - Tél : 0799.75.80.44

■A louer un appartement F3 plus deux loggias à Bethioua Cité CNEP - meublé - 1er étage - Tél : 0556.74.29.50

■EL-ANÇOR : V. ou Echange bel Appart à ORAN. F4, 1er étage 100 m², salle de bain, cuisine, balcon, terrasse. Bon voisinage. Prix après visite tous les jours sauf Vendredi - Vide - Tél : 0791.53.07.75

■Vends / Echange à Oran Résidence Fellaloucène " Bt Sonatrach " F4. 125 m². Acté. Top. 5ème étg. sans vis-à-vis, dans résidence clôturée. Parking. Surveillance H/24. Ttes Commod. - Contre M.M. à Oran ou environs. Prix Ap. visite. Et Ttes propositions - Tél : 0775.54.64.33

■Vends appartement à Haï Ibn Sina (Victor Hugo) vue sur Bd vers manège composé de 2 pièces, cour individuelle, buanderie, WC, cuisine. Superficie 35 m². Acté. 3ème étage - P. offert : 370 millions - Tél : 0772.89.55.48

■Cherche Appart F2 pour location Akid Lotfi une année renouvelable - Contacter : 0552.31.78.24

■Location d'un appartement à st Hubert sup. 100 m² F3 haut standing dans un Niveau de villa 2 façades avec garage de 2 voitures - Tél : 0554.65.70.77

■Vds 150 m² 4ème étage avec ascenseur .70 m² couverte, 80 m² terrasse à Akid Lotfi + terrain 1.025 m² à Fernandville 900 m² bâtis sur 3 étages et 600 m² jardin - Tél : 0555.94.40.80

■Vds F3. Acté. 2ème étage, balcon + loggia, immeuble de 03 étages " EL FETH " les Amandiers. ORAN. PO : 885 U - PD : 950 U - Tél : 0792.196.294 + 0658.188.349

■V. F2 aménagé en F3 acté, 55 m², ttes commodités, 4ème étage, bien situé à cité DNC MAGHNIA - V. F4 duplex, 100 m très propre, acte, vue sur mer à PORT SAY - Tél : 0771.32.50.18 / 0550.25.99.69

■Vends F3, 2 façades, 2ème et dernier étage. Rénové + cave + 2 baches à eau à Hassi Mefsoukh centre - Tél : 0772.934.291

■A.V. : F3 1er étage à Oran en face Poste Miramar. Prix 760 U - Tél : 0554.35.07.65

■Vends - Loue Appart F4 Gd salon. Gd standing centre-ville en face lycée Lotfi, double façade, vue / mer balcon, conciergerie, Tél : 0770.97.78.00 - Interm. s'abstenir

■Vends Appart F2 LSP. Acté. 52 m². 2 façades El Sabah Haï El Salem. 5ème étage. Bloc de 5 étages - Tél : 0771.48.52.43 - Prix après visite

■Vends Appart 5 P. 146 m² Plaza ou échange contre Appart 90 à 100 m² à Oran + complément financier. Étudié tte proposition. Curieux s'abstenir. Pas d'intermédiaire - Contacter 0554.30.58.74

■Loue F4 meublé 6ème étage avec ascenseur, situé au début de la Rue de Mostaganem " Sémiramis ". Prix 4,5 U/mois - Loue F2 meublé 3ème étage en face Hôp. Pédiatrie Canastel. 4.5 U/mois - Tél. 0777.45.88.05

■Loue petit F2 Place d'Armes RDC + villa Coralès Ain Turk - ORAN - Mob : 0557.59.36.28 - Fixe : 041.33.54.64

■A vendre F3 - 4ème étage Cité Lauriers Roses - Maraval - Mobile : 0550.44.41.61

■URGENT : Vends 2 studios. 1. côté Hôtel Timigad face café Widad 1er étage 950 unités. Prix offert 280 U - 2. Miramar Résidence Perret 21ème étage avec ascenseur 350 U nég. Très ensoleillé - Tél. 0770.97.36.15 - Hadj

■Loue à ORAN Appart F3 situé 1er étage à la fin du Boulevard Millenium. Prix 3 M. Paiement 2 années ou plus - Appelez : 0550.84.43.10

■Loue des Apparts dans un immeuble, meublés et équipés et toutes commodités, garage, eau H24, dans un quartier calme résidentiel pour famille à Trouville Ain El Turk Oran - Tél. 0777.65.23.63

■A.V. F3. Acté. 83 m². Refait à neuf, 2ème étage. 2 Faç. à Maraval à côté de la mosquée de Benaïcha - Tél. 0552.32.32.57

■Vends F4 AADL 427 Logements en face du Supermarché ARDIS. Pas de vis-à-vis. Cité très propre - Tél : 0558.637.145

■Appartement F3 - 2ème étage - à vendre (USTO) - Contacter : 0667.48.30.25

■A vendre appartement F5 refait à neuf, luxueux et spacieux, situé au Boulevard Maïta - ORAN à côté de la 2ème Station du tramway vers Place d'armes - Tél : 0778.84.62.37

■Loue Appart F3 au centre-ville d'Oran, bien situé au 3ème étage avec ascenseur, avec cuisine équipée, chambre avec SDB, climatiseur - Tél : 0560.38.02.53

■A.V. : F2. Acté. Gde cuisine. SDB. Refait à neuf. Vue sur mer et la ville d'Oran - Mers El Kébir - ORAN - Vide + quelques meubles de maison - T : 0799.94.13.11

■A vendre F3. Acté. 2ème étage. Prix après visite - Plateau. ORAN - 0696.15.58.26

■Vends F3 refait à neuf avec cuisine équipée au centre-ville d'Oran - Vieille Mosquée - avec luminaire moderne - Tél : 0770.10.25.25

■MOSTAGANEM - Particulier vend : 1 Appart F6. 2 façades 1er étg. 127 m² - 1 villa 2 façades 425 m², 2 min du centre-ville - 1 carcasse villa en face mer 2 façades 280 m² - Tél : 0555.02.39.61 - 0555.57.04.59

■Vente F2. Acté. 3ème étage rus de mostaganemme ORAN - 0550.61.47.85 - 0778.36.70.84

■SIDI BEL-ABBES : A.V. F5 duplex aménagé F6 + hall. 137 m². 5ème et dern. étage, situé au Bd Med 5 (C.Ville) dans une résidence fermée et gardée, tout près école et CEM. Vue panoramique. Chauff. central (neuf). Clim. Interphone. Garage collectif S/immeuble - Tél : 0555.32.48.21

■A vendre F4. Acté (108,67 m²). Double façade. Bien ensoleillé. Bon voisinage. 4ème et dernier étage Cité Pyramides USTO - Tél : 0551.20.31.54

■Loue appartement meublé Haï El Yasmine - Tél : 0771.32.70.02 - 0770.36.25.24

■TLEMCEN : Particulier échange F5 haut standing 3ème étage (Imama) + F3 1er étage (Imama) contre villa récente à Imama - étude toute propos. - Tél : 0558.50.67.32 - Après 20 H

■Propose achat appartement, villa, chalet en Espagne possibilité crédit N° 0560.54.88.55

■Loue apparts F2 et F3 meublés, vue sur mer, garage, à Cap Falcon (Ain El-Turck, Oran) possibilité location courte durée et réservation pour l'été - Tél. 0774.42.78.56 - 041.26.52.15 - 0773.84.67.39

VILLAS

■Vends 2 villas : 1ère 500 m² R+2, 20 m de façade à Seddikia - 2ème R+2, sup. 375 m², 22 m de façade à Point du Jour - Oran - 0770.604.267 - 0552.64.69.02

■Loue très belle villa à St Hubert, équipée. Vends villa 280 m² équipée à Belvédère. Vds villa 200 m² au Bd Millenium. Loue duplex résidence Hasnaoui équipée. Loue duplex F5 équipé à Fernandville - Contact 0552.38.71.79

■Vends : Villa à Castors 200 m² en face la mairie - Villa 250 m² à Pt du Jour côté grossistes - Villa niveau Canastel 270 m² bien ménagé - Loue très belle villa équipée à Pt du Jour - Contactez le 0552.38.71.79

■A vendre villa 130 m² Senia côté 23 Octobre. Actée. R+2. RDC : salon, cuisine, cour + garage. 1er : 3 pièces, salon, SDB. 2ème : 1 pièce, cuisine, salon, SDB + la terrasse - Tél : 0550.51.24.87

■Villa splendide de Gd Stand. corniche oranaise avec Gde piscine et face mer. Ttes commod. (Inter. Alarme...) à louer à personne sérieuse - Tél. 0550.10.68.63 - 0796.99.55.87

■MOSTAGANEM - ORAN - Loue des Bungalows - Villas - Apparts - Camp de vacances - Résidence pour les familles, associations, entreprises - Pour réservation : 0663.70.17.87

■Loue : Niveau villa 1er + garage Courbet Gambetta - Villa R+2. 6 P., 2 garages Pépinière - Vends F2. Sup. 53,85 m², 3ème étg. Av. d'Arcole Gambetta - Loue F2, 1er étg. Eckmühl - Ag. Immo. EL-AMEL - 0661.20.63.47 ou 0770.48.53.15

■Vends M. Individuelle composé d'un grand local commercial sur axe principal au premier étage et une grande terrasse avec une vue splendide sur la mer sise à Ain El Turk - Tél : 0559.02.37.11

■Vends Immeuble de trois étages avec plusieurs appartements sur deux façades idéalement situé à Oran pour habitation, clinique, établissements financiers ou autres - Ni courtier ni intermédiaire - Tél : 0561.689.777

■AG. ROMAYSSA - Vd villa Canastel 210 m² (R+1 et garage pour 6 V. RDC : hall, Gde cuisine, salon, F1, jardin, hammam, WC. 1er : F3, Gd salon, hall. Finie 100%. Libre de suite. Acte - 0661.21.12.02 - 0773.03.68.43

■A louer Rez-de-chaussée d'une villa comportant un F3 S.C. Garage 40 m², jardin et cour - à Kara (2) ES-SENIA - Tél : 0791.76.74.36

■Vds villa 465 m² / Double façade (18,25 x 25). S/Sol 200m² / R+1 / RDC : 4 garages. 3 pièces - 1er étage : 3 pièces + salon / Jardin 90 m² fini à 90% / En face la grande mosquée Cité Djamel derrière Françabank - 0772.88.84.18

■Vds : M.M. 90 m² Senia (Pompia) + M.M. 120 m² R+1 Chelibo + M.M. 120 m² R+1 Kara Senia +144 m² R+1 Stella + M.M. 200 m² Stella + 550 m² 2 F. cité militaire - 041.58.47.85 - 0661.15.00.28

■Vends ou Echange Maison 130 m² et façade 10 m à Sidi Maarouf - Garetta - Désistement - en face la mosquée et la mairie - Tél : 0796.33.79.66

■Vends villa R+2. Actée. 1er et 2ème étage : F5 + cuisine + salle de bain + terrasse. Rez-de-chaussée : jardin, garage, 2 locaux commerciaux - N° 03 îlot N° 10 La Guetna. ARZEW - Tél : 0778.86.51.58 - 0561.69.68.69

■Particulier vend villa située aux Palmiers. 625 m². R+2. Sous-sol. Hammam - Tél : 0555.37.12.18

■Vends villa + restaurant à Bousfer-plage, 1ère Zone. Sup. T. 360 m², pieds dans l'eau avec garage - Tél : 0661.13.02.19

■Vds à HAMMAM BOUHDJAR - W. AIN TEMOUCHENT. Z. Activité : 1.100 m². Acté. 27 ml de façade, entourage en dur, 2 portails - Tél : 0552.25.43.72

■Vends carcasse R+2 à Canastel. Acté + Livre de foncier. P.O. : 3,3 M + Appart F3 Millenium Rez-de-chaussée. P.D. : 1,25 M - Tél : 0560.37.43.65

■Vends M.M. R+1. RC : 02 Gdes Pces, salon, Cuis., Gd hall, WC+ douche, B/eau 9000 L, jardin 80 m², garage + WC. 1er : 03 Pces, Sal., Cuis. Terrasse, citerne 2000 L. Salle de 60 m² sur 245 m² bâti 160 m². Coop. Chahid Mahmoud ex-Boudjemaa. Actée + L.F - Tél : 0556.82.61.46

■A vendre villa Misserghine Zabana 180 m² à côté de commissariat. Rez-de-chaussée : 2 locaux, 1 chambre, 1 cuisine, salle de bain + hall - 1er étage : 3 pièces + salon + cuisine et douche + WC - 2ème étage : 1 chambre - Tél : 0797.89.65.14

■Vends Gde villa BETHIOUA. Bâti 230 m². Sup. totale + 800 m². 4 Ch. + Gd salon + Gde cuisine + 2 SB + 3 WC + hammam + Gd garage + chauffage central + Gd jardin + Tél. fixe - Tél : 0558.71.67.27

■Vends terrain 250 m² - Acté - Livret foncier - à TLEMCEN - Tél : 0772.460.676

■Vends villa R+1 - 200 m² - Actée. Haï Benzerdjeb MISSERGHINE - Tél : 0794.87.05.25

■A vendre villa Sidi Bachir, endroit calme, 2 niveaux, chaque niveau appartement, en face Chahid Mahmoud - Actée - Tél : 0799.34.69.13

■Vends à STIDIA belle villa en tuiles : 5 P. C. G. 3 SDB, cour 120 m² et Vends à PORT-SAY lot de terrain face mer 135 m² - Tél : 0560.95.84.11 - 0770.44.80.91

■A.V. villa 120 m². R+3 avec haouche + garage, 2 SDB + 2 WC + 6 pièces + terrasse avec une pièce - à Ain El Beida - Tél : 0790.73.80.46

■Vds ou Ech. M.M. R+1 sur les hauteurs de FLEURUS à 15 Km d'ORAN de 220 m² environ finis à 95%. Vue panoramique sur la ville et la nature, contre F5 à ORAN + Compl. ou autres Etude Ttes Proposit. Prix : 2 Mds 600 (2,6) - Tél : 0772.20.47.08 / 0699.10.43.65 et 0554.31.56.67

■A vendre Maison de Maître de 340 m² sise à Fernandville (5 chambres - 2 salons - 1 cuisine - 2 salles de bain) sur 2 niveaux ou A louer à une Entreprise - Tél : 0555.77.27.01

■Vends Maison à Ain Kerma Boutléis N° 4. Surface 170 m². 03 C. - 01 Sal. - Cuisine - Salle de bain - Cour - Acté - Tél : 0780.59.

■Vends villa de 180 m² R+1 avec très bon prix. Finie. Située à la fin Millenium, à gauche et à l'intérieur - Tél : 0770.10.25.25

■A vendre villa R+1 - 250 m². Bâti 180 m² + 3 garages à El Kerma Hai 124 - ORAN - Tél : 0664.20.69.69 - 0661.21.77.40

■A louer P/saison estivale : Villa R+2 équipée à Bousfer-plage + Ch. + 2 salons - cuisine - jardin - garage - Tél : 0661.20.11.23

■Vente au Village N° 05 Sonatrach une Habitation composé d'une villa en dur, d'1 garage, salon, cuisine et hammam. Au 1er étage 3 Pces et un salon, ainsi qu'un Bungalow style américain de 05 Pces, cuisine, salle de bain et couir 80 m² - situé à 20 min d'Oran -/ Tél : 0553.79.29.46

■Vds belle villa R+1 - 260 m². Bâti 185 m² à 50 m de Hôpital Canastel - Ttes commodités - Tél : 0551.17.39.70 - 0777.11.20.90 - Curieux s'abstenir

■HAMMAM BOUHADJAR. Wilaya 46 - Vends villa R+1 - 123 m² - Actée. Finie 100%. 5 P. + 1 garage + 1 cour + 1 cuisine. 2 WC + 2 douches + terrasse extensible. Eau. Gaz. Elect. ADSL - Tél. 0779.20.39.82

■Particulier vend carcasse R+1 - 250 m² - à Bouseville (ORAN) Coopérative « Hou-ria » - Tél : 0554.37.05.55

■A/V. Villa 260 m². Actée + L.F. - 5 P., Cuis. SDB. WC. Jardin + Gd garage. 2 terrasses - 1 façade de 12 m 50 - Eckmühl - Chollet - Tél : 0771.74.62.06

■Vends villa à El Kerma 230 m² plus une terrasse. 06 Ch., 2 salons, 2 SDB, 3 sanitaires, garage et jardin, puits. 2 façades. Chauffage central - Tél : 0770.51.82.89

■A louer Immeuble avec mur rideaux double Faç. 4 étages (130 m²/étage) emplacement stratégique, convient clinique, labo d'analyses, école, bureaux et autre activité - Tél : 0797.22.33.39

■A vendre villa R+3 contient sept Apparts + garage + bache d'eau Ain Turck. ORAN - Tél. 0771.00.87.91 - 0777.65.23.63

■Vends Maison de Maître. Sup. 240 m². F4 + garage + 2 terrasses + 2 toilettes + grande cour + belle cuisine - située à Zeraâ « Castors » ORAN - Tél. 0664.46.35.14

■A louer villa R+2, double façade, à Bir El Djir (Centre) : 4 Ch., 2 salons, cuisine, hammam - Chauff. Central - Jardin. Grand garage - Tél. 0661.20.11.23

■A.V. carcasse à Belgaïd à 100 m du Gd Boulevard R+2 + B/Vue sur mer. Sup. 120 m² sur 1 terrain de 245 m², extérieur fini à 100% - Acte + P.C. - P. Off. 2.8 Mds - Tél : 0770.52.86.68

■Vds / Loue villa : 3 suites avec SDB, 2 Gds Sal., 8 Cham. à coucher, 4 WC, 2 WC douches + 2 bains maures, 1 garage (5 V.) + loue très beau local (sur Bd) (convient : pizzeria, restaurant) - beau magasin (sur Bd) très bien situé. Adr. : Carreaux. ORAN - Tél. 0550.311.721 - 0559.348.145

■A louer villa coloniale plein centre-ville Ain-Témouchent 1000 m², 400 bâti 600 jardin, peut servir pour clinique, banque, école, crèche, domicile pour haut cadre - Tél. 0555.00.97.26

■Immeuble à vendre 06 appartement à la Corniche. Tél : 0772.91.47.38

■Maison 300 m² RDC+1+ garage + cour + local située à Eckmühl. Contact : 0777.72.88.23 Ahmed

■A vendre par désistement APC logt hai Chadid Mahmoud, -RC : garage, 25 m² b.eau, gaz, eau H24, 380 V, -1^{er} 02 gr.pc, 1 gr. sal, 2 sdb, 2 façade, 160 m² fini 100%, - 2^{ème} : terrasse 160 m², buanderie, entourage. Tél : 0770.49.09.22

EMPLOIS

■Recrute Esthéticienne qualifiée et sérieuse pour salon et Femme de ménage pour maison avec possibilité d'hébergement - Tél : 0664.20.16.02

■Ent. Privée recrute Gest.-Compt. (H) licencié. Maîtrise de l'outil Inform. (Office) avec une bonne expér. - Envoyez CV + Ph. à : dizzoheir@yahoo.fr

■Société d'Automatisme sise à Bir El Djir cherche une Assistante commerciale - Envoyer CV par E-mail : benebekritefouad@yahoo.fr Ou appeler N° Tél : 0560.05.49.28

■TLEMCCEN : Vends lot de terrain 240 m² à Bouhanak Lotissement 476 avec Acte - Tél : 0770.64.12.95

■Recrute Secrétaire à Bir El Djir - ORAN. Maîtrise l'outil informatique et gestion des stocks - Ponctualité et rigueur - Envoyer CV détaillé par mail : etsyoussef@gmail.com

■TLEMCCEN : Vends F3 les Cerisiers 325 Logts, 3ème étage, 03 façades. Libre de suite - Tél : 0770.64.12.95

■TLEMCCEN : Vends lot de terrain 240 m² à Bouhanak lotissement 476 avec acte - Tél : 0770.64.12.95

■Sté de distribution à la zone industrielle d'Es-Sénia (Oran) recrute : Assistante de Direction Générale - Expér. Souhaitée - Envoyer CV avec photo : grhmbx@gmail.com

■Ets de Formation recrute Agent de sécurité, sérieux, disponible - Déposez CV + Photo au 13, Rue Mohamed Khemisti 1er étage ORAN

■Nous recrutons des Optométristes + Comptable avec expérience - Envoyer C.V. : 041.34.22.95 - 041.24.36.59 - Mail : lookjobsmedic@gmail.com

■Ets de Formation TLEMCCEN recrute Secrétaire Prof. Informatique - Envoyez CV : depotcv@gmail.com sous Réf 04/13

■Ets de Formation BELABBES recrute Secrétaire Prof. Informatique - Envoyez CV : depotcv@gmail.com sous Réf 04/22

■Ets recrute Secrétaire, sérieuse, disponible - déposez CV + Photo au 13, Rue Mohamed Khemisti, 1er étage ORAN

■Cherche Femme pour Brosser et Détaucher le linge dans un pressing au centre-ville d'Oran - Tél : 0771.56.54.22

■Recrute en urgence : Serveuses - Serveurs - Pizzaiolo - Envoyer le C.V. " sarlsavip@yahoo.fr "

■URGENT - Cherche Coiffeuse avec expérience. Salaire intéressant - Maraval - Tél : 0771.14.05.71

■Pharmacie à Hassi Bounif cherche Pharmacien débutant pour poste d'assistant - Vendeur ou Vendeuse qualifié (e) habitant les alentours - ne répondant pas aux critères SVP s'abstenir d'appeler - Tél : 0665.70.61.69

■Entreprise privée recrute Soudeurs demi-ouvrier ou débutant ayant un diplôme en soudure ou une expérience au moins d'une année, âge plus que 20 ans - Nous contacter au : 0697.30.87.48

■Pharmacie Nekkache Plateau ORAN cherche Vendeur expérimenté - cherche Pharmacien expérimenté - Horaire 12 H - 19 H. Samedi 9 H -19 H - Salaire selon compétence - Tél : 0560.35.27.63

■TAXI EL BARAKA : Cherche des Chauffeurs de taxis sérieux avec diplômes et permis + 05 ans + cautionnement obligatoire - Tél : 0560.009.860

■Pharmacie ES-SENIA cherche Vendeur à plein temps. Expérience exigée. Salaire négociable selon compétence - Contactez : 0551.700.929

■Sté Rec. une Secrétaire maîtrise Out. Infor. + bon Franç. Disponible - âge 27 / 35. Accepte déplacements périodiques au Sud - Mob : 0557.59.36.28 - Email : ccb_oran@yahoo.fr

■Entreprise privée à Oran cherche des Personnes diplômées dans le domaine suivant : Plombier - Frigoriste - GRH - Envoyez CV au : direction@algerinox.net

■Recrute Secrétaire, sérieuse, présentable, qui maîtrise l'outil informatique avec expérience - et Clarkistes qualifiés et Manutentionnaires sérieux et dynamiques - Veuillez nous contacter au : 0790.78.34.82

■ORAN - Restaurant à Millenium cherche urgent Personnels qualifiés et diplômés si possible. Cuisinier - Aide Cuisinier - Pizzaiolo - Serveurs - Serveuses - Femme de Ménage - Plongeurs - Envoyez CV par email : pizziarecrute@yahoo.fr

■Société privée de fabrication Tubes PVC recrute Régleurs qualifiés sur machines - Mob : 0551.98.59.96 - Tél : 0776.77.34.88

■Sté privée à ORAN - Urgent - Recrute des Menuisiers d'atelier. Compétences exigées - Pour RDV téléphonez au : 0661.206.429

■Prof. étranger donne cours d'anglais à domicile pour tous les niveaux - Tél : 0560.23.66.93

■Hôtel EL KHAYALA recrute immédiatement : N° 1 Un Réceptionniste présentable - N° 2 Veilleur de nuit avec expérience - N° 3 Un Homme polyvalent. Bonne expérience. Habite à ORAN - Tél : 05.600.51.001 - Tél/Fax: 041.65.42.88

■Société privée recrute dans l'immédiat une Assistante Commerciale, dynamique et motivée. Permis de conduire, maîtrise de l'outil informatique et de la langue française indispensables, - Envoyer CV avec Photo : directionaxedentaire@gmail.com

■I.C.C.O. Call Center basé sur Oran recherche Téléopératrices & Téléopérateurs, formation interne, maîtrise du français et l'outil informatique exigée - Rémunération Fixe + Prime - Envoyer CV sur : i.c.c.oranais@gmail.com - Tél. 041.46.33.33

■Cherche : Pour une durée d'une semaine une Agent de saisie bilingue - Salaire 5 000 DA - Contacter : 0553.30.26.33 (entre 9 H et 15 H) merci

■GFAF VOYAGES recrute à Oran et à Tlemcen des Billettistes qualifiés et expérimentés - Envoyez CV à : oran@gfafvoyages.com

■PUBLIXIS recrute à ORAN une Assistante de Direction (Secrétaire), un Graphiste Illustrateur et un Webdesigner - Envoyez votre CV par email : cv@publixis.com

■Société d'importation sise à Oran recrute des Aides Comptables, maîtrisent l'outil informatique avec expérience minimum un (01) an - Envoyer CV à : recrute31@outlook.fr

■ETP Travaux Publics sise à Bir El Djir cherche Assistante Administrative - Envoyer CV + Photo par E-mail : etp-recrutement@outlook.fr

■Entreprise privée à Oran cherche des Jeunes âgés entre 16 ans et 18 ans, ayant le niveau 4^{ème} Année Moyenne pour formation d'apprentissage en soudure et tournage - places limitées - Nous contacter au : 0697.30.87.48

■Agence de Contrôle Technique Automobile Gdyl recrute un contrôleur technique automobile agréé - Pour tout renseignement - Tél. 0551.278.184 - 041.48.22.98

■Agence de Contrôle Technique Automobile recrute un technicien en génie mécanique pour formation contrôleur technique auto - Pour tout renseignement : Tél. 0551.278.184 - 041.48.22.98

■Avis de recrutement. Société spécialisée dans l'injection plastique cherche à recruter : 1 technicien, disponibilité immédiate et expérience exigée 5 ans. Envoyer CV + lettre de motivation. Salaire motivant possibilité véhicule. Par : Email au : CVROUXORAN@YAHOO.FR

■Avis de recrutement. Société spécialisée dans l'injection plastique cherche à recruter : 5 Opérateurs + une ou un comptable. Disponibilité immédiate et expérience exigée. Envoyer CV+ lettre de motivation par : CVROUXORAN@YAHOO.FR

TERRAINS

■Terrain bonne affaire 45.000 DA le m² seulement et la surface totale est de 1000 m² à Belgaïd ORAN - entouré de logements promotionnels - Bureau d'Affaires: 0665.56.08.52

■A vendre terrain Agricole 5 Ha à Tiélat. Comprend : un Park. 36.000 m². Un Hangar 42 x 13. Puits. Bassin. Electricité 380 / 220 - Etude toute proposition - Tél : 0661.10.26.52

■A vendre : Ferme agricole sup. 3 Ha, située à 3 Km de Misserghine avec habitation + puits + piscine + écuries, avec toutes commodités - Tél : 0658.26.67.65

■Vends / Ech. Lot terrain à Es-Sénia (Kara 2). Acte + Livret foncier + plate-forme 7 x 10 m CONTRE Appart ou local - le prix après visite - Tél : 0672.44.44.65

■TLEMCCEN (OUJLIDA) : Vds lot terrain 190 m². 2 façades. Acté + Livret foncier. Viabilisé - Tél : 0550.71.29.00

■AG. ROMAYSSA Vd terrains : 171 m² - 167 m² (2 F.) Gdyl - 216 m² (2 F.) - 150 m² - 240 m² - 135 m² (2 F.) à Panorama BF - 0661.21.12.02 - 0773.03.68.43

■TLEMCCEN - Vends terrain 13.000 m² construction d'huilerie + usine conservation d'olives + usine séchage de fruits + Maison - Tél : 0773.83.68.33

■Vends lot de terrain promotionnel 308 m² double façade, axe commercial, avec Permis de construire sous-sol, rez-de-chaussée, mezzanine + 9 étages - Prix après visite - Curieux s'abstenir - Contacter 0553.78.89.21

■RELIZANE : Vds terrain 1280 m² avec L/F + hangar bâti sur 1000 m², 50 m de façade avec L/F pour activité commerciale - situé à 600 m du C/V La Repele ou échange / Etude toutes propositions - Tél : 0596.66.76.34

■Vds terrains : 500 m² Canastel cité militaire + 1300 m² Z. El Kerma + 10000 m² Z. Tiélat + 5000 m² Hassi Benokba + 360 m² Misserghine côté villas - Site : www.agenceassala.com - Tél : 041.24.48.07 - 0796.28.41.80

■A.V. des terrains : 1000 m² El Morchid + 1800 m² D.F. + clôture Zone Hassi Benokba. 1120m² le G.B. + 230 m² Canastel + 550 m² Choupet - Site : www.agenceassala.com - Tél : 041.24.48.07 - 0796.28.41.80

■Vends lot de terrain de 4500 m² à la Zone Industrielle de Hassi Ameur sur le boulevard - 0779.60.71.28

■A vendre terrain Agricole 5 Ha à Tiélat. Comprend : un Park. 36.000 m². Un Hangar 42 x 13. Puits. Bassin. Electricité 380 / 220 - Etude toute proposition - Tél : 0661.10.25.52

■A vendre lot de terrain 02 façades 600 m² (24 m x 25 m) à Haï Khemisti - Bir El Djir. ORAN - Tél : 0555.06.08.53

■TLEMCCEN : Vends terrain 210 m² à CHE-TOUANE - Acté - Tél : 0554.76.00.79

■AG. MELLAL. Vend terrain promotionnel 5000 m² à H. Ben Okba + 1200 m² à côté de Palais d'Or (R+12) + 1200 m² à Gambetta (R+12) + 400 m² Cité M. Canastel + 265 m² à Canastel + 185 m² à Belgaïd + 1 Ha à Les Andalouses + 5 Ha à Madegh (Z. touristique). A louer F3 à Maraval - Tél : 0778.17.65.51

■Vends terrain agricole 03 Ha 92 ares, situé face à Résidence " Andalouses " 150 m de façade avec Acte et Livret foncier + Plan cadastral - Pas de courtier SVP - Tél : 0561.78.78.16

■A vendre un Lot de terrain de 120 m² à Raouiba 10 Km AMRIA - Tél : 0778.85.53.77

■Vends lot de terrain - Acté - 220.5 m² (eau - gaz...) Façade 12.5 m - Mostakbal 3 - Pépinière. Bir El Djir - ORAN - P.D. : 13 M. le m² - Tél : 0667.490.555

■Un lot de terrain à vendre de 2.000 m². Façade de 40 mètres - avec Acte et Livret foncier. Convient toutes activités - à 5 minutes de l'aéroport Es-Sénia - Contacter : 0770 31 68 63

■Particulier met en vente 2 Lots de terrains à Bir El Djir. ORAN : 440 m² à 21 m façade - 150 m² à 10 m façade - Contacter : 0550.81.70.30

■PORT-SAY : Vends un terrain 120 m² Rue Moscarda à 100 m de la plage - Pour plus de détails Tél : 0557.84.54.55

■Vends un terrain - Acté - à ORAN-Est (GDYEL) 539 m² avec 13 m de façade. Viabilisé (Eau - Elect. - Gaz) - Quartier calme - Tél : 0773.29.56.08 - 0797.44.43.06

■Vends des terrains à SIDI LAKHDAR avec Acte + LF - Tél : 0561.850.626 - 0781.615.946

■A vendre Lots de terrain de 100 m² à 220 m² - Actés et viabilisés totalement à Boufatiss. Prix intéressant - 0552.13.04.97 - 0555.91.58.42 - de 9 h à 18 h

■Vends terrain nu. Place Gambetta - Tél. 0552.29.59.51

■Particulier. A vendre plusieurs terrains et carcasses, entre 200 et 300 m² à : Canastel - Moujahidine - Millenium - Belgaïd - Tafraoui-Ville - Tél : 0557.23.92.52

■Vends superbe lot de terrain une seule façade en face l'autoroute situé à Brédéah daira de Boutléils. Sup. 258 m². Acte + Permis - Tél : 0775.92.36.28

■Marset Ben M'hidi (Port-Say) vend lot de terrain 150 m² avec acte notarié, eau, gaz, électricité et plusieurs maisons - Tél. 0551.52.55.04

■Vends lots de 200 m² façade 10 m - Lot de 1000 m² façade 50 m. Sidi Maarouf - ORAN - 0549.24.00.28

40ÈME JOUR

Il y a déjà 40 jours que notre chère fille et sœur Melle

BRAHIMI KAMELEA

nous a quittés subitement à l'âge de 31 ans en laissant un grand vide derrière elle.

Nous remercions les familles **BRAHIMI, YAKER, BENALLOU, SI MERABET et AZI.**

إنا لله وإنا إليه راجعون

CONDOLÉANCES

Le Directeur Régional, la Section syndicale, le Comité de participation et l'ensemble des Travaillleurs d'Air Algérie DRO.A, profondément attristés par le décès du Père de notre collègue **Monsieur YOUNSI MOSTEFA** Chef d'escalier en retraite et grand-père de **YOUNSI SIDI MOHAMED**, présentent à sa famille leurs sincères condoléances et les assurent en cette douloureuse circonstance de leur profonde sympathie. Que Dieu Tout-Puissant accorde au défunt Sa Sainte Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis. «A Dieu nous appartenons, à Lui nous retournons».

40ÈME JOUR

Il y a déjà 40 jours que notre cher père et grand-père

Mr BEKHECHI Med Seghir

nous a quittés, laissant derrière lui un grand vide et une peine profonde. Pieuse pensée pour toi cher père. Nous prions Dieu de t'accueillir dans Son Vaste Paradis INCHA'ALLAH.

Tes enfants et petits-enfants qui ne t'oublieront jamais La famille **BEKHECHI**

PENSÉE

Il y a une année, le 22/05/2013, nous a quittés pour un monde meilleur mon

cher et regretté père

ROUABHI LAHOUARI.

En ce douloureux souvenir, je demande à tous ceux et celles qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire

«A Dieu nous appartenons et à Dieu nous retournons».

Sa fille **Farida**

40ÈME JOUR

A notre cher père «**BELKHEIR BEKENADIL**». 40 jours se sont écoulés depuis sa disparition à jamais le 18/04/2014, mais la douleur reste la même, et le vide qu'il a laissé

immense personne ne pourra le combler. Son souvenir reste gravé à jamais dans nos cœurs et nous n'oublierons jamais l'image d'un père exceptionnel, généreux et tendre. Sa femme, ses enfants Nabila, Amel, Hadj, Fatima et Sehli et toute la famille **BELKHEIR** de Chabat - Ain Témouchent, demandent à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire. Repose en paix cher père.

إنا لله وإنا إليه راجعون

PENSÉE

Triste et douloureux fut le 23-05-2010 quand nous a quittés

tragiquement et à jamais notre cher père et grand-père

LAGUER Slimene.

Ta fille Khadidja, ton beau-fils

Abdellah prient tous ceux qui t'ont connu, d'avoir une pieuse

pensée à ta mémoire.

Tu resteras toujours dans nos cœurs et nos esprits.

PENSÉE

BEKHETTOU ALI 1 an déjà s'est écoulé depuis ton décès. Triste fut le jour du 23/05/13 où tu nous as quittés à jamais pour un monde meilleur. Nous, tes enfants Karam

Allah et Yousra, te rendons hommage pour le père formidable et exceptionnel que tu as été. On a gardé de toi une image idyllique, celle d'un homme généreux, un homme unique qui a laissé une présence éternelle. Nous prions Dieu pour qu'Il t'accorde Sa Miséricorde et t'accueille en Son Vaste Paradis.

إنا لله وإنا إليه راجعون

Tes enfants qui ne t'oublieront jamais.

PENSÉE

22/05/2010 - 23/05/2014. Cher grand-père «Vava»

AÏT HABIB Belaid.

Voilà déjà 4 ans que tu nous as quittés. Tu as laissé un grand vide que nul ne pourra combler. Son image, sa douceur, ses qualités humaines seront gravées dans mon cœur. Je demande à tous ceux qui l'ont connu et aimé de réciter une «Fatiha» à sa mémoire. Ton fils Hadj Mohamed et Mokhtar Brahim, Abbas AÏT HABIB et ses fils et toute la famille.

PENSÉE

A la mémoire de mon regretté papa

TCHIKO Youcef

Cela fait deux années, le 19/05/2012, qu'il nous a quittés pour un monde meilleur. Sa femme, ses fils, ses filles et toutes les familles **TCHIKO, NOUAR, MILOUD** et **ZIANI** demandent à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire et de prier Dieu Le Tout-Puissant de l'accueillir en Son Vaste Paradis. Tu seras toujours présent dans nos cœurs et nos esprits. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

Famille **TCHIKO**

PENSÉE

Voilà déjà 40 jours que tu nous as quittés le 15/04/2014, toi notre cher père

BOUAZZA LOUADI.

La famille **BOUAZZA** et tous ceux qui l'ont connu ont une pieuse pensée pour toi. Sache cher père que tes enfants Nawal - Mohamed - Samir et Linda ainsi que ta mère, ta femme et tes frères et sœurs ne t'oublient jamais.

متوak الجنة إنشاء الله

40ÈME JOUR

Cela fait 40 jours depuis la disparition à jamais

VEHICULES

■ORAN - Vends : MERCEDES BENZ - Année fin 2002 - En excellent état : 1ère Main. 183.000 Km - Tél : 0554.57.03.05

■A vendre 206. Année 2005 - immatriculée 31 - moteur essence 1,1 - 4 portes - en très bon état - 141.000 Km. Couleur gris - Tél : 0555.42.12.88

■TLEMCCEN : Vends PEUGEOT 207 - 2008 - ttes options sauf toit. Très bon état - 92 CV - Tél : 0555.87.94.82 / 0555.81.46.00

■Achat Véhicule Accidenté ou en Panne Léger et Lourd - 021.91.35.62 / 0771.39.49.82

■Vds Poclair sur pneus LIEBHERRA.900. Très bon état d'ORAN - Année 98 - Tél : 0771.72.55.01 - 0669.57.56.38

■Location de Voitures neuves climatisées, direction assistée, la moins chère dans toute la région d'Oran 1900 DA/jour - Tél : 0560.06.89.97 - 0560.09.65.13

■A vendre Chevrolet Spark Élégance. Année 2012. Couleur noire. Immatriculée à Oran. Première main. En très bon état - Tél : 0552.28.06.19 à Oran

■Offre Location de Voiture Neuves pour Entreprises ou Laboratoires pharmaceutiques - Contact : 0770.30.12.41 - 0773.01.62.49

■A vendre un Chargeur LANG - Année 2010 - Contacter : 0770.31.68.63

■Vends BMW 320 D - Très bon état - Année 2005 - 224 000 Km - Contact : 0560.95.51.79

■Cherche Achat Clark 4x4 de marque MANITOU 6 ou 7 tonnes - Mob : 0770.63.10.19 - Tél : 041.33.45.64 - Email: ccb_oran@yahoo.fr

■Vente YAMAHA X-MAX Sport 2012 - 250 Km. 03 clés + Carte grise - Tél : 0770.50.39.83 - 0556.14.10.16

LOCAUX

■Vends local commercial 80 m². Acté avec sanitaires, bien aménagé - à Akid Loffi - ORAN - Contacter 0552.48.83.13

■TLEMCCEN : A vendre magasin + local 23 m² acté, Bd Imama 1060 Logis en face café Wouroud. Prix après visite - Tél : 0559.67.70.13

■Pour Investir : Vends local sup. 32 m² double façade, aménagé à 100% - Acté - Haï El Yasmine (2) à côté Hasnaoui (ORAN) - Tél : 0557.40.97.65

■A louer un Bureau - toutes commodités - à USTO en face clinique Nekkache - 1er étage - Tél : 0795.16.78.78

■A vendre local Fonds et Murs - Parfait état - 80 m² - Rue de Lille à 100 m de Place des Victoires - Tél : 0795.16.78.78

■Vends local 30 m² avec sanitaires à Haï Yasmine - Achète F1 ou Bureau - étude toutes propositions - Tél : 0560.17.63.55 - 0778.94.20.55

■A louer grand Hangar de 300 m² - Acté - à El Hassi. Prix intéressant - Intermédiaire s'abstenir - Tél : 0559.87.00.98

■A vendre local situé à Haï El Yasmine. Superficie 20 m². Acté et bien aménagé (près du commissariat) - Pour te inf. contactez : 0551.39.03.03

■TLEMCCEN : Loue local sur Gd Bd Imama 120 m² sur 2 niveaux. Convient Labo - Bureau - Médecin - Assurance - Tél : 0664.33.18.18

■A vendre ou Loue local 27 m² + sous-sol 90 m² (Pour Entreprise ou Particulier) - ouvert pour toute activité - à la Rue de Mostaganem - ORAN - Tél : 0771.13.28.20 - 0557.80.33.31

■A vendre local 27 m² - Acté - bien aménagé avec sanitaires à Haï Sabah - ORAN - Tél : 0559.02.09.06 - 0772.42.92.45

■Vends magasin sup. 300 m² la place Kivilil (Protin) divisé en deux magasins (Cafétéria et Boulangerie) en activité - Tél : 0560.00.95.15

■Vends local avec sanitaires, bien aménagé, à Plateau - ORAN - Sup. : 61,5 m² - Tél : 0779.55.51.58

■A vendre local 80 m². Acté. - Tél : 0555.12.17.99

■Location d'une Cave d'une superficie de 110 m². Convient pour Bureau ou autre à St Hubert dans une villa + Location local aménagé en Bureau Alum. - Clim + Sanitaires. Sup. 50 m² à St Hubert - Tél : 0554.10.67.77

■Location local 65 m² Avenue de St Eugène en face Morchid. Bien aménagé avec toutes commodités - Tél : 0770.50.39.83 - 0556.14.10.16

COMMUNICATION

■ASSISTANCE PLUS - Spécial Prépar. - Examen 2014 - BEM - BAC - BEM : du 29 au 05 Juin - BAC : du 15 au 28 Mai - GAMBETTA : Place Fontanelle. Tél : 041.53.30.27 - MARAVAL : 21, Rue Soudani Amar. Tél : 041.34.85.55

■Vends Lot Bois de construction et Echaudage + Acier Rond à béton - Tél : 0667.42.72.16

■A vendre : Jet Ski KAWASAKI Ultra 260. Année 2011 - Glisseur YAMAHA avec 2 Moteurs In-bord 135 Ch. Longueur 6 m. Année 2001 avec Remorque - Tél : 0771.430.425

■V / Fromagerie : Portionneuse YH) - Cuiseur 40 Kg inox - Cuve 740 litres inox - Dateur jet d'encre image - Chaudière à Vap. - Groupe de froid 5 CV - Evaporateur et Porte Chambre froide - 2 Pompes à vide - 1 Compresseur plus un lot de Moule en bois - Tél : 0795.50.10.87 - 0552.01.11.79

■V. Thermo-formeuse acrylique 180 x 80 x 40. Thermo-formeuse sous vide multi vac. Conditionneuse sous vide Autom. Soudeuse sous vide - Tél. 0550.33.67.74

■Nous mettons en vente les produits suivants : Pompe à béton - Fapobenas S3500 - Putmeister M740 D - Nous contacter au N° Tél : 0660.37.53.13 - 0551.64.35.07

■Vends et Loue Groupe de soudure tractable pour chantier 500 Amp. Sortie 220 Volts, équipé de moteur Diesel - Tél : 0772.70.70.21

■FMC & Résidanat 2014 - Notre Institut annonce les inscriptions : Doppler C / Echographie Gle / ECG, Rythmologie / Concours Résidanat - Contact : Site Web: www.ecolesantar.com - Tél/Fax : 041.33.70.34 / 041.29.96.32

■Pharmacien installé à ARZEW cherche Associé ayant fonds - Possibilité de Désistement de poste - Tél. 0555.23.44.71

■Vends cause fermeture à ORAN : 2 Rectifieuses vilebrequins (MILLON France) - 1 Rectifieuse + Aléseuse bloc moteur P.L. (KELLENBERGER Allemagne) - Tél. 0771.27.82.25

■Particulier à ORAN vend : Chambre froide, Panneaux sandwich 10, volume: 60 m3 Positive. Prix 50 M - Appelez : 0550.84.43.10

■Organisons 29 - 30 - 31 Mai : Excursion BEJAIA - SETIF, Réservation. L'auberge 3 jours incluse dans le prix. Départ le 28 Mai à 18 h - Le prix de voyage : 4500 DA - Tél. 0776.844.600 - 0556.703.303

■Recherche pour Achat Batterie Poule capacité 4800 Tunisie ou Italie - Mob : 0772.59.27.45

■Réparation Machine à laver à domicile sur ORAN et banlieue - Mobile : 0552.65.23.94

■A louer Pâtisserie avec Matériel complet - Peut convertir en Boulangerie. Quartier populaire - Négociation après visite - Tél. 0774.64.01.99

■Vends 03 Machines pour fabrication clous (2,5 - 4) (5 - 6) (7 - 10 - 12) - Tél. 0553.21.32.26

■Sarl Capsule Couronne Boukli - Avis aux conserveries : prestations et impressions sur métal 02 à 03 couleurs sur différents formats de fer blanc - Tél : 041.51.51.43 - 041.51.51.44 - Mobile : 0672.41.39.56 - Télécopie : 041.51.52.04 - H.B.

■Vente équipement pour la fabrication d'extraits et aromes. Très bon état. Vente matériel injection plastique + lots de moules - Vente maison coloniale à 100 m du Sheraton sup. 1300 m² - Mobile : 0672.41.39.56 - H.B.

■TLEMCCEN : Médecin vend Echographe TOSHIBA 77B. 02 sondes. Bon état - Tél : 0558.50.67.32 - Après 20 H

■Vds ensacheuse horizontale de produits granulés (flan) de marque Rovema S 100 d'une capacité de 80 sacs de 50 gr/minute - Tél : 0554.060.704

■SAC PLUS propose pour ANSEJ - CNAC mach. Mouchoirs, serviette, gobelet - conditionneuse (036.65.33.34/35/36-0555.62.34.91/92

■Importateur vend divers lots de tissu et machine lycra unie + imprime, velours, lin, glasse, soie satine blanc neige, dentelle, guipure, machine à coudre Juki 5550, Mitsubishi 130, surjetteuse Kingtex - Tél : 0770.44.23.48

■SSAC PLUS propose pour ANSEJ - CNAC, Mach. Impression Gd. Format - Gravure num. sur bois - 036.51.47.14 - 0555.62.34.93/94/95/96

■Vends -Sertisseuses auto marque Carnaud France - Sertisseuses auto marque Sommée Espagne en marche pour boîtes fer pour toutes formes 1/6, 1/4, 4/4, 5/1 - Tél. 0661.20.14.13 Oran

■SAC PLUS propose pour ANSEJ-CNAC Machines transformation plastique, papier, carton - 036.51.47.14 - 0555.62.34.97/98/99

CONDOLEANCES

Le Directeur de l'Agence CNAS de Tlemcen,

Dr SIDI MOHAMED ACIMI, les cadres, les représentants

des travailleurs ainsi que l'ensemble du personnel

de la CNAS, profondément attristés par le décès

*de **Belkacem EL GHAZI et Hadj Houcine YOUNSI,***

cousins paternel et maternel

de Monsieur MOHAMED EL GHAZI, ministre du Travail,

de l'Emploi et de la Sécurité Sociale, présentent

à ce dernier ainsi qu'à toute sa famille et ses proches

leurs sincères condoléances et les assurent,

en cette douloureuse et pénible épreuve,

de leur profonde compassion.

Que Dieu, Le Tout-Puissant, accorde aux défunts

Sa Sainte Miséricorde et les accueille

en Son Vaste Paradis.

« A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons ».

Le Directeur de l'Agence CNAS Tlemcen

PENSEE

7 ans déjà passés en ton absence que nous n'avons pu combler, 7 ans de cumul, de chagrin ineffaçable et de chaudes larmes qui nous ont déprimés Nous n'avons pu profiter de ta gentillesse, de ta sincérité, de tes conseils et de ton courage qui sans cesse nous ont accompagnés tout au long de notre maturité

Notre foyer jadis lumineux en ta compagnie, s'est brusquement éteint et a laissé place aux souvenirs, aux peines que nous n'avons pu supporter.

Ta perte a enrayé les sourires sur nos visages et a brisé nos cœurs fêlés.

Repose en paix notre chère maman et grand-mère

FADELA HASSAINE née BOUABDALLAH

et que les gens qui t'ont connue aient une pieuse pensée pour toi et que Puisse Dieu te réserver une place en Son Saint Paradis.



OPPORTUNITE D'AFFAIRE

Etablissement installé à Sidi Bel Abbès met son activité en gérance libre ou en franchise.

Conditions :

- Age entre 35 ans et 70 ans (Homme ou Femme).
- Avoir un niveau de Technicien Sup. ou universitaire ou plus.
- Avoir des connaissances dans la formation ou travaillé dans le domaine de l'éducation nationale, formation professionnelle ou enseignement supérieur.
- Personne sérieuse, responsable et dynamique

Avantages :

- Vous serez votre propre patron.
 - Chiffre d'affaires intéressant (activité florissante).
 - Clientèle déjà existante.
 - Activité ancienne.
 - Personnel déjà formé.
 - Aucun investissement financier à faire.
 - Plan et outil de gestion fait.
 - Bénéficier de la publicité nationale du réseau.
- Pour toute personne intéressée veuillez envoyer votre CV, une demande et N° de téléphone au : algeriefranchise@yahoo.fr
Dernier délai pour candidature 01 juin 2014

ASCENSEUR

Etude et Réalisation

➤ ASCENSEUR ➤ MONTE CHARGE
➤ MONTE PLAT ➤ MONTE MALADE
➤ ESCALATOR

Tél. **0550.53.43.84**

0661.55.14.27

0550.49.64.99

Fax : **021.44.86.06**

Fax : **041.28.73.24**

E-mail : sraal_elevator@yahoo.fr

IMPORTANTE STE D'IMPORT

RECRUTE

- 01 Secrétaire (F ou H)

Maîtrisant très bien la langue Anglaise et l'outil informatique.

- Résident Cne de Hassi-Bounif ou environs.

e-mail : copida2002@yahoo.fr

Fax : 041 27 67 67

Entreprise Privée à Hassi Ameur / Oran

RECRUTE :

- Une (01) Assistante de Direction

- Diplôme - filière technique.0
- Maîtrise de l'outil informatique (Office).
- Maîtrise parfaite de la langue française.
- Bonne aptitude rédactionnelle.

- Trois (03) Electromécaniciens

* Licence en Electromécanique.

Poste : Opérateur sur machines industrielles.

Expérience souhaitée.

Envoyez CV avec photo à : rh.direction@yahoo.fr

Avis aux transporteurs

La SARL SBEMC ZI Hassi Ameur - ORAN

Cherche transporteurs pour alimenter ses unités de production de brique en matière première (Argile) - Les transporteurs concernés possèdent des camions plus de 15 tonnes, s'adressent au siège social pour plus d'informations: Zone Industrielle Hassi Ameur
N° Tél : 041-52-46-37 / 041-52-46-12



CLINIQUE DENTAIRE ZABANA

Dr. N. Sahraoui
Chirurgien - Dentiste

Dr N. Sahraoui et son équipe ont le plaisir de vous annoncer qu'à partir du 20 Mai 2014 de l'ouverture de la sixième session de consultations pré-implantaires ainsi que de la pose d'implants dentaires qui aura lieu à partir du 03 Août 2014. A cet effet, nos patients sont priés de se munir le jour de la consultation d'un panoramique dentaire numérique récent mentionnant l'échelle de la radiographie.

Venez prendre conseil auprès de notre équipe professionnelle concernant les implants dentaires (pour qui ? comment ?... etc.). Nous vous donnerons de plus amples renseignements individuels concernant les options de traitement implantaire dans votre cas. Nous utilisons le système «XIVE» Dentsply/Friadent (made in Germany).

www.dentsplyimplants.com

Pour un rendez-vous téléphonez au 05 55 114 995 ou 041 40 96 23
Dr. N. Sahraoui
Chirurgien-Dentiste

APC de Constantine

Le montant des loyers divise les élus

A. El Abci

Parmi les dossiers abordés lors de la 2^{ème} session ordinaire de l'APC de Constantine qui s'est tenue hier, figure celui des marchés et avenants contractés concernant des projets d'éclairage public, dont le lancement se fera incessamment, le transport scolaire et les questions de patrimoine qui ont eu la part du lion dans les discussions pour ce qui est des prix de location des locaux et des parkings.

En effet, plusieurs élus ont critiqué les sommes symboliques du loyer des locaux commerciaux et autres bâtisses exploitées comme sièges d'entreprises privées ou publiques, d'administrations, ou par de simples particuliers.

Ainsi, le prix payé par les uns et les autres contre l'exploitation du bien municipal en question est considéré comme étant loin de refléter sa valeur réelle sur le marché. Aussi, la demande de la Direction des hôtels Novotel et Ibis portant sur l'exploitation de l'aire en face de leurs établissements en tant de parking de voitures, ainsi que la cession en location des terrains sur lesquels des centres de distribution ont été réalisés par la Sonelgaz, sont autant de questions qui ont focalisé les débats des élus. Il est à indiquer, dans ce cadre, que la Direction du patrimoine a proposé 20.000 dinars par mois pour la location du terrain aux hôtels en question et un prix encore moindre pour ceux concédés à Sonelgaz, ce qui a outré

certains élus. Ces derniers ont considéré que les prix doivent être revus à la hausse, car l'APC qui se plaint d'avoir des budgets qui battent de l'aile n'a pas à subventionner des entreprises de ce genre et doit plutôt réserver son aide aux simples citoyens. Pour les partisans de la proposition, ce qui est visé par ces prix manifestement modestes est d'encourager les sociétés de services à se rapprocher des citoyens, à l'instar de la Sonelgaz qui utilise ces terrains pour renforcer son réseau et éviter aux citoyens des coupures d'électricité en été. Ce point a finalement été reporté à une autre session et ce, pour réaliser une classification des entreprises (publiques et privées), selon leur caractère purement commercial ou prestataire de services à l'endroit des citoyens, en opérant les ajustements nécessaires des loyers. Les autres points de l'ordre du jour ont été votés sans grande difficulté, à l'exemple des marchés et avenant d'éclairage public de la rive est de la ville, passés avec une entreprise communale pour un montant de 365 millions de dinars et dont les travaux démareront sous peu. Il en est de même pour l'assainissement de la situation financière (5 millions de dinars) de propriétaires de bus assurant le transport d'écopliers sur plus de cinq lignes, ainsi que de l'achat de 8 camions-bennes à bascule pour renforcer les moyens d'enlèvement des ordures dans la ville pour un montant de 2 milliards 500 millions de centimes.

Recrutement

Enquête à l'APC de Constantine

Une commission d'enquête constituée de cadres de la wilaya et de la Fonction publique épluche depuis hier les dossiers à la Direction des ressources humaines de la commune de Constantine. Dépêchée par le wali de à la suite de la protestation soulevée par le dossier de recrutement, la commission devrait se pencher sur la régularité des procédures adoptées pour le recrutement de 500 personnes et d'autres prétendus dépassements dénoncés par les manifestants lors de plusieurs rassemblements organisés ces derniers jours devant l'Hôtel de ville, dont le non affichage de la liste des 500 candidats retenus (sélectionnés parmi 12.000 demandes déposées par les prétendants) et autres passe-droits en matière de critères de sélection des candidats. Cet important quota de personnel à recruter par la commune de Constantine, au départ qualifié de massif et qui a suscité espoir et satisfaction parmi les travailleurs et les responsables, a provoqué les foudres des nombreux prétendants exclus et de certains membres de l'Assemblée populaire communale éga-

lement. Non pas parce qu'ils émettent des réserves dans le fond du dossier, mais tout simplement après avoir échoué à « faire passer leurs listes », assurent des sources concordantes. Des cadres de la Direction des ressources humaines qui préfèrent parler « d'audit externe » initié à la direction des ressources humaines, et qui ont suivi de près l'opération de recrutement depuis son lancement à la fin du mois de novembre dernier, assurent que «tout est en règle».

On est allé jusqu'à soutenir que la liste des candidats retenus a été affichée et qu'elle a été déchirée ou arrachée par des protestataires ! Cependant, on doit attendre l'autre avis, celui de la commission d'enquête, qui doit établir et transmettre à sa hiérarchie un rapport détaillé sur ce dossier. Et, comme la mission des enquêteurs n'est pas limitée par un quelconque délai, personne n'a pu s'avancer sur la date de la conclusion de ce rapport «d'audit externe» qui a ciblé la Direction des ressources humaines de la commune de Constantine.

A. Z.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

22 rajab 1435

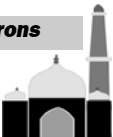
El Fedjr
03h39

Dohr
12h31

Assar
16h21

Maghreb
19h43

Icha
21h18



Les craintes des habitants de Salah Derradji

Les habitants de Salah Derradji, dans la commune d'El-Khroub, sont sérieusement préoccupés par le danger que représentent les 3 virages situés à l'entrée du village, au niveau de la cité dite d'habitat évolutif. «Nous souhaiterions que les autorités communales ou les services des travaux publics fassent quelque chose pour traiter ce point noir où se produisent de nombreux accidents de la circulation», ont proposé, hier, des citoyens du village qui nous sont contactés par téléphone en demandant, notamment, la pose de ralentisseurs à cet endroit. Ces citoyens ont fait ainsi part de leurs appréhensions grandissantes à la suite de trois accidents qui se sont produits dernièrement dans ces virages dangereux et qui se sont soldés par 3 morts. Un véhicule, qui s'était renversé quelques jours après cet accident mortel en faisant plusieurs tonneaux, a fini sa course dans le mur d'une habitation, située sur le bord de la route, qu'il a démolie complètement, a-t-on encore signalé.

L'antenne administrative d'Aïn Abid sur de bons rails

Le projet de rénovation et équipement de l'antenne administrative d'Aïn Abid va être lancé au début de la semaine prochaine, nous a signalé, hier, le maire de la ville, M. Faouzi Boumendjel. «Je signerai l'ordre de service (ODS) à l'entreprise désignée dès dimanche prochain», a indiqué le P/APC en notant que ce projet, qui sera réalisé sur le programme communal de développement (PCD), intervient après les orientations données par le gouvernement pour l'amélioration du service public et va coûter la somme de 800 millions de centimes. 200 millions de centimes supplémentaires seront nécessaires pour son équipement avec un matériel moderne, a ajouté le maire.

Température d'un mois d'août

Hier, les habitants de la capitale de l'Est ont vécu une journée caniculaire pareille à celles qui surviennent généralement en plein mois d'août.

Le thermomètre est monté à 36 degrés, un vent chaud accompagné de poussière rouge, pareille à celle véhiculée par les vents du Sud, a soufflé sur la ville limitant les déplacements au strict minimum et poussant les gens à se réfugier dans leurs domiciles pour faire la sieste. Ceux qui ont préféré se terrer dans les cafés ou dans leurs commerces se sont munis de bouteilles d'eau fraîche pour se désaltérer de temps en temps afin d'éliminer la poussière chaude qui pénètre dans la gorge et attise la soif. «C'est vraiment le plein été avant terme», ont commenté des riverains du centre-ville en évoquant la possibilité d'aller faire trempette à la mer au cours du week-end qui s'annonce, si toutefois la température ne se rafraîchit pas d'ici là, ont-ils ajouté.

A. Mallem

Conflit avec la Direction du commerce

Les pharmaciens persistent et signent

A. Mallem

«Dans le dossier du complément alimentaire «Cyclamate» qui a été interdit de vente par la Direction du commerce de Constantine, le SNAPO ira jusqu'au bout pour défendre l'honneur du pharmacien et la noblesse de la profession. Et nous demanderons à ce que chacun respecte les limites de sa profession et l'intégrité de celle des autres ! », a déclaré hier à Constantine le président du Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine, M. Abed, en considérant que le contrôle de l'officine pharmaceutique relève essentiellement de la Direction de la santé. L'officine ne peut être violée par aucun contrôle hormis celui de la Direction de la santé. Dans ce cas d'espèce nous estimons que le directeur du commerce de la wilaya de Constantine a commis «un excès de zèle », estimera-t-il. Et le président du SNAPO de poursuivre : « Nous avons formulé une audience auprès du nouveau ministre du Commerce et nous parlerons de ce problème et de ce directeur ». Ces déclarations ont été faites par le président national du SNAPO en réponse aux questions que nous avons posées hier à l'ouverture de la 12^{ème} journée scientifique du syndicat des pharmaciens qui a été organisée hier dans un hôtel de Ali-Mendjeli. De son côté, le président du bureau du Snapo de Constantine, M. Issam Boulakhrasse, a signalé que l'affaire de la trentaine de pharmaciens qui ont été poursuivis en justice par la Direction du commerce pour commercialisation du « Cyclamate », complément alimentaire considéré par elle comme cancérigène et retiré des officines par les inspecteurs du commerce après des contrôles inopinés, est toujours en cours. « Le Snapo s'entient fermement au principe de l'inviolabilité de l'officine pharmaceutique, a réitéré M. Boulakhrasse, et

nous demandons l'application de la loi sur la compétence de contrôle de l'officine qui est dévolu aux seuls inspecteurs de la Direction de la santé ». Pour revenir à cette journée scientifique qui a été organisée sur le thème générique de « La pharmacie de demain », le président national du syndicat des pharmaciens, M. Abed, a lié ce thème avec les perspectives d'avenir de la profession. « Nous pensons qu'il faut regarder de l'avant maintenant, a-t-il dit en tentant de définir les contours que devra revêtir la future officine pharmaceutique. Le monde évolue et le pharmacien algérien doit évoluer aussi. Le SNAPO constitue désormais une force de proposition et nous allons expliquer aux pouvoirs publics quel sera l'avenir de l'officine après que la profession sera parvenue à régler tous ses problèmes ». A une question sur la contribution du Snapo à la nouvelle loi sur la santé publique, M. Abed a souligné que son organisation « est partie prenante dans l'élaboration de cette loi et espère pouvoir arriver à faire des propositions, voire à imposer les idées novatrices et constructives de notre syndicat pour l'organisation de la profession et l'amélioration de l'exercice officinal en général ». L'élargissement de la pratique officinale, les responsabilités du pharmacien et les substances vénéneuses ont été les principaux thèmes qui ont retenu l'attention des communicateurs lors de cette journée qui a réuni plus de 500 pharmaciens venus de 16 wilayas du pays. Au cours des débats des pharmaciens sont aussi intervenus pour faire de nombreuses propositions sur des questions liées aux problèmes que vit actuellement cette profession en pleine mutation, des suggestions et des propositions qui, avons nous constaté, tendent toutes vers un souci d'amélioration de l'activité de l'officine et son recensement dans le cadre des lois du pays.

Des diagnostics qui posent problème

A. Mallem

Selon le professeur Kitouni, spécialiste en médecine interne au Chu de Constantine, la prise en charge des pathologies du foie, du cancer du pancréas et des maladies inflammatoires de l'intestin pose énormément de problèmes, notamment des difficultés de diagnostic, sans que cela soit une particularité propre à une ville ou une autre. « La prise en charge de chaque pathologie est différente, a-t-il ajouté. Heureusement pour l'hépatite B et l'hépatite C que les médicaments sont disponibles, mais elles posent quand même des difficultés, c'est-à-dire que nous n'arrivons pas à faire le diagnostic. Pour les maladies inflammatoires de l'intestin, c'est surtout la prise en charge chirurgicale des complications qui pose problème ». Ce praticien nous a fait hier cette déclaration à l'ouverture des 33èmes journées scientifiques du Chu de Constantine à la faculté de médecine du Chalet des Pins. Le Pr. Kitouni, qui est aussi le secrétaire général et membre du comité scientifique de ces journées, a précisé que les thèmes qui ont été choisis par le comité scientifique du Chu en raison de la fréquence de chaque pathologie s'inscrivent dans la continuité de ces journées. Aussi, les

pathologies hépatiques, c'est-à-dire les maladies du foie, les maladies inflammatoires chroniques de l'intestin, notamment les problèmes d'ordre diagnostique et d'ordre thérapeutique, les accidents vasculaires cérébraux (AVC) et enfin le cancer du pancréas, ont été au menu de ces journées conçues pour durer 48 heures et ouvertes hier matin en présence d'une assistance nombreuses composée de médecins d'Alger, Batna, Sétif, Annaba et Constantine. Ces éminents praticiens ont tous donné des communications sur les thèmes d'étude proposés par ces journées et engagé des débats et des échanges d'informations avec leurs confrères. « Nous avons un invité d'honneur, un professeur italien de gastro-entérologie de la région de Catane. Il s'agit du professeur Ludovic Abénavoli, spécialiste du foie, qui est venu nous parler de son expérience dans le domaine du diagnostic et de la prise en charge des maladies du foie », nous a indiqués notre interlocuteur. Ce dernier conclura en signalant que ces deux journées vont se terminer par des recommandations à l'intention des médecins généralistes et des spécialistes sur les techniques de prise en charge utilisées localement sur le diagnostic et le thérapeutique.

Ligue 1-Match avancé aujourd'hui à 19h15 USMA-ESS
Ambiance de kermesse à Bologhine

M. Benboua

En match avancé de la 30e et dernière journée du championnat de Ligue 1, l'USMA sacrée champion d'Algérie de l'exercice en cours, reçoit l'ESS en ce début de soirée (19h15) à Bologhine. En effet, l'USMA tout auréolée de son sixième titre de champion, l'ambiance sera à la fête au stade Omar-Hamadi qui s'avérera trop exigu pour contenir la grande foule des supporters usmistes. Quant à l'Entente, après sa seconde défaite de rang en championnat face à l'USMH mardi et celle de la journée précédente devant le MCEE, elle a ainsi cédé du terrain. Cette défaite fait les affaires de la JSK dans la course à la deuxième place qualificative pour la Ligue des champions d'Afrique. Du coup, les Canaris gardent la seconde place avec (53 pts), avec une longueur d'avance sur l'ESS (52 pts). C'est dire que l'ESS qui n'a pas son destin en mains, car dépendant du résultat de son rival la JSK à Constantine face au CSC, est condamnée avant tout à l'exploit à Bologhine pour espérer remonter



provisoirement au second rang tout en patientant jusqu'à samedi. Il y a lieu de relever que l'ESS est en bute à une crise financière aiguë, ce qui a contraint bon nombre de cadres à boycotter la rencontre face à l'USMH

revendiquant leurs arriérés financiers. Autant d'éléments qui risquent de jouer en défaveur de l'ESS, surtout que l'USMA et outre son statut de champion, s'efforcera de clore la saison à domicile en apothéose.

Division nationale amateurs Est
Six équipes sur la corde raide

Si le DRB Tadjenanet se trouve sur un nuage pour avoir réalisé l'accession en Ligue 2 depuis plusieurs semaines déjà, il n'en demeure pas moins que la situation au bas du tableau est toujours floue. En effet, lors de cette dernière journée du championnat dans ce groupe, il y a fort à parier que le suspense risque de se prolonger jusqu'aux ultimes minutes, dans la mesure où plusieurs mal-classés sont dans un mouchoir de poche. Ainsi, la lanterne rouge, l'ES Guelma, qui reçoit Hamra Annaba, est dans l'obligation de l'emporter pour sauver sa peau. Tout autre résultat que le succès condamnerait directement la formation guelmie au purgatoire, et ce sans attendre les résultats des autres matches. En revanche, une victoire pourrait tout chambouler et laisser place aux caulettes, car plusieurs équipes ris-

quent de terminer avec le même nombre de points. En tous cas, si l'ESG est condamnée à l'exploit, son adversaire du jour, lui, n'a besoin que d'une seule unité pour se maintenir. Par ailleurs, à Chelghoum Laid, le HBCL joue gros également et sera tenu par l'obligation du résultat face au MO Constantine pour se mettre défiitivement à l'abri. L'US Té-bessa, également dans l'œil du cyclone, se produira à Khenchela devant l'USMK et s'efforcera de glaner les trois points pour éviter toute mauvaise surprise. C'est aussi le cas de l'Entente de Collo, qui sera en déplacement à Skikda où elle tentera d'éviter la défaite pour garder la tête hors de l'eau. D'autres équipes mathématiquement concernées, telles le WA Ramdane-Djamel et le NRB Touggourt en l'occurrence, bénéficient de l'avantage du ter-

rain et tenteront de glaner les trois points de la victoire pour éviter le stressant exercice des calculs.

M. B.

Vendredi à 15h00	
Guelma:	ESG - Hamra
B.B. Arréridj:	USFBBA - DRBT
Azzaba:	WARD - ASAM
Skikda:	JSMS - E.C
Touggourt:	NRBT - USMAB
Chelghoum Laid:	HBCL - MOC
Magra:	NCM - USB
Khenchela:	USMK - UST

CAN-2014 Dames
Vendredi à 18h00
Algérie -Tunisie
Prendre option
avant Tunis

L'arbitre guinéenne Thérèse Sayno dirigera le match Algérie-Tunisie prévu vendredi à 18h00 au stade Omar-Hamadi (Bologhine) pour le compte du second et dernier tour qualificatif à la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2014 Dames, a indiqué mardi la Confédération africaine de Football (CAF). Thérèse Sayno sera assistée de sa compatriote Marliato Diallo et de la Togolaise Ayawa Mana Dzodopé. Le commissaire du match est la Malienne Fatou Camara. Le match retour se déroulera entre le 6 et le 8 juin prochain à Tunis. La sélection algérienne dames s'est qualifiée pour le second et dernier tour des éliminatoires de la CAN-2014 aux dépens du Maroc (2-0, 0-0) tandis que la Tunisie avait sorti l'Egypte (3-0, 2-2). En prévision de ce rendez-vous face à la Tunisie, l'équipe algérienne féminine a entamé dimanche dernier son deuxième cycle de préparation avec un effectif au complet. «Les choses se déroulent bien, surtout depuis que nous avons récupéré la quasi-totalité de notre effectif. Seule la jeune Hanane Benamara souffre encore d'une légère blessure à l'épaule. Mais grâce aux efforts du staff médical, nous espérons la récupérer, elle aussi, prochainement». Pour ce qui est de l'objectif assigné, le sélectionneur national a indiqué que ce sera «la qualification». Celle-ci passe, selon lui, par une gestion intelligente, aussi bien de la manche aller, à Alger, que de la seconde, en Tunisie. C'est d'ailleurs dans cette perspective que Chih a évité de programmer le moindre match amical pendant cette phase pré-compétitive pour ne pas provoquer de nouvelles blessures.

Vendredi à 15h00	
Relizane:	RCR-CRBBB
Samedi à 15 h 00	
Chlef:	CRBS-OMA
Bethioua:	ESA-RCBOR
Mostagenem:	WAM-USR
Saïda:	MBH-CCS
Temouchent:	CRT-GCM
Maghnia:	IRBM-SAM
Tiaret:	JSMT-IST

Erratum

Une malencontreuse coquille s'est glissée dans l'édition d'hier dans l'article paru en page 22 ayant trait au championnat inter-régions Ouest. Dans cet article et à propos de la programmation de cette 30e et dernière journée, les rencontres se dérouleront le vendredi à 15h00 au lieu de mercredi comme rapporté hier. Nous nous excusons auprès de nos lecteurs notamment les supporters du SCMO qui doivent fêter l'accession de leur équipe en division nationale amateur ce vendredi au stade Habib-Boua-keul avec la réception du CRBAET.

R. S.

Jeux africains de la Jeunesse 2014
Les athlètes algériens
à pied d'œuvre à Gaborone

La délégation sportive algérienne devant participer à la 2e édition des Jeux africains de la Jeunesse (JAJ-2014), prévue du 22 au 31 mai au Botswana, est arrivée avant-hier en fin de matinée dans la capitale Gaborone. Forte de 75 athlètes de 13 disciplines, la délégation algérienne, conduite par le chef de mission, Messaoud Mati, comprend également le président du Comité olympique et sportif al-

gérien (COA), Mustapha Berraf. Les joutes de Gaborone réuniront quelque 2500 athlètes de 54 pays, âgés entre 15 et 18 ans. Vingt et une (21) disciplines sont au programme. L'Algérie sera présente en cyclisme par 4 athlètes, karaté (12), judo (4), athlétisme (19), boxe (5), haltérophilie (2), canoë-kayak (1), aviron (3), natation (8), tennis de table (2), badminton (2), escrime (6) et basket-ball (8).

Allemagne
L'Algérien Idir Ouali
s'engage pour trois ans
avec le SC Paderborn



Le milieu de terrain offensif algérien du Dynamo Dresde, relégué en troisième division allemande de football, Idir Ouali, s'est engagé mardi pour trois ans avec le SC Paderborn, promu en Bundesliga, rapporte le site officiel du club. Ouali (25 ans), qui a joué durant deux saisons en Bundesliga 2, pour un total de 62 matches et 8 buts retrouve ainsi un championnat d'élite, quatre ans après l'avoir connu

avec Le Mans. «Il a une vitesse et une capacité de dribble exceptionnelle. Son profil correspond très bien à notre style de jeu qui est fait de contre-attaques», a affirmé l'entraîneur de Paderborn, André Breitenreiter, au sujet du joueur algérien formé à Mouscron (Belgique). Ouali est le second joueur recruté par Paderborn où il devrait probablement côtoyer le Germano-Algérien, Daniel Bruckner.

Volley-ball : Finale Coupe d'Algérie
NRBBA pour perpétuer
la tradition, le MBB
pour briser le signe indien

Ali Sadji

La mythique salle Harcha-Hacène sera demain dès 16 h 00 le théâtre de la finale de la Coupe d'Algérie qui mettra aux prises le NR Bordj Bou-Arréridj au Machâal de Béjaïa. Ce sera la cinquième finale entre ces deux formations après celles de 2008, 2009, 2010 et 2011. Qui succèdera au palmarès à l'Etoile sétifienne qui avait remporté le trophée la saison dernière ? Sur le papier, le NRBBA

qui a à son actif quatre trophées aux dépens de son adversaire du jour, le MBB, semble a priori bien placé pour perpétuer la tradition. Mais les gars de Béjaïa tenteront de briser le signe indien face à une équipe du Bordj qui vise le doublé. Une chose est sûre au vu de la qualité des effectifs. Le spectacle est garanti d'avance à la salle Harcha où les présents ne regretteront pas leur déplacement. En somme, nous aurons droit à une finale relevée et riche en couleurs.

Basket-ball : Demi-finales Coupe d'Algérie
Vers un remake
de la précédente édition

On jouera ce vendredi les demi-finales de la Coupe d'Algérie qui pourraient déboucher sur un remake de la dernière édition. Ainsi, tous les regards seront braqués vers la salle omnisports de Bordj Bou-Arréridj qui sera le théâtre des deux confrontations au menu. La première mettra aux prises le finaliste malheureux de la dernière édition, le CSC, déchu aussi de son titre de champion d'Algérie à l'issue des derniers tournois play-off et le cendrillon de l'épreuve, l'OMS Miliana. Une première pour le cinq du Zaccar. Les clubistes de l'antique Cirta partent sur le papier avec les faveurs du pronostic mais ce ne sera guère pour eux une simple affaire devant une jeune et téméraire équipe de Miliana qui veut croire en son étoile et qui n'a plus rien à perdre d'autant que l'objectif principal a été atteint avec

une accession historique en super-division A. Les Sanafirs sont avertis. Les puristes de la balle au panier seront conviés par la suite à suivre une très belle affiche entre le GSP, favori à sa propre succession et la sympathique équipe de l'US Sétif qui n'a pas encore digéré ce malheureux forfait forcé lors du troisième tournoi play-off. Toutefois, les Sétifiens tenteront de forcer le destin devant une équipe du GSP amoindrie par l'absence de quatre éléments clés suspendus. De chauds débats en perspective qui devraient tenir en haleine toute une salle qui sera derrière les Sétifiens sans nul doute.

F. B.

Vendredi	
(14h30):	OMSM- CSC
(16h30):	GSP-USS



Société de l'Eau et de l'Assainissement d'Oran

Condoléances

L'ensemble du personnel de la Société de l'Eau

et de l'Assainissement d'Oran - SEOR, très touché

par le décès de son collègue

Mr BOCEIRI Said

Gérant de la Zone d'Arzew, présente à sa famille ses

sincères condoléances et l'assure en cette douloureuse

circonstance de sa grande compassion et sympathie.

A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.



MOBICAM

Fabricant de tous types de meubles



GAMME PRO MOBICAM



Garantie - Garantie
2 ans
Garantie - Garantie

Un excellent rapport Qualité & Prix
Un grand choix de design de couleurs et de matériaux (mélangé, MDF, High_Gloss)

Produits garantis 02 ans
Un mobilier haute gamme
à vous de choisir...!

Bureau Commercial Show-Room

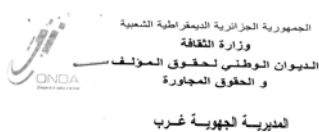
16, Av. Ouled Kablia Saliha Guambetta, (face au CEM Tandjaoui) - ORAN

Tél. & Fax : (041) 53-44-26 / (041) 53-26-94

Mobile : (0550) 48-11-99 / (0550) 56-44-31 / (0550) 48-40-15

Site internet : www.camm-alu.com / e-mail : mobicam@camm-alu.com

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de la Culture
OFFICE NATIONAL DES DROITS D'AUTEUR
ET DES DROITS VOISINS



DIRECTION REGIONALE OUEST

COMMUNIQUE DE PRESSE

L'Office National des Droits d'Auteur et Droits Voisins organise le 24 Mai 2014 à 9 h 00 au Théâtre Régional d'Oran, une journée d'étude, autour du thème «Le patrimoine culturel entre savoir et savoir-faire à l'ère du numérique».

Cette rencontre qui coïncide avec la clôture du mois du patrimoine célébré chaque année, regroupera communauté des auteurs et artistes oranais, ainsi que communauté des universitaires, chercheurs, enseignants et étudiants de l'université d'Oran. La rencontre sera consacrée essentiellement à la protection des œuvres du patrimoine culturel traditionnel dans le monde numérique.

Le public est cordialement invité.

TOUS NOS PRODUITS SUR :

WWW.LAOUFI.COM

30 900 DA TTC

SAMSUNG GALAXY Tab3

10.1 WiFi MÉMOIRE 16GO DUAL CORE 1.6GHZ

PRESENT AU SIFTECH, CENTRE DES CONVENTIONS DU 12 AU 14 MAI

12 mois GARANTIE

LAOUFI.com

Révision du système de climatisation à **0 DA**

Sur tous les modèles SUZUKI du 20 Mai au 19 Juin 2014

Prêt pour affronter l'été !



LES AGENCES CONCERNÉES :

- SUCCURSALE D'ALGER (SAV DE DAR EL BEIDA).
- SUCCURSALE D'ORAN.
- SARL CHALLENGE AUTO SERVICE - CONSTANTINE.

Elsecom Automobiles - Distributeur Officiel Suzuki

SAV Alger (Dar el Beida) : 0770 88 62 89

SAV Oran (Site des Show Room, zone A, RN n°4) : 0770 11 72 04

SAV Challenge Auto (Zone industrielle de Palma N° B56) : 0555 03 86 94



www.elsecom-auto.com
www.facebook.com/Suzuki.algerie



Way of Life!



08.00 Bonjour d'Algérie (direct)
09.30 Le soleil de la vérité
10.30 Dessins animés
11.00 Culture club
12.00 Journal en français
12.25 El oua'ede
13.45 Rahalat bahria
14.30 Qouloub fi sir'a'e
15.10 Actu-elle
16.10 Dessins animés
16.35 Takder tarbah
17.00 Santé mag
18.00 Journal en amazigh
18.20 Le soleil de la vérité
18.50 Journal en français
19.10 USMA/ESS en direct
20.00 Journal en arabe
20.15 USMA/ESS 2ème mi-temps
21.30 Eco débat
22.25 Senteurs d'Algérie «Skikda»
23.15 Festival de la musique malouf



19.45 Les neiges du Kilimandjaro



Avec Ariane Ascaride, Gérard Meylan, Marilyne Canto
Michel, délégué syndical, vient de se faire licencier. Bien que touché par la nouvelle, il organise néanmoins une fête avec son épouse Marie-Claire, pour célébrer leurs trente ans de mariage. Les invités leur offrent deux billets pour la Tanzanie ainsi qu'un petit pécule pour faire des visites. Un soir, alors qu'ils dînent avec Denise, la sœur de Marie-Claire, et son compagnon, Raoul, ils sont agressés par deux braqueurs qui dérobent l'argent.



09.00 Bonjour d'Algérie week-end
10.30 Le soleil de la vérité
11.00 Sur le fil
12.00 Journal en français
12.25 Assr el khoulafe
13.20 Prière du vendredi (direct)
13.45 Réflexions
14.35 Deux femmes
Film algérien
16.15 Dessins animés
16.40 Paroles de femmes
18.00 Algérie/Tunisie
Handball en direct
19.25 Dar El Bahdja
20.00 Journal en arabe
20.45 Combien tu m'aime
Film algérien
22.05 Gala artistique
23.15 Sketch algérien



19.45 Faut pas rêver



- Vietnam, le réveil du dragon
Présenté par Tania Young
Le Vietnam est un pays en pleine mutation qui offre une grande diversité. Hue secret. Découverte de l'ancienne cité impériale • Retour chez les Pa Then. Un photographe français parcourt le nord du pays afin de rencontrer les ethnies minoritaires • Long Bien, un pont sur le fleuve. Très convoitée, cette tour est l'un des symboles de l'architecture d'Hanoi • Le serpent dans tous ses états. Mets succulent, le reptile est également utilisé comme médicament et dans la maroquinerie.



JEUDI



19.55 Falco



- Au clair de la lune
Avec Sagamore Stévenin, Clément Manuel, Alexia Barlier
Gaëlle Quilleré, la fille d'un riche patron, est enlevée en pleine nuit. Dans une vidéo mise en ligne sur Internet, les ravisseurs, des anticapitalistes qui se font appeler les «Pierrot», réclament une rançon de cinq millions d'euros à répartir entre différentes associations pour les plus défavorisés. Falco commence par aller voir Daniel Thabaret, un philosophe auquel les criminels font souvent référence.



19.47 Des paroles et des actes



- Le débat des européennes
Présenté par David Pujadas
David Pujadas propose un numéro consacré aux élections européennes. Entouré de journalistes de la rédaction - Nathalie Saint-Cricq, François Lenglet, Jeff Wittenberg, d'experts ou encore d'intellectuels, il anime un débat entre les différents leaders des partis politiques français. Au total, entre le 22 et le 25 mai, 500 millions d'Européens sont appelés à choisir les 751 députés qui siègeront au Parlement de Strasbourg durant les cinq prochaines années.

19.50 La plus belle région de France



Présenté par Karen Guiock
Dès ce soir, l'émission propose aux téléspectateurs de voter pour leur région française préférée. La grande gagnante sera dévoilée en direct à l'issue du dernier numéro. Pour les aider à choisir, un jury - composé de l'auteur de guides touristiques Jean-Bernard Carillet, de la journaliste et historienne Clémentine Portier-Kaltenbach et du chef cuisinier Christian Etchebest, se rend sur place. Il est accueilli par des personnalités locales.

00.20 The Cleaner



- Le pacte
Avec Benjamin Bratt, Grace Park, Amy Price-Francis, Esteban Powell
William Banks, un ancien taulard et toxicomane, est persuadé d'avoir été sauvé par Dieu. Il a décidé de venir en aide aux autres en les libérant de leurs addictions. Contrairement à la police ou aux associations, William est prêt à user de tous les moyens, mêmes illégaux, pour arriver à ses fins.



19.55 Scandal



- Yolo
Avec Kerry Washington, Scott Foley, Columbus Short, Katie Lowes
Furieux de la trahison de Quinn, Huck a décidé de la torturer pour la faire parler. Mais il reçoit alors un appel d'Olivia, qui lui annonce avoir retrouvé sa mère. Il se précipite pour l'aider. Jake informe le président Grant de la situation. Sally Langston, de son côté, prépare sa candidature pour la prochaine présidentielle. Cyrus hésite à utiliser le moyen de pression dont il dispose pour l'en dissuader...



19.50 X-Men 2



Avec Patrick Stewart, Brian Cox, Hugh Jackman, Ian McKellen
Washington. Alors que les mutants doivent toujours se battre pour se faire accepter par une société qui les craint, une mystérieuse créature tente de tuer le Président. Ce drame relance la polémique autour de ces êtres aux pouvoirs extraordinaires. Stryker, ex-militaire, veut créer un fichier qui les recenserait. Il somme le Pentagone de lancer une attaque contre le manoir du Pr Xavier qui serait une école de mutants.



VENDREDI



19.55 Qui veut gagner des millions ?



Présenté par Jean-Pierre Foucault
L'animateur accueille des célébrités qui tentent en duo de récolter un maximum de fonds au profit d'associations caritatives. Alain Chamfort et Elie Semoun jouent pour «Les toiles enchantées», qui permet aux enfants et adolescents hospitalisés ou handicapés de voir les films à l'affiche comme au cinéma. Laurent Ruquier et Michaël Gregorio, eux, participent à l'émission pour la «WWF», qui agit pour la protection de la nature et de l'environnement.



19.50 Bones



- Enfants gâtés
Avec Emily Deschanel, TJ Thyne, David Boreanaz, Michaela Conlin
L'équipe fait des recherches sur des restes humains qui ont été plongés dans de la soude avant d'être enterrés. L'assassin semble s'être donné beaucoup de mal pour dissimuler son identité. Grâce aux tissus prélevés, Camille découvre que la victime a été enlevée et que son père, un riche homme d'affaires, a reçu une demande de rançon.

19.47 Boulevard du palais



Avec Anne Richard, Olivier Saladin, Jean-François Balmer
Anthony Larrieu, agent de sécurité dans un supermarché qui a récemment été braqué, est retrouvé mort sur un terrain vague. Il a été abattu de deux balles dans la nuque. En visionnant les témoignages des anciennes collègues de Larrieu, le policier Gabriel Rovère découvre qu'il était un homme peu apprécié. Il part interroger Jennifer, une employée qui passe ses nuits dans sa voiture, devant le magasin.

21.30 Ce soir (ou jamais !)



Présenté par Frédéric Taddei
Décrypter le monde d'aujourd'hui à travers le prisme de la culture, tel est le défi de ce talk-show. Fidèle à sa liberté de ton, le journaliste Frédéric Taddei reçoit des invités venus d'horizons divers : des intellectuels, des romanciers, des essayistes, des hommes politiques, des cinéastes ou des comédiens. Ensemble, ils décodent le monde contemporain et débattent des temps forts de l'actualité culturelle, politique et sociale.



19.55 Fast & Furious 6



Avec Vin Diesel, Paul Walker, Dwayne Johnson, Michelle Rodriguez
Alors que Brian O'Conner, jeune père, coule des jours paisibles aux Canaries en compagnie de ses amis, dont Dominic Toretto, en Russie, Luke Hobbs enquête sur une spectaculaire action organisée par Owen Shaw et ses hommes. Le policier tire bientôt la bande de sa retraite pour stopper les activités du criminel. D'autant que Letty, la petite amie de Dominic pourrait être mêlée à tout ça. Très vite, l'équipe de Brian et Dominic est confrontée aux hommes surarmés de Shaw.

22.00 Only God Forgives



Avec Ryan Gosling, Tom Burke, Kristin Scott Thomas, Yayaying
A Bangkok, Julian dirige une salle de boxe qui sert de couverture à un trafic de drogue. Lorsque son frère Billy, impliqué lui aussi, est assassiné après avoir tué une prostituée, sa mère Crystal arrive des Etats-Unis pour lui demander de le venger. Julian, qui entretient des rapports troubles avec cette mère castratrice, affronte alors Chang, policier thaïlandais à la retraite qui exerce sa propre justice d'une manière implacable.



							<div> <div>←</div> <div>CANAILLE</div> <div>↔</div> <div>MALIGNE</div> <div>GRECQUE</div> </div>	
						<div> <div>←</div> <div>CHANT DES OISEAUX</div> <div>↕</div> <div>CENDRÉ</div> </div>		
				<div> <div>↑</div> <div>BRIN DE MUGUET</div> <div>←</div> <div>POUR BIEN SAUTER</div> </div>				
			<div> <div>↑</div> <div>COUP DE FEU</div> <div>←</div> <div>POSSESSIF</div> <div>↕</div> <div>CHANCE</div> </div>					
		<div> <div>↑</div> <div>TAS</div> <div>←</div> <div>INFINITIF</div> </div>						
	<div> <div>↑</div> <div>ROUSPÉTER</div> <div>↓</div> <div>BONNE À JETER</div> </div>						<div> <div>↕</div> <div>OBLIGATION QUI DÉPLAIT</div> <div>←</div> <div>COURBÉES</div> </div>	
						<div> <div>↑</div> <div>GISEMENTS</div> <div>←</div> <div>TETINE</div> <div>↕</div> <div>PIECES EN VERS</div> </div>		
<div> <div>↑</div> <div>IMBÉCILES</div> <div>↓</div> <div>BÉSEF</div> </div>		<div> <div>↑</div> <div>POSTE DE COMMANDEMENT</div> <div>↕</div> <div>APPRISSE</div> </div>	<div> <div>↕</div> <div>A PIPE OU À FOURCHE</div> <div>←</div> <div>RÈGLES</div> <div>↕</div> <div>VÉHICULES</div> </div>	<div> <div>↑</div> <div>SOUPLESSE</div> <div>↓</div> <div>DOUBLE JE</div> <div>↕</div> <div>CARDINAL</div> </div>		<div> <div>↑</div> <div>CLOUÉE</div> <div>↓</div> <div>ENFANT OU JEUNE FILLE</div> </div>		
		<div> <div>←</div> <div>NOTE</div> <div>↕</div> <div>NAVRÉ</div> <div>↕</div> <div>ARTICLE</div> </div>						
	<div> <div>↕</div> <div>ABRÉGER</div> <div>↕</div> <div>COURS D'EAU</div> </div>							
			<div> <div>←</div> <div>PLI FINAL A LA BELOTE</div> <div>↕</div> <div>MOCHES INSECTES</div> </div>				<div> <div>↑</div> <div>VOCIFÉRER</div> <div>↕</div> <div>PIQUER</div> </div>	

E	I	R	E	T	U	O	J	I	B	G	A	E	T	O
R	N	E	N	N	O	I	V	A	M	U	D	A	R	B
I	S	I	A	O	L	E	V	I	P	N	T	A	O	S
L	P	L	M	M	R	E	E	A	O	E	G	U	A	R
B	I	B	A	E	R	R	R	I	I	I	T	G	E	E
A	R	U	M	U	A	A	T	R	F	O	E	I	R	T
T	E	O	T	T	V	A	E	R	N	S	R	E	E	U
E	R	U	E	A	T	D	O	N	S	E	C	R	S	O
D	O	L	N	S	A	I	I	E	T	R	R	E	I	H
B	I	T	E	R	D	E	E	N	I	A	T	I	L	C
G	A	R	B	E	R	G	A	M	S	N	R	R	A	U
M	P	D	P	E	A	L	I	S	A	F	O	U	E	O
I	O	I	A	L	A	N	E	S	R	R	I	M	R	H
A	T	L	P	G	E	L	I	E	L	O	S	R	I	C
F	I	L	E	R	E	N	N	O	T	I	P	A	C	L

7 ERREURS

A. Allant au bois.
B. Du vin, alors là c'est le bouquet !
Elle nous empoisonne la vie.
C. Une chienne toujours en chaleur.
D. Javeau.
Prend son élan.
Taille de guêpe.
E. Entrepren. Amas disloqué.
F. Bout d'effet. Reste comprimé. Mot de la fin.
G. Crème de beauté.
Bon pour le service.
H. Montée en manchette.
Laissés en plan.
I. Fait s'accrocher à la tige.
J. Drôlement.
Dispositions d'une habitation.

F	L	A	C	O	N		S	A
R	E		B	R	U	I	T	
E	S	T		N	L		A	R
Q		E	T	E		A	R	E
U	R	N	E		C	L		P
E	A	U			C	A	L	E
M	Y	S	T	E	R	E		T
M	E		A		P		S	E
E	R	E		S	E	M	E	R
N			M	O	N	T		R
T	O	U	S		T	A	R	D
	R		E	L	E	V	E	E

[illegible]

1 R	2 A	3 S	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

12	11	7	3	4	5	10	6	6	7
11	6		11	7		14	10	11	8
2	5	3	7	3		5	6		5
9	10	5		4	11	6	6	7	9
5	6	10		2	9	5	7	6	7
4		11	1			2		6	7
7	11	8		17	2	4	10	11	3
3			14	7	11	1		5	
	16	5		6		7	13		14
15	2	1	12	11	7		2	17	7
2	13		11		13	2	15	2	3
1	2	16	5	6		1	5	1	7
5	6	3	7	1	7		6	5	
9	13		4		4	5	7	6	3
3	7	4		13	7	3	3	7	1



Moubarak condamné à 3 ans de prison pour corruption



L'ancien président égyptien Hosni Moubarak a été condamné mercredi à trois ans de prison, et ses deux fils à quatre ans, pour avoir détourné des fonds publics, trois ans et demi après qu'une révolte populaire eut mis fin à ses 30 années de pouvoir sans partage.

L'ex-«Rais», 85 ans, était jugé en première instance par un tribunal du Caire pour corruption, accusé d'avoir détourné, avec ses fils Gamal et Alaa, 125 millions de livres égyptiennes (13,5 millions d'euros) du budget des palais présidentiels. Il est également jugé dans un autre procès pour la mort de manifestants lors de la révolte qui l'a contraint à quitter le pouvoir début 2011. Pour ce chef d'accusation de «complicité de meurtre», il encourt la prison à vie, la peine à laquelle il avait été condamné en première instance en juin 2012, avant que la Cour de Cassation n'ordonne qu'il soit réjugé.

La CPI refuse que Seif al-Islam soit jugé en Libye



La Cour pénale internationale a rejeté mercredi en appel une demande de la Libye, qui souhaite juger elle-même Seif al-Islam, fils du défunt dictateur Mouammar Kadhafi, pour la répression sanglante de la rébellion de 2011. Seif al-Islam, 41 ans, est détenu par d'anciens rebelles à Zenten, à 180 kilomètres au sud-est de Tripoli. La CPI et la Libye se disputent le droit de le juger, et Tripoli a jusqu'à présent refusé de le remettre à la Cour.

France : 1.300 quais de gare à raboter !



De nouveaux trains régionaux, plus larges que les précédents, vont nécessiter de raboter 1.300 quais de gare en France pour un coût de 50 millions d'euros, une affaire qui, au-delà du ridicule, met le patron des chemins de fer français sur la sellette.

«Comiquement dramatique» et «rocambolesque» pour le secrétaire d'Etat aux Transports, «kafkaïenne» pour le chef de l'opposition de droite, l'affaire des «trains trop larges», révélée mercredi par l'hebdomadaire Canard enchaîné, pourrait coûter son poste au patron de la Société nationale des chemins de fer (SNCF) Guillaume Pepy. «Je pense qu'il doit démissionner. 50 millions d'euros, c'est beaucoup d'argent et on est la risée de la presse internationale», a déclaré mercredi la rapporteure générale du Budget à l'Assemblée nationale, Valérie Rabault, membre du Parti socialiste au pouvoir.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Près de 150 morts dans des attentats au Nigeria



Près de 150 personnes ont péri en deux jours au Nigeria, dans des attaques de villages dans le Nord-Est et un attentat à Jos (centre), déstabilisant un peu plus le gouvernement malgré la mobilisation internationale contre Boko Haram. Deux villages situés près de Chibok (nord-est), où le groupe islamiste armé avait enlevé plus de 200 lycéennes mi-avril, ont été attaqués coup sur coup

lundi et mardi par des hommes armés non identifiés. D'après les bilans fournis par les habitants, les assaillants ont tué 10 personnes à Shawa lundi, puis 20 à Alagarno mardi. «L'attaque a été brutale. Ils se sont mis à tirer et ont incendié nos maisons. Nous avons dû nous enfuir dans la brousse. Ils ont tué 20 des nôtres», a témoigné un habitant d'Alagarno, Haruna Bitrus. A Jos, dans le Centre, les opéra-

tions de secours se poursuivaient mercredi pour tenter de trouver d'éventuels survivants - ou des cadavres - enfouis sous les décombres après le double attentat de mardi, qui a fait au moins 118 morts et 56 blessés. Selon Manzo Ezekiel, porte-parole de l'Agence nationale de gestion des crises, le bilan pourrait s'aggraver. Cette nouvelle tuerie ravive la crainte de violences interreligieuses.

Législatives en juin en Libye malgré les violences

La Libye a annoncé des élections législatives dans un mois, pour tenter de sortir le pays de la crise, mais la tenue de ce scrutin semble incertaine face à une recrudescence des violences dans un pays déjà plongé dans le chaos. En parallèle, un général dissident, Khalifa Haftar, continuait de rallier de nouveaux soutiens à son offensive lancée, selon lui, contre les «groupes terroristes» dans l'est du pays. Les Etats-Unis

ont nettement pris leurs distances par rapport à cette opération, considérée par les autorités libyennes comme une tentative de coup d'Etat. Face à une recrudescence des violences nourries par des tensions politiques, la Commission électorale a fixé au 25 juin la date de l'élection d'un nouveau Parlement pour remplacer le Congrès général national (CGN) considéré par plusieurs observateurs comme une des racines de la crise li-

byenne, notamment pour n'avoir pas su rétablir la sécurité, dans un pays en proie au chaos depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi. Certains observateurs mettent en doute la capacité des autorités à organiser le scrutin. L'assassinat d'un ingénieur du bâtiment chinois mardi à Benghazi illustre l'insécurité et l'anarchie qui empêchent tout essor économique ou stabilité politique dans ce riche pays pétrolier.

Accrochage à Kidal entre soldats maliens et groupes armés

Des échanges de tirs étaient en cours mercredi matin à Kidal, dans le nord-est du Mali, entre des soldats maliens et des groupes armés, dont des rebelles touareg, un responsable malien parlant d'«opération de sécurisation». Quatre jours après des combats meurtriers dans cette ville, des habitants et une source à l'ONU ont fait état mercredi de nouveaux affrontements, qui ont commencé en milieu de matinée et étaient audibles lors d'échanges téléphoniques avec un journaliste de l'AFP à Bamako. «L'armée malienne tire, les rebelles touareg aussi», a déclaré un des habitants. «Ca tire fort», a dit un autre. «Les tirs viennent surtout du côté de l'armée malienne», a précisé un troisième. La source militaire jointe à la Mission de l'ONU au Mali (Minusma) a indiqué que les coups de feu proviennent de toutes les parties, sans les identifier nommément. Interrogé par l'AFP sur ces développements, un haut responsable de l'armée malienne a affirmé qu'il s'agissait d'une «opération de sécurisation».



EDITORIAL

Par M. Saadoune

LE DOMINO CHINOIS

des adversaires potentiels pour ne pas dire des ennemis. Une coopération plus poussée dans les domaines économiques ou autres a nécessairement un impact sur la situation mondiale où ils sont très influents.

La Chine et la Russie sont, de fait, dans leur aire régionale immédiate, en situation de conflit potentiel avec les Etats-Unis. Et même si la Chine a semblé ne pas tout approuver dans la politique de Poutine en Ukraine, elle a été systématiquement opposée aux sanctions contre Moscou. C'est l'essentiel pour la Russie ouvertement menacée par les Etats-Unis d'être «saignée» au niveau économique, en raison du bras de fer sur la crise ukrainienne. En jouant cette partie chinoise, avec succès, Vladimir Poutine montre que la Russie dispose de marges d'actions et peut trouver des alternatives à une hostilité occidentale. La Russie a probablement dû céder sur les prix pour le méga-accord sur le gaz, mais elle gagne une place de choix dans un marché chinois très demandeur. Le sommet sino-russe met, en tout cas, clairement fin aux es-

Contrat gazier de 400 milliards de dollars entre la Chine et la Russie



La Chine et la Russie ont conclu mercredi à Shanghai un méga-contrat d'approvisionnement gazier portant sur 400 milliards de dollars sur 30 ans, après une décennie de négociations, a-t-on annoncé mercredi de sources chinoise et russes. Selon les termes du contrat, la Russie fournira en gaz la deuxième économie mondiale à partir de 2018, et le volume livré à la Chine gonflera progressivement «pour atteindre à terme 38 milliards de mètres cube par an», a indiqué dans un communiqué le géant énergétique chinois CNPC.

L'accord, conclu entre CNPC et le russe Gazprom, porte sur un montant de 400 milliards de dollars et une durée de 30 ans, et prévoit un prix de 350 dollars le millier de m3, ont indiqué de leur côté les médias publics russes, citant le patron de Gazprom Alexei Miller.

Jean-Louis Hurst inhumé au cimetière chrétien de Diar Essâada



Le journaliste français, Jean-Louis Hurst, décédé mardi en France à l'âge de 78 ans, a été inhumé mercredi au cimetière chrétien de Diar Essâada d'Alger comme il l'a souhaité avant sa mort. Des journalistes, historiens, universitaires, hommes et femmes de droit, des anciens moudjahidine, des représentants du Premier ministre, du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, du ministre des Affaires étrangères et d'autres institutions, ainsi que la fille du défunt, Annik, étaient présents à l'enterrement. Dans une oraison funèbre lue par un représentant du ministère des Moudjahidine, les valeurs et qualités de Jean-Louis Hurst, notamment, son engagement en faveur de la cause algérienne durant la guerre de libération nationale et, par la suite, envers toutes les causes justes de par le monde, ont été évoquées et saluées. La mise en terre de la dépouille ainsi que l'urne des cendres de son épouse, décédée le 30 novembre 2012, était un moment d'émotion et de consternation.

poirs des Occidentaux de rallier la Chine à un front anti-Russie. La Chine partage sur le fond l'analyse russe qui voit dans ce qui a été déclenché en Ukraine le résultat d'une déstabilisation menée ou soutenue par les Occidentaux. Dans la déclaration commune publiée à Shanghai, ils insistent fortement sur leur détermination à «résister aux interférences dans les affaires internes des autres Etats et de s'opposer au langage des sanctions unilatérales». Dans une allusion évidente aux «révolutions oranges» menées avec le soutien des Occidentaux, la déclaration conjointe demande l'arrêt de «tout financement et tout encouragement d'activités visant à changer l'ordre constitutionnel d'autres Etats».

Si les officiels ne parlent pas d'alliance, les «experts», eux, ne se gênent pas de l'évoquer. A l'image d'Igor Korotchenko, directeur du Centre d'analyse du commerce mondial des armes (TSAMTO), qui affirme que les exercices militaires sino-russes prévus pour 2015 obligeront les Etats-Unis «à jouer selon les mêmes règles que le reste du monde civilisé» et à les empêcher de «décider seuls des destinées du monde». C'est porter la barre beaucoup plus haut que ne le disent les officiels russes et chinois. Mais cela donne une idée du bras de fer stratégique qui se déroule actuellement.